

land

Le syndrome RTL

Comment les négociations sur le service public TV, radio et digital s'exonèrent des mécanismes démocratiques

C'est cher de vivre vieux

Autonomes et en bonne santé, les plus de 65 ans pourraient vivre avec 2 500 euros par mois. Mais ils dépensent beaucoup plus

Chassez le naturel

Luc Frieden a présenté le best-of de son programme électoral. Le *Spätzekandidat* reste enfermé dans son logiciel néolibéral

Hier, um zu helfen

Mehr als 200 Au-pairs arbeiten in Gastfamilien. Einblick in einen internationalen Mikrokosmos, der sich trotz gesetzlicher Regelung rigorosen Kontrollen entzieht

Ostblock

Im Osten will die LSAP mit Paulette Lenert die Nationalwahlen gewinnen. Ob der noch größtenteils rural geprägte Bezirk für so viel Sozialismus schon bereit ist?

Foto: Sven Becker





Le syndrome RTL

Pierre Sorlut

Comment les négociations sur le service public TV, radio et digital s'exonèrent des mécanismes démocratiques

Le studio pour le discours de Xavier Bettel est prêt chez RTL mardi soir, trois jours avant la fête nationale

Ont paru ce mardi au *Journal officiel* les comptes de « l'établissement de radiodiffusion socioculturelle » (sic), mieux connu sous l'appellation *Radio 100,7*. Pour cet établissement public prestant un service d'intérêt général, sans recette commerciale ou presque, l'enseignement majeur réside dans la hauteur de la subvention étatique. Elle se situe autour de 7,5 millions d'euros, pour une cinquantaine d'employés dont les salaires constituent la majorité des dépenses. L'aide publique n'intègre pas encore la manne promise dans la convention signée le 31 mars dernier par le média de service public *100,7* (son véritable intitulé depuis la loi du 12 août 2022) et le gouvernement. *100,7* y assume la mission « particulière du service public de radiodiffusion en tant que source impartiale et indépendante d'informations, de commentaires et de contenus variés et innovants respectant des normes éthiques et de qualité élevées ». Le média écouté par 4,5 pour cent de la population selon

TNS-Ilres percevra beaucoup plus d'argent. 79 millions d'euros seront répartis sur sept ans, selon les termes du projet de loi déposé le 10 mai dernier. *100,7* recevra dix millions en 2024, puis les montants augmenteront pour atteindre douze millions d'euros la dernière année.

On lit aussi et surtout dans l'exposé des motifs du texte que cette troisième convention (et pour la première après un débat parlementaire, notamment lié aux problèmes de gouvernance et d'indépendance de l'établissement public) signée avec *100,7* s'étend, « à l'image de la convention conclue avec CLT-Ufa et RTL Group, de 2024 à 2030 inclus » et qu'elle confère au média de service public la mission de « développer de nouvelles offres en ligne permettant de prolonger, d'enrichir ou de compléter l'offre de programmes radiodiffusés ». Un même horizon temporel que RTL ? Le média de service public se dirigerait vers du contenu vidéo ? De quoi alimen-

ter les rumeurs de fusion avec les activités de RTL au Grand-Duché d'ici fin 2030. Le directeur général de *Radio 100,7*, Jean-Lou Siweck, précise : « Nous n'avons pas comme mission de nous lancer dans la vidéo en tant que telle ». Il s'agirait plus de *visual radio*, explique l'ancien chef d'Editpress et rédacteur en chef du *Wort*. Elle serait notamment utile sur les réseaux sociaux afin d'illustrer les propos des invités. « Il s'agit d'un positionnement conscient. Nous ne voulons pas lancer un débat sur 'nous ou RTL', détaille Jean-Lou Siweck. Les sous apportés par le gouvernement (« moins que ce que nous avons demandé ») permettront d'offrir un service d'information généraliste plus étoffé, avec par exemple d'avantage de grands formats podcasts.

Le L de RTL s'étéole et la rumeur enfle. Fin 2020, soixante postes ont été supprimés au *corporate centre* luxembourgeois, le siège du groupe média. La firme détenue par Bertelsmann a vendu ses acti-

vités belges et les licences (ainsi que la supervision) sont réparties au plat pays. Se diffuse en outre l'idée que l'omnipotent Thomas Rabe, à la tête de RTL Group et de Bertelsmann, ne voit plus un grand intérêt dans le marché luxembourgeois. Dans la convention encadrant la mission de service public confiée à RTL, signée en juin 2022, il appartient à l'une partie de contacter l'autre avant le 1^{er} octobre 2029 pour négocier une nouvelle convention. Si personne ne se manifeste, alors l'État doit chercher un autre prestataire endéans quinze mois ou renoncer à un service public télévisuel.

Contacté pour savoir ce qui va se passer à l'horizon 2029, le directeur général de RTL Luxembourg, Christophe Goossens, joue la montre. « On parle d'une échéance à six ans, » balaie celui qui a succédé à Alain Berwick en 2017. Interrogé sur la date choisie dans la convention, Goossens réplique qu'il s'agirait du « temps nécessaire pour mener

les négociations éventuelles le cas échéant ». Le DG de RTL rassure sur l'ancrage luxembourgeois et met en avant le nouveau *branding*, les nouvelles applications, la nouvelle mission de service public... « Nous sommes très actifs sur le marché », dit-il pour convaincre qu'il n'y a pas de signe d'un départ en vue. 232 personnes travailleraient pour RTL Luxembourg (partie média), 197 pour Broadcasting Centre Europe, 156 au *corporate centre* du groupe (97 fonctions administratives et « 59 opérationnelles pour RTL Group »), soit 585 salariés en tout, détaille Christophe Goossens. L'intéressé ne veut pas communiquer le chiffre d'affaires de RTL Luxembourg. Sur le rapport annuel du groupe, les activités au Luxembourg ont rapporté 91 millions d'euros, contre 75 en 2021. La pénétration de RTL Luxembourg *media family* s'élève à 79,2 pour cent de pénétration (contre 82,1 pour cent l'année précédente), selon ledit rapport.

Une fusion avec *Radio 100,7* est-elle envisagée ? « Absolument pas. Honnêtement c'est une option qu'on n'a pas du tout discutée », répond Christophe Goossens. Puis « il y aura des législatives en 2028, si tout se passe bien », ajoute-t-il pour laisser croire que les élections offriront l'opportunité de s'exprimer sur l'avenir du service public de la télévision. Les discussions entre le gouvernement et le groupe média ont traditionnellement souffert d'un déficit démocratique. Les temps changeraient-ils ? Une requête « service public » avec « RTL » et « 100,7 » pour mots clés complémentaires sur le moteur de recherche de la revue de presse du gouvernement entre janvier 2020 et aujourd'hui lève une trentaine d'occurrences pertinentes et révèle un intérêt public croissant pour le sujet. « Le temps de l'opacité est révolu », se félicite Sven Clement en février 2021 dans *Le Quotidien*. Le chef des Pirates est l'homme qui a dynamité « le secret d'État » que représentaient les contrats de concession des fréquences radio et des conventions de délégation du service public TV. Mais en février 2021, la transparence reste toute relative. Le document porte une clause de confidentialité pendant qu'il est négocié entre le gouvernement et la firme. Et les députés de la Commission parlementaire ne peuvent communiquer son contenu sur la place publique. En septembre 2021, la Chambre est informée des montants en jeu. L'opérateur audiovisuel obtient de l'État 105 millions d'euros pour sept ans, soit quinze millions par an. Le *Worxx* compare ces montants aux 7,3 millions d'euros reçus par *100,7* et à l'aide à la presse qui tourne autour de douze millions d'euros pour l'ensemble des éditeurs.

Historiquement, le *timing* est généralement réglé pour ne pas subir d'interférences durant les élections. Un groupe international (RTL est la propriété de Bertelsmann et de la famille Mohn à 76 pour cent) n'apprécie guère l'ingérence politique, ou tout le moins les externalités qui pourraient générer de l'incertitude. Or ce groupe international est, avec SES, l'un des symboles de la réussite du Luxembourg en matière de communication, une chasse gardée du Premier ministre qui les place sous son aile par le truchement du Service des Médias et Communications (SMC). Un départ de RTL (comme d'ArcelorMittal) du Luxembourg serait un camouflet. CLT, CLT-Ufa puis RTL se sont très vite mis les parlementaires dans la poche en intégrant les chefs de fraction des trois principaux partis (ou assimilés) dans leurs organes de direction. Selon des documents annexes à la convention (confidentiels) consultés par le *Land*, un accord régit le « droit de regard du pouvoir concédant » et la composition des organes, notamment les critères d'élection au conseil d'administration. Ils sont plutôt laxistes : « Les actionnaires désignent comme administrateurs, après agrément du gouvernement, trois personnalités ayant la nationalité luxembourgeoise et résidant au Grand-Duché. » Aujourd'hui, Gilles Baum (DP), Georges Engel (LSAP) et Claude Wiseler (CSV) siègent au

conseil de CLT-Ufa. Quatre réunions par an leur rapportent 17 500 euros brut, selon nos informations. Ils expliquent que cette fonction permet au Parlement d'être informé des décisions prises par l'actionnaire. Mais, en tant qu'administrateurs, ces parlementaires travaillent dans l'intérêt de l'entreprise et pas celui de la nation. Et quand un débat à la Chambre concerne le groupe ou la mission de service public, comme le débat d'orientation du 14 juillet 2020, lesdits députés s'abstiennent. Depuis 2020, la députée écologiste Djuna Bernard représente le Parlement dans la commission de suivi de l'application de la Convention. « La majorité qui se contrôle, c'est malsain », réagit Sven Clement face au *Land*.

Cet exotisme perdure à l'heure des codes de déontologie et des registres des entrevues. Est-ce le signe de l'institutionnalisation de la relation ? Aucun ministre ni conseiller n'a inscrit un rendez-vous avec un représentant de RTL, CLT-Ufa ou Bertelsmann depuis mai 2022, date de création du registre. En septembre 2018, en pleine campagne pour les législatives, Xavier Bettel s'est affiché en compagnie de la famille Mohn à Gütersloh, bastion de Bertelsmann. Un avenant à la convention a alors été signé (publié sur le site du SMC, il n'indique pas de lieu de signature) pour inclure des critères de service public pour les activités digitales de RTL. L'avenant et les accords sont paraphés par le président de CLT-Ufa : Jean-Louis Schiltz. Les anciens ministres de tutelle siègent à la tête de l'instance stratégique : l'avocat a succédé à Jacques Santer en 2017.

Par ailleurs, le Luxembourg est le seul pays de l'UE où le gouvernement statue sur l'octroi de licences de diffusion. Ainsi, le Grand-Duché a toujours été prompt à livrer les licences internationales, mais a toujours protégé RTL au niveau national. Le rachat par l'État à prix d'or de la Villa Louvigny, la prise en charge de l'orchestre philharmonique, la cession à vil prix de cinq hectares au Kirchberg, la conversion des terrains en zone mixte sont autant de cadeaux offerts au groupe pour asseoir son ancrage luxembourgeois, garanti jusqu'en 2030 dans un accord confidentiel signé en mars 2017. La dernière convention de service public ne limite en outre pas les recettes publicitaires des médias de RTL (contrairement aux textes de 1995 et 2002), notamment la radio ou le digital, en concurrence directe avec des acteurs nationaux privés. Comme les éditeurs l'ont déjà fait remarquer au ministère de tutelle, le prestataire de la mission de service public

siphonne le marché publicitaire grâce à sa position dominante. Le courrier est resté lettre morte.

Les dernières signatures des contrats de concession des fréquences ou des conventions pour la mission de service public attestent de la volonté de passer outre l'option démocratique. En janvier 1995, le Premier ministre Jacques Santer avait accéléré les négociations avec CLT-Ufa pour signer l'accord avant de s'envoler, quelques jours plus tard, pour Bruxelles où il allait endosser sa fonction de président de la Commission européenne. Le chrétien-social présidera CLT-Ufa de 2004 à 2017 et négociera ensuite avec le gouvernement luxembourgeois. La convention 2021-2023 a été signée en mars 2017 par l'intéressé, quelques jours avant l'inauguration de RTL City. La mission de service public a alors été prolongée pour trois ans, jusqu'à fin 2023, la concession des fréquences jusqu'en 2030. La nouvelle grille financière pour la prestation d'une mission de service public jusqu'à fin 2030 a été signée en juin 2022. Dans les programmes électoraux de 2018, seul le LSAP s'est prononcé sur la mission de service public conférée à RTL. Le parti socialiste (qui est aussi, via son ministre Robert Krieps, à l'origine de la radio socioculturelle) plaide traditionnellement en faveur de la création d'une chaîne de télévision publique. Dans leurs programmes, le DP, le CSV et Déi Gréng soutiennent le pluralisme de la presse, mais ne proposent rien en matière de service public.

Le 14 juillet 2020, lors du débat d'orientation sur le service public dans les médias, le ministre de tutelle, Xavier Bettel, s'est félicité de discuter du sujet « en toute sérénité » à la Chambre. Le ministre des Communications a introduit les débats en se prétendant « agnostique ». Puis il a multiplié les postures, sans être contredit par les principales fractions. « D'Press ass wichteg. » La redevance n'est pas une option. La langue luxembourgeoise doit rester la « langue d'intégration », mais les cinquante pour cent de non-Luxembourgeois doivent pouvoir s'informer dans une autre langue. Les politiques ne doivent pas juger de la qualité journalistique. Xavier Bettel a reconnu l'intérêt de la prévisibilité, pour l'État et les entreprises concernées... puis il a plaidé pour une prolongation de la convention avec RTL. La convention consécutive signée en juin 2022 (et pour la première fois publiée en ligne) compte dix pages de cahier des charges pour la conduite des programmes. Du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2030, en contrepartie de la réalisation de la mission de service public par CLT-Ufa, l'État assume le découvert de la TV, de la radio (encore profitable) et des activités digitales. La participation étatique restera « en tout état de cause » inférieure à quinze millions d'euros. Ce qui est toutefois moitié plus que la convention précédente, eu égard à la dévalorisation des fréquences mises à disposition par l'État.

Les quinze mois à disposition entre le 1^{er} octobre 2029 (date butoir pour ouvrir des négociations) et le 31 décembre 2030 (échéance de la mission de service public pour l'opérateur privé) ne suffiront pas à préparer un après-RTL. Le groupe média anticipe traditionnellement la négociation des contrats plusieurs années avant leur échéance. Deux scénarios se présentent : Soit les discussions sont entamées durant la prochaine législature. Soit le prochain législateur doit mener une stratégie de remplacement à l'opérateur commercial qu'est RTL. Il revient donc aux partis de se positionner dans les prochains mois pour que les citoyens votent, pour une fois, en conscience. « Une fusion avec 100,7 serait une piste », estime Sven Clement, l'un des seuls hommes politiques à avoir accepté de s'exprimer. « Si RTL n'est plus candidat, alors c'est la voix logique, car je ne vois pas d'autre candidat », poursuit-il. Pourtant deux consortiums ont déjà fait des offres pour reprendre les activités luxembourgeoises : des investisseurs réunis autour d'Alain Berwick, l'ancien directeur général (*d'Land*, 2.04.2021), ainsi que le

Des générations de politiques pour l'inauguration de RTL City en avril 2017



groupe d'origine serbe United Media, représenté par Carlo Rock (*d'Land*, 9.7.2021)

Dans une prise de position au *Wort* le 7 mai, la présidente du parti socialiste et ancienne journaliste chez *RTL Radio*, Francine Closener, rappelle le soutien apporté par le LSAP à cette convention. « Einerseits, damit es überhaupt Nachrichten in luxemburgischer Sprache im Fernsehen gibt.

Andererseits aber auch, weil gut funktionierende Medien für eine demokratische Gesellschaft unabdingbar sind », écrit l'élue de la circonscription Centre. Mais elle précise qu'il est peu probable que la convention soit prolongée après 2030. Les fréquences ne vaudront plus un clou. Une alternative à RTL existe pour Francine Closener : « Eine Erweiterung des 100komma7 in die Fernsehsparte ist für uns denkbar, aber kein Must. » Des coopéra-

tions avec des chaînes publiques de la Grande Région peuvent être envisagées. La convention en vigueur prévoit d'ores et déjà la possibilité pour l'État de reprendre les installations techniques. « Mais à quel prix ? », interroge Sven Clement. L'intéressé estime que reprendre un service public TV coûterait au moins 35 ou quarante millions d'euros par an à l'État. La durée qui nous sépare de la fin de la convention peut servir à préparer l'après RTL. ●

Den neie SPROOCHATLAS vum Alain Atten a Claude Schmit



- ▲ 572 Kaarte mat den Dialekter aus dem ganze Land
- ▲ 640 Säiten am A3-Format

Elo an Ärer Librairie

La durée qui nous sépare de la fin de la convention peut servir à préparer l'après RTL

LEITARTIKEL

Balanceakt

Peter Feist

Die Regierung sei auf Touren gekommen „wie ein alter Diesel“, lästerte *paperjam.lu* am Dienstag ein paar Stunden, nachdem die Minister Henri Kox, Lex Delles und Franz Fayot das 13-Punkte-Paket zur Unterstützung der Baubranche vorgestellt hatten. Schon wahr: Seit vergangenem Oktober ist die Rede davon, dass vielen Baubetrieben die Aufträge ausgehen. Die Taskforce der Regierung aber wurde erst Ende April eingesetzt. Und weil das Paket fünf Wochen vor Beginn des Kollektivurlaubs herausgegeben wurde, werden die Betriebe sich erst nach dessen Ende so richtig mit dem beschäftigen können, was zu ihrem Beistand gedacht ist.

Nicht erst im April, sondern schon im November aber begann der grüne Wohnungsbauminister, mit Promotoren Verhandlungen über den Kaufauf privater Wohnungsbauvorhaben durch den Staat zu führen. Projekte, die fertig geplant sind, deren *vente en future état d'achèvement* (Vefa) aber nicht klappt, weil gestiegene Preise und obendrein die gestiegenen Zinsen sie unerschwinglich werden ließen. Zurzeit werden kaum noch Verfa verkauft. Weil Henri Kox in den Raum gestellt hatte, die Staatskasse könnte bis zu 600 Millionen Euro für den Kauf bereitstellen, waren die Erwartungen groß, dass am Dienstag ein Vefa-Füllhorn auf Staatskosten über dem Land entleert würde. Die Frage schien zu sein, welche Gewinnspanne die Regierung den Promotoren gewähren und der Staat am Ende zum Preistreiber würde.

Doch das ist eine ziemlich zynische Sicht auf die Dinge. Zum Thema Wohnungsbau enthält das Maßnahmenpaket nicht viel. Es soll dem Bauhandwerk zu Aufträgen verhelfen, wenn nicht im Neubau von Wohnungen, dann bei der Renovierung und der energetischen Sanierung. Beim Neubau von Kindertagesstätten und kommunalen Gebäuden, und überhaupt durch mehr öffentliche Aufträge: Dass die Schwelle, ab der zur Finanzierung eines größeren Bauvorhabens ein Spezialgesetz vom Parlament verabschiedet werden muss, von 40 Millionen auf 60 Millionen Euro erhöht werden soll, könnte einiges bewirken. Ein Finanzierungsgesetz ist immerhin Monate, manchmal ein Jahr auf dem Instanzenweg.

Mit dem Wohnungsbau ist das schwieriger. Das öffentliche Segment ist noch immer klein. SNHBM und Fonds du Logement produzieren am Limit. Von den Gemeinden, die der *Pacte Logement 2.0* „mit ins Boot holen“ soll, hatten Ende vergangenen Jahres 48 keine einzige kommunale Sozialwohnung – man sieht das an den Gemeindefinanzien, deren Umverteilung pro kommunaler Wohnung eine Pauschale zuweist. Der Wohnungsmarkt ist in erster Linie – ein Markt.

Wie die drei Minister sich am Dienstag verstehen ließen, hoffen sie darauf, dass dieser Markt ein neues Gleichgewicht findet. Die Preise seien ja schon gesunken, bemerkte der LSAP-Wirtschaftsminister. Der DP-Mittelstandsminister stellte klar, das Paket sei „fir d'Construction, net fir d'Promotioun“. Der grüne Wohnungsbauminister hofft, dass 20 000 Euro Prämie für Erstkäufer und die Ausweitung der Staatsgarantie für Wohnungskredite auf 287 500 Euro etwas bringen werden. Idem die Zinssubvention, die künftig auf einen Kredit von bis zu 280 000 Euro (je nach Zahl der Kinder im Haushalt) gezahlt werden kann. Aber letzten Endes schauen die Banken auf die Kapazitäten ihrer Kunden zur Bedienung eines – teuren – Kredits.

Dabei ist nicht ausgemacht, ob die Preise für Neubauten, die gesunken sind, weiter sinken werden. Schon eher die für Altbauten. Weiter steigen dürften die Mieten auf dem freien Markt, solange der Neubau lahm und die Zinsen nicht sinken. Politisch findet offenbar ein Balanceakt statt. Fiskalmaßnahmen zurückzunehmen, etwa die beschleunigte Abschreibung auf Mietwohnungen wieder einzuführen, hält offenbar selbst die DP nicht für opportun. Politisch aber steht Henri Kox am meisten unter Druck. Eigentlich für kaum mehr als den öffentlichen Wohnungsbau zuständig, wird am 8. Oktober für „Logement“ er die politische Rechnung bezahlen. Kann sein, dass er bis dahin noch von ein paar Vefa-Aufkäufen berichten kann. Publik ist bisher einer, über 90 Wohnungen und 55 Millionen Euro. Ein zweiter in ähnlicher Größenordnung steht im Raum. Weitere Optionen werden vom Ankaufskomitee aus Finanz- und Wohnungsbauministerium geprüft. Aber sicher ist nichts.

GEMEINDEN

Wo die Verdienste wohnen

Die Unterschiede zwischen den Gemeinden in den Medianlöhnen ihrer Bevölkerungen haben sich in den letzten acht Jahren vergrößert. Ende 2015 lag der Medianlohn (die eine Hälfte der lokalen Bevölkerung verdient mehr als diesen, die andere Hälfte verdient weniger) am höchsten in Weiler zum Turm (4 795 Euro), in Reisdorf lag er 1,85 Mal niedriger (2 591 Euro). Ende 2022 war er mit 6 659 Euro in Niederanven am höchsten und betrug das 2,1-fache des Medians in Wiltz (3 167 Euro). Klammert man für 2015 Majorzgemeinden aus, hätten damals die Mediane zwischen 4 617 Euro in Kopstal und 2 624 Euro in Differdingen um den Faktor 1,76 variiert.

Die Angaben für 2022 machte das Statec diesen Montag. Und stellte eine statistische Serie online, die 2013 beginnt. Die Mediane von 2015 dienten dem Innenministerium 2017 zum ersten Mal als einer von fünf Parametern zur Umverteilung eines Teils der Gemeindefinanzien nach sozio-ökonomischen Kriterien. Die Medianlöhne sind aber nur eine Annäherung an den Reichtum der Bürger/innen: Sie berücksichtigen Einkünfte aus lohnabhängiger Beschäftigung, aber nicht die Einkünfte von Freiberuflern und ebenso wenig die Vermögen, über die Intransparenz herrscht. Entnehmen lassen sich den Statec-Daten aber die auf Arbeitseinkommen basierenden Unterschiede innerhalb der Gemeinden. Der Quotient aus dem neunten Einkommensdezil und dem ersten Dezil lag 2022 am höchsten in Niederanven mit 9,79. Zehn Prozent der Bürger/innen verdienten weniger als 2 234 Euro, 90 Prozent weniger als 21 875 Euro. 2015 lag der höchste Quotient mit 8,08 in Kopstal.

Territorial hat sich in den letzten Jahren nichts an der Verteilung reicher und armer Gemeinden geändert. Die höchsten Medianlöhne wurden in dieser Reihenfolge in Niederanven, Schüttringen, Kopstal, Strassen, Leudelingen und Bartringen registriert; allesamt im Speckgürtel der Hauptstadt. Die niedrigsten Mediane in traditionellen Arbeiterstädten oder deindustrialisierten Kleinstädten; in dieser Reihenfolge vor allem in Wiltz, Reisdorf, Echternach, Esch/Alzette, Differdingen und Rümelingen. pf

P O L I T I K

Plagiat empfohlen

Der OGBL hat am Dienstag seine Wahlkampfforderungen an die Parteien vorgestellt und sich gewünscht, dass sie ohne Abstriche in die Wahlprogramme übernommen werden. „Le plagiat est même pour une fois fortement recommandé“, scherzt die mit über 70 000 Mitgliedern größte

Gewerkschaft des Landes in ihrem Dossier, das der nächsten Ausgabe ihrer Mitgliederzeitung Aktuell beiliegen wird. Neu sind die OGBL-Forderungen nicht: Reform des Kollektivvertragsgesetzes, der Sozialpläne, der Arbeitserhaltungspläne und des Konkursgesetzes, um Beschäftigte besser zu schützen; eine Erhöhung des Mindestlohns um zehn Prozent; die Regulierung von Plattformarbeit; staatliche Hilfen nur für Betriebe, die sich ans Arbeitsrecht halten; mehr Weiterbildung, mehr Steuergerechtigkeit, eine „wirkliche“ Mietpreisbremse. Besonders Wert legte OGBL-Präsidentin Nora Back auf den Erhalt des „ganz starken Pensionssystems“, das vor den Wahlen wieder mit „falschen Vorhersagen“ vom Patronat infrage gestellt werde, und auf den des öffentlichen Gesundheitssystems, das nicht durch Privatisierung kaputt gemacht werden dürfe.

Unter den Forderungen, die Back besonders hervorhob, war nicht die von LSAP-Minister Georges Engel durch eine Studie nach vorne gebrachte Arbeitszeitverkürzung. Zwar sei der OGBL generell für geringere Arbeitszeiten, doch müsse die Umsetzung branchenspezifisch im Rahmen von Kollektivverträgen verhandelt werden, sagte Back. ll

Roy returns

Le député Roy Reding (ADR) a été acquitté ce mardi par la Cour d'appel dans l'affaire de la vente d'une résidence comportant un « studio non légal ». Les juges considèrent que l'acquéreuse de l'immeuble aurait été « au courant » que cette cinquième unité ne pouvait être louée. Reding aurait d'ailleurs été « transparent en ce qu'il a informé [l'agent immobilier en charge de la vente] que le studio n'en était pas un ». Il n'y aurait donc ni vice caché, ni faux, ni escroquerie. La condamnation en première instance à une peine d'emprisonnement de douze mois (assortie d'un sursis intégral) est annulée. L'acquittement intervient juste à temps pour permettre à Roy Reding de prétendre à une place sur la liste de l'ADR. Si

Reding réussissait à s'y imposer, Tom Weidig et Alex Penning verraient leur rêve d'une carrière parlementaire partir en fumée. bt

P E R S O N A L I E N

Luc Frieden,

CSV-Spitzenkandidat zu den Kammerwahlen, versprach am Montag im *RTL Radio* und am Dienstag im *Radio 100,7*, käme seine Partei in die nächste Regierung, würde sie dafür sorgen, dass Geschiedene erst nach sechs Jahren aus der Steuerklasse 2 in die Steuerklasse 1A fallen und nicht schon nach drei Jahren. In Wirklichkeit fallen Geschiedene nach drei Jahren nicht in die Steuerklasse 1A, sondern in die Klasse 1. Weil das schon galt, als Frieden Finanzminister war, sollte er das eigentlich wissen. pf

André Bauler,

DP-Abgeordneter und bei den Gemeindewahlen Erstgewählter in Erpeldingen, wurde vom Gemeinderat nicht zum neuen Bürgermeister ernannt. Mit sechs zu drei Stimmen gaben die Räte Amtsinhaber Claude Gleis den Vorzug. Er hatte mit 763 Stimmen 33 weniger errungen als Bauler; nach der Wahl meldeten beide Anspruch auf den Posten an. Dass im Gemeinderat Parteikalkül eine Rolle spielte (die CSV ist stark vertreten), schlossen sowohl Gleis als auch Bauler gegenüber dem *Land* aus; Majorzgemeinde *oblige*. Gleis sagte, seine zehnjährige Erfahrung im Amt habe den Ausschlag gegeben. Baulers Chancen auf einen DP-Nordlistenplatz zu den Kammerwahlen dürfte das Verdikt kaum beeinträchtigen. pf

Mike Hentges,

conseiller diplomatique du Premier ministre, Xavier Bettel (DP), est sur le départ. Il assumera les fonctions d'ambassadeur à La Haye à partir du 1^{er} août. Le poste de Sherpa du chef du gouvernement sera confié à Claude



Faber à partir du 1^{er} juillet. « Après le départ de Monsieur Hentges, Yasuko Muller renforcera la cellule diplomatique du Ministère d'Etat », complète Jeff Feller, chef du cabinet du Premier ministre. La date exacte du départ en Corée du Sud du secrétaire général du conseil de gouvernement, Jacques Flies, « n'est pas encore définie », poursuit Jeff Feller. Il reviendra au nouveau gouvernement de désigner un remplaçant. « Un processus de transition et un *hand-over* entre Monsieur Flies et son successeur seront organisés en fonction des besoins », informent encore les services de Xavier Bettel. pso

Serge Tonnar,

Luxemburgs bekanntester Singer-Songwriter, wird in absehbarer Zukunft wohl nicht Abgeordneter werden. Rund eine Woche vor den Bezirkskongressen der Linken (am 2. Juli) hat er noch keine Kandidatur für die Kammerwahlen gestellt. Seit seinem Beitritt zu der Partei vor über einem Jahr hat er sich in ihren Gremien engagiert; hat mitgeholfen, in Mersch eine Lokalsektion aufzubauen (für eine Liste konnten er und Jérôme Jaminet jedoch nicht genug Kandidat/innen finden) und war beim Kongress Ende März ins Koordinationsbüro der Linken gewählt worden. Deshalb wurde in den vergangenen Monaten damit gerechnet, dass er am 8. Oktober im Zentrumsbezirk antrete. Parteiinternen Quellen zufolge hänge seine Entscheidung, nicht zu kandidieren, mit dem angekündigten Rückzug der Abgeordneten Nathalie Oberweis aus der nationalen Politik zusammen. Weil sie im Oktober nicht mehr antritt, würden Tonnars Chancen, tatsächlich gewählt zu werden, steigen. Ein Abgeordnetenmandat sei seiner Auffassung nach jedoch nicht mit seinen künstlerischen Tätigkeiten vereinbar. Tonnar selbst antwortete dem *Land* am Dienstag auf Nachfrage: „Souwäit ech matkritt hunn, schéngt et an der Chamber tatsächlech just nach Crémant ze ginn, dofir kann et net sinn, dass ech do Member ginn.“

Am Mittwoch ergänzte er auf eine weitere Nachfrage, bis Anfang Juli sei noch alles möglich. ll

M O N A R C H I E

La Maison consolidée

« La consolidation », mot répété dans l'édito du maréchal Paul Dühr, « se poursuivra encore quelque temps encore car elle est d'envergure », lit-on dans le rapport d'activités 2022 de La Maison du Grand-Duc, paru cette semaine. C'est la deuxième édition de la publication voulue par l'arrêté grand-ducal du 9 octobre 2020 instituant la Maison du Grand-Duc pour conférer une plus grande transparence à la Cour, dont le rapport Waringo avait stigmatisé les errements en 2020. En 2022, un peu plus de deux ans après sa création, l'institution a « poursuivi la consolidation de ses équipes (150 collaborateurs), a perfectionné ses méthodes de travail et a renforcé les relations (...) avec les administrations partenaires », est-il écrit. 2022 a été marquée par une reprise du cours normal des activités après une accalmie pandémique qui avait notamment causé un « incident » entre la Grande-Duchesse et son personnel à l'automne, selon les termes du maréchalat en décembre dernier. Sous l'impulsion du ministère d'État, le nouveau maréchal, remplaçant de Yuriko Backes (partie au ministère des Finances), a mis en place des mesures de « bien-être au travail », afin de protéger le personnel, relevant dorénavant de la fonction publique, d'éventuels mauvais traitements. Le rapport en lui-même reprend quelques chiffres : le budget a été augmenté. Il est passé de quatorze à près de seize millions d'euros. Le personnel a coûté 10,7 millions. 700 000 euros ont servi au parc automobile et aux frais de route. Et les consommations d'énergie et d'eau de la Maison du Grand-Duc ont avoisiné un million d'euros, sachant que la hausse des coûts de l'énergie a exigé une rallonge budgétaire de 400 000 euros, lit-on dans le document. pso

Blog

C'est cher de vivre vieux

France Clarinval

Huit euros de cosmétiques et parfums, dix de chaussures, 35 de fruits et 34 de produits laitiers, un petit euro pour le dentiste, mais 375 pour la mobilité... par mois. Ce sont quelques uns des montants retenus dans le budget de référence des séniors que le Statec vient de présenter. Il s'agit du budget minimum dont une personne a besoin pour vivre décemment, mais aussi « activement » (en participant à la vie de la société) au Luxembourg. Il s'élève à 2 551 euros par mois pour une personne âgée seule et à 3 471 euros pour un couple. Des chiffres à analyser avec des pincettes pour ne pas leur faire dire ce qu'ils ne disent pas.

Cette étude s'intègre dans la continuité des travaux du Statec, entamés en 2014, établissant divers budgets de référence pour différentes tranches d'âge et situations familiales. Il n'est donc pas question d'observer les dépenses réelles, mais de poser un cadre théorique qui doit aider les services sociaux à déterminer des montants d'aides ou le calcul du risque de pauvreté (voir aussi page 11). Dans le cas présent, la recherche répond à une demande du ministère de la Famille dans le contexte de la réforme de l'accueil gériatologique et plus spécifiquement du « complément gériatologique » pris en charge par le Fonds national de solidarité.

Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent près de quinze pour cent de la population totale. Mais cette part démographique compte une grande disparité de profils. « La spécificité des personnes âgées est qu'il s'agit d'une population extrêmement hétérogène d'un point de vue des conditions physiologiques et sociales des individus. Il n'existe pas une seule définition des personnes âgées mais une multitude de réalités qui se chevauchent », explique Anne Franziskus, chargée de l'étude. Deux personnes qui ont le même âge chronologique peuvent connaître des états de santé très différents. Pour passer outre cet écueil, l'institut de statistiques a réduit son hypothèse de travail et pour considérer les « personnes âgées de 65 ans ou plus, retraitées, autonomes, en bonne santé et vivant en location sur le marché privé ».

C'est une première limite. Selon le recensement de la population de 2011, 82 pour cent des personnes âgées de 65 ans et plus sont propriétaires de leur logement, dont 77 pour cent sans prêt hypothécaire. « Nous avons eu de longues discussions pour savoir si on incluait un loyer dans notre calcul. Mais puisqu'il s'agit des minima sociaux, nous avons considéré un loyer médian pour une surface médiane, pour un bien déjà occupé », justifie Anna Franziskus. Elle conseille cependant aux services sociaux d'observer la réalité du terrain des personnes avec lesquelles ils travaillent, insistant sur le fait que payer un loyer constitue un risque de précarité pour les personnes âgées, surtout quand elles vivent seules. Sans surprise, le logement pèse le plus lourd dans le budget de référence des seniors : 1 543 euros pour un couple (soit 44 pour cent du budget) et 1 279 euros pour une personne seule (la moitié du budget).

La santé est une autre pierre d'achoppement de l'étude qui retient des personnes « en bonne santé ». Les problèmes de santé liés au simple fait de vieillir (comme des problèmes articulaires, ophtalmologiques ou dermatologiques) ont été pris en compte en plus des visites médicales « normales » et largement remboursées. « Il y a tant de cas différents qu'il était impossible de tenir compte de telle ou telle maladie. Nous n'avons considéré que les problèmes de santé effectivement liés au vieillissement », explique la chargée d'étude. Elle observe d'ailleurs que près de la moitié des séniors du Luxembourg estiment que leur état de santé général est bon et 8,2 pour cent le considèrent très bon. Moins de dix pour cent des personnes âgées vivent dans une structure d'hébergement agréée (6,6 pour cent en 2020). Le panier santé est donc minimaliste, à 21 euros par mois. Pour palier cet écueil, d'autres études suivront : « Notre objectif sera de nous pencher sur les besoins de base des personnes âgées qui ont des problèmes de santé, qui ne sont plus autonomes et/ou qui ne vivent plus à domicile ».

Pour calculer le budget de référence, les chercheurs ont suivi une méthodologie européenne pour reprendre tous les besoins « indispensables » des personnes considérées. Une dizaine de paniers-types ont été élaborés. Outre la littérature internationale et les études déjà disponibles, des experts du domaine de la vieillesse ont été sollicités dans les différents domaines : diététiciennes, professionnels de santé, responsables d'association, personnel encadrant et surtout le Gero – Kompetenzzenter fir den Alter. Le Statec a également « sondé le terrain » et a organisé des *focus groups*, en s'appuyant sur les Clubs seniors. Ces témoignages étaient particulièrement importants pour le volet « vie active » qui « doit permettre une participation adéquate à la vie en société ». Anne Franziskus note : « Les discussions ont souligné que

L'alimentation est un des postes qui coûte moins aux retraités qu'aux actifs

Autonomes et en bonne santé, les plus de 65 ans pourraient vivre avec 2 500 euros par mois. Mais ils dépensent beaucoup plus

les activités, quelles qu'elles soient, prennent une ampleur importante dans la vie des seniors, par le fait qu'ils ne travaillent plus et qu'ils doivent dès lors occuper leur temps de façon satisfaisante. » Aussi, le panier vie sociale est un budget conséquent avec 579 euros par mois pour un couple et 335 euros par mois pour une personne âgée seule. La semaine de vacances annuelle représente notamment un budget notable avec 66 euros par mois pour une personne senior seule. La chargée d'étude nous explique que les groupes de discussion ont fait valoir que les personnes âgées cherchaient des vacances en demi-pension, avec des repas au restaurant. Dans le budget de référence des jeunes familles, c'est une location qui est envisagée, où les repas sont cuisinés. « Pour chaque élément du panier, il a fallu transiger entre ce qui est socialement acceptable et financièrement réaliste », tranche-t-elle.

Après une première phase de discussions, les enquêteurs reconsidèrent leur approche : « Les propos collectés reflétaient surtout le point de vue d'une population senior assez aisée financièrement et urbaine. Nous avons décidé de compléter notre démarche en cherchant le contact avec des populations différentes », détaille le rapport. Les préoccupations autour de la vie sociale – activités physiques, sorties culturelles, sorties au restaurant et vacances – sont moins prégnantes dans des milieux ruraux ou socialement moins favorisés où la mobilité est considérée comme un défi. « Dans ces milieux ruraux, les personnes âgées sont fortement dépendantes de leur voiture individuelle pour pouvoir participer à des activités, pour pouvoir suivre des visites médicales et pour rester en contact avec leurs familles et leurs amis ». Le panier mobilité – 375 euros par mois – est du même montant que pour les actifs, même s'il ne relève pas tout à fait les mêmes articles. Par exemple, il a été décidé par le comité de pilotage qu'il est « trop irréaliste » que les personnes âgées se servent du vélo comme moyen de déplacement quotidien. Le vélo est en revanche intégré en tant qu'activité sportive dans le panier de la vie sociale.

D'autres paniers sont très similaires à ceux des adultes actifs. Vêtements (55 euros par mois pour les

seniors, 57 pour les actifs), multimédia (117 / 118), équipement et entretien du logement (55 euros) ou hygiène personnelle (59 / 49). Le volet alimentation montre plus de disparités (250 / 317), le métabolisme ralentit avec l'âge et en conséquence, les besoins en énergie diminuent. Dans son ensemble, le budget de référence des personnes âgées est supérieur à celui des adultes actifs.

Puisque ce budget de référence est un cadre théorique, il faut le confronter à la réalité des revenus et des dépenses des personnes âgées. Leur niveau de vie est plutôt confortable. Le dernier *Pension Adequacy Report* de la Commission européenne retient par exemple que le Luxembourg est le seul pays dans l'Union européenne où le revenu médian disponible des personnes âgées de 65 ans et plus est plus élevé que le revenu médian des résidents plus jeunes (18-64 ans), de 22 pour cent selon les chiffres de 2019. Dans le même ordre d'idée, il ressort de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie EU-SILC que le premier quartile de revenu des personnes âgées de 65 ans et plus (c'est-à-dire le quart des ménages qui ont les revenus les moins élevés) disposent d'un revenu total de près de 3 000 euros par mois pour une personne seule, et de plus de 4 500 pour un couple. Autrement dit, les ménages de seniors les moins bien lotis arrivent quand même à atteindre le budget de référence et couvrir leurs besoins essentiels.

Les dépenses moyennes des ménages seniors du Luxembourg, telles que collectées dans le cadre de l'enquête budget des ménages, sont beaucoup plus élevées que le budget de référence, atteignant 4 168 euros par mois pour un senior seul et 6 117 pour un couple. La structure des dépenses est assez similaire que dans le modèle théorique, avec le poids fort du logement et de la vie sociale. Le poste de la santé (193 euros en réalité contre 42 euros prévus) est celui qui a été le plus sous-évalué.

Les moyennes cachent les cas extrêmes. Si l'on compare le budget de référence au seuil de risque de pauvreté (qui correspond à soixante pour cent du revenu disponible médian), la donne change. En 2020, ce seuil s'établit à 2 124 euros par mois pour un adulte et à 3 186 euros par mois pour un couple, donc en dessous du budget de référence : « Le senior seul, qui a un revenu à la hauteur du seuil de risque de pauvreté ne peut donc pas tout à fait satisfaire ses besoins de base », note l'étude. Même chose pour la pension minimale (*Mindestrent*), 2 165 euros par mois pour une personne seule, qui ne suffit pas non plus à couvrir le budget de référence. Pour un couple, à condition que les deux aient travaillé quarante ans à temps plein (ce qui est peu probable vu le taux d'emploi des femmes de cette génération), les deux pensions suffiraient. Le budget de référence est alors un indicateur pertinent pour que les mécanismes sociaux puissent être enclenchés à bon escient. ●



ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Andere Sorgen

Vielleicht sind die Grünen das auserwählte Volk Gottes. Sie fühlen sich von einer heiligen Mission beseelt: Sie sollen den Planeten retten. Gegen Grünen-Hasser, SUV-Fahrerinnen und Luxair-Tours. Als Gegenleistung beanspruchen sie Respekt und Dankbarkeit. Manchmal werden ihnen Respekt und Dankbarkeit verwehrt. So bei den rezenten Gemeindewahlen. Dann ringen sie mit der Theodizee.

Lange versprochen die Grünen, global zu denken und lokal zu handeln. Das brachte ihnen lokale Stimmen ein. Als behagliche Partei der Glas-Container, Fahrradständer und Feuchtbiotop. Am 11. Juni kandidierten sie in 36 Gemeinden und auf einigen Bürgerlisten. In 30 der 36 Gemeinden verloren sie Stimmen. 83 Prozent Fehltreffer sind keine lokalen Zufälle. Sie sind ein landesweiter Trend.

Die Grünen haben eine treue Stammwählerschaft. Sie schert sich nicht um die Werte der Gründergeneration. Sie war 1983 kaum geboren. Sie findet nichts dabei, den Besitzlosen Maßhalten zu predigen. Sie hält Zweifel an der Verfünfachung der Militärausgaben für altmodisch. Sie hält eine Koalition mit der CSV für einen schlaun Schachzug. Ihr oberstes Anliegen ist der Umwelt- und Klimaschutz.

Die grüne Kernwählerschaft ist Gefangene einer Monopolsituation. Im sozialpolitischen Lager können enttäuschte Wählerinnen von der LSAP zur Linken oder KPL wechseln. Im konservativen Lager können sie zwischen CSV, ADR, und Fokus wählen. Manche Umweltschützerinnen finden die Grünen feige und opportunistisch. Doch sie haben keine bessere Umweltschutzpartei zur Wahl.

Eine Regierungspartei hat Mandate, Posten, Aufträge, Einfluss zu vergeben. Deshalb nehmen ihre Mitgliederzahl und Stammwählerschaft zu. Wie jede Partei geben sich die Grünen nicht mit ihrer Stammwählerschaft zufrieden. Sie wollen Wechselwähler anziehen, um ihren Stimmenanteil zu vergrößern. Eher aus den höhergestellten Klassen. Die untergebenen Klassen überlassen sie der LSAP. Sie wollen Kompetenz in umweltfremden Ressorts beweisen. Die Leute nehmen ihnen das meist nicht ab.

Dagegen wählen Wechselwählerinnen grün, wenn sie von einer ökologischen Krise aufgeschreckt werden: das Waldsterben 1981, der Reaktorunfall von Tschernobyl, die Hitzewelle 2003,

der Reaktorunfall von Fukushima... Das bringt Wähler über die Kernwählerschaft hinaus.

Manchmal ist die Zeitspanne zwischen den ökologischen Krisen und den Wahlen zu lang. Dann geraten die Krisen in Vergessenheit. Dann wenden sich die Wechselwähler wieder anderen Themen, anderen Parteien zu.

Wechselwähler wählen grün, wenn sie von einer ökologischen Krise aufgeschreckt werden: das Waldsterben, eine Hitzewelle, Reaktorunfälle

2018 erreichte der Stimmenanteil der Grünen einen historischen Höhepunkt. Er rettete die liberale Koalition. Nach dem Wahlsieg kamen Covid, Ukraine-Krieg, Zinserhöhungen, Inflation. Das umweltbewusste Kleinbürgertum vergaß die Klimakrise nicht. Aber es bekam kurzfristige Sorgen: die Gesundheit, der Arbeitsplatz, das Einkommen, die Heizung, das Darlehen. Die Umwelt erschien als längerfristiges Problem. Vorübergehend als Luxus für höhere Einkommensschichten.

Die ehemalige Reformkoalition musste eine Krise nach der anderen verwalten. Krisen rufen nach starken Männern und Frauen. Die Covid-Seuche wurde zur politischen Sternstunde von LSAP-Ministerin Paulette Lenert. Die grüne Basis war für und gegen den Lockdown, für und gegen Impfungen.

Energiepreise, Preissteigerungen, Index-Anpassungen, Steuersenkungen wurden in der Tripartite verhandelt. DP-Premier Xavier Bettel glänzte durch Anpassungsfähigkeit und Großzügigkeit. Die grüne Basis war gegen den Tankrabbat, für und gegen den Index und Steuersenkungen.

Die Grünen gehorchten der Koalitionsrason. Zu den kurzfristigen Sorgen der Leute hatten sie nichts zu sagen. Oder wurden nicht gehört. Die Wählerbefragungen seit Mitte 2020 weckten einen Verdacht. Die Gemeindewahlen haben ihn bestätigt: Dass die Grünen derzeit Wechselwähler verlieren. Dass ihre Wählerschaft in Richtung Stammwählerschaft schrumpft. ● Romain Hilgert



Den einen Sitz im Gemeinderat verteidigt, aber

2,2 Prozentpunkte in den Stimmen

verloren: Die Diekircher Grünen am Wahlsonntag

Chassez le naturel

Bernard Thomas

Luc Frieden présente un best-of de son programme électoral. Le *Spëtzekandidat* du CSV reste enfermé dans son logiciel néolibéral

Le poste de Premier ministre ne serait pas « une pré-condition » à des discussions de coalition, dit Luc Frieden au *Land*. Le *Spëtzekandidat* du CSV signale être (éventuellement) prêt à renoncer au ministère d'État, afin de garder ouvert le jeu des coalitions la nuit du 8 octobre. Cette fois-ci, le CSV se prépare à tous les scénarios et arrangements pour revenir dans le gouvernement. Le parti ne veut pas revivre l'humiliation de 2018. Le comité national du CSV s'était alors réuni le soir même du scrutin électoral. Sous le choc de la débâcle, les pontes du parti décidèrent majoritairement de ne pas proposer le poste de Premier ministre au DP. Ils se ravisèrent dès le lendemain et firent « une offre » à Xavier Bettel, qui ne se montra guère intéressé.

En 2016, Claude Wiseler avait prématurément lancé sa campagne de *reconquista* en agitant le spectre d'une croissance risquant de « nous dépasser ». Sous l'effet du référendum de l'année précédente, il misa sur une « Wuesstumsdebat », alimentant les peurs des électeurs conservateurs. Dans les quarante prochaines années, prévenait-il, « six villes de la taille de la Ville de Luxembourg » devraient être construites et il n'y aurait « plus que trente pour cent de Luxembourgeois ». Wiseler finit par se fourvoyer dans ses propres contradictions. Publié tardivement, son « Plang fir Lëtzebuerg » promettait l'abaissement du taux d'affichage, l'élargissement des autoroutes et la désignation de nouvelles zones d'activités.

En 2023, Luc Frieden fait l'inverse de ce que faisait Claude Wiseler en 2016. Il assume d'entrée une campagne pro-croissance. Ce lundi, le *Spëtzekandidat* a présenté un *best-of* du programme électoral – qui vient d'être avalisé mais n'a pas encore été publié – dans le bar éphémère de la Charly's Gare. Dans ce cadre hipster, Luc Frieden promet « maner Steiere fir jiddereen », « méi Netto vum Brutto », « méi Kafkraaft », tout en fustigeant « la spirale de l'endettement ». Le maintien du triple A, répète-t-il, serait le « principe sous-jacent » de toutes ses propositions. Frieden ne veut surtout pas passer pour l'homme de l'austérité. Il a trouvé un deus ex machina : La croissance. « Mir brauchen zu Lëtzebuerg Wuesstem. D'CSV steet fir Wuesstem », martelait-il, dès son congrès d'investiture en mars. Ce lundi, il réaffirme son crédo : « Une économie qui croît, c'est l'alpha et l'oméga de notre vie ». Ses promesses, dit-il, ne « pourront être financées qu'à condition que nous ayons de la croissance », que le candidat affuble de différents adjectifs comme « qualitative », « inclusive » ou « intelligente ». Expliquant qu'une baisse des impôts conduirait à une hausse des recettes, Luc Frieden cite sans le nommer Arthur Laffer, le guru fiscal de Ronald Reagan, Dick Cheney et Donald Trump.

Le CSV mène campagne sur un profil de droite : baisse des impôts, 700 policiers supplémentaires, comparaison immédiate, libéralisation du secteur de la Santé. (Le parti vise ouvertement la conquête d'un ministère dominé par le LSAP depuis cinquante ans.) Il tente de séduire la classe moyenne en bricolant quelques *unique selling propositions*. Aux jeunes parents, Frieden promet une meilleure « work-kids balance ». Concrètement, il s'agit de quatre « Elterestonnen » par semaine, qui ne seront ni rémunérées ni compensées. (Pour les bas salaires, Frieden « peut s'imaginer » que l'État fournisse « une petite contribution »). Plutôt qu'une réduction du temps du travail qu'avance timidement le LSAP, le CSV veut concrétiser un « droit au temps partiel » que promettait déjà l'accord de coalition libéral de 2018. Quant aux mères et pères au foyer, le CSV leur fait miroiter un doublement des allocations familiales. Sur le sujet du dérèglement climatique, Luc Frieden reste mal à l'aise. Parmi les dix priorités du CSV, le point figure au numéro huit (ce n'est pas un « hit-parade », souligne-t-il). Le CSV fait invariablement précéder le terme de « Klimaschutz » par « raisonnable » ou « pragmatique ». Le même élément de langage est recyclé *ad nauseam* : Il faudrait « embarquer les gens » plutôt que de leur « imposer » des contraintes. En même temps, Frieden évoque un « plan Marshall » pour le photovoltaïque et les éoliennes, même si ses objectifs chiffrés restent en-deçà de ceux que s'est fixé le gouvernement. Un de ses *speaking points* récurrents concerne la faible part (11,7 pour cent) qu'occupent les renouvelables dans le total de la consommation d'énergie, une critique escamotant le tourisme à la pompe qui fait exploser les statistiques.

Les propositions du CSV en matière de logement n'ont rien de révolutionnaire. Les mesures du gou-



Le CSV présente des extraits de son programme

électoral, ce lundi au Bonne Nouvelle

Luc Frieden aime cultiver un air de détachement et de compétence. Sa rafale de promesses fiscales le fait passer pour un candidat désespéré

vernement auraient provoqué « une perturbation du marché », regrette Frieden ce mardi sur *Radio 100,7*. Le CSV propose un retour au passé, c'est-à-dire à une politique de la demande (notamment celle des investisseurs), que le parti veut combiner à un court-circuitage de l'administration de l'Environnement au sein des périmètres constructibles. « Verschidde Fliedermas » ou « e puer Déieren an der Wiss » ne devraient pas devenir une « source de blocage », estime Frieden. Les promoteurs devraient pouvoir construire « plus haut, plus dense, plus vite », dit-il, sans préciser comment il compte en convaincre les communes. Face au *Land*, il se dit optimiste que les maires pourraient être pris « mat an d'Boot ».

L'ancien ministre aime cultiver un air de sérieux et de compétence. Sa rafale de promesses fiscales le fait passer pour un candidat désespéré. Un inventaire de « priorités » ne fait pas un récit. Le centre politique est déjà suroccupé, notamment de bons narratifs. Lenert, l'héroïne malgré elle de la pandémie ; Bettel, le convivial protecteur des portemonnaies ; Tanson, la garante des libertés et de la *Sachlichkeit*. En comparaison, le profil de « #Luc » paraît dur et froid.

Le CSV vante l'expérience de Luc Frieden, mais celui-ci n'aime pas trop revenir sur son bilan. « Je ne suis pas quelqu'un qui vit dans le passé », dit-il au *Land* (3 février). « Il ne faut pas sans cesse regarder dans le rétroviseur de l'Histoire », explique-t-il sur *RTL-Radio* (29 avril). « Je ne vis pas en 2013 », assure-t-il à *Reporter* (8 mai). Avait-il préféré que l'enquête sur le Bommeleer ne soit pas poursuivie, voulait savoir *Radio 100,7*, début juin. « Vous décrivez des choses qui ne correspondent pas à ma perception de la réalité », répond l'ancien ministre de la Justice. Il ne veut pas passer pour l'homme de la Restauration, ni se fourvoyer les pieds dans les casseroles qu'il traîne. Il répète donc en boucle avoir « changé ». Par moments, Frieden réécrit l'Histoire à sa guise. Sur *RTL-Radio*, il se targuait ainsi de son « bon » résultat personnel aux législatives de 2013, « no enger ganz schwieriger Zäit ». En fait, le dauphin avait crashé, passant de 31 672 à 17 612 suffrages nominatifs.

Dix ans plus tard, Luc Frieden doit mener campagne sans tribune ministérielle. Il travaille depuis une petite salle de conférence au siège du CSV, et dit ne pas avoir recours aux services d'un *spin doctor*. (Un rôle dévolu en 2018 à l'ancien rédacteur en chef du *Wort*, Marc Glesener.) Aux côtés de Frieden, deux sherpas :

Claude Wiseler et Elisabeth Margue ; les deux coprésidents du CSV qui, peu avant Noël, lui avaient offert la *Spëtzekandidatur* sur un plateau. Ses concurrents auraient « un avantage compétitif », dit Frieden, notamment en termes d'opportunités de photos lors de leurs déplacements officiels. Il s'en console en cherchant l'approbation de son milieu naturel.

À quatre jours du scrutin communal, il était ainsi le seul politicien invité à un panel de discussion organisé par Elvinger-Hoss-Prussen, l'étude d'affaires dont il était associé jusqu'en avril. (L'événement fut seulement couvert par *Delano*, *Paperjam* et le *Wort*.) Entouré de pontes et de lobbyistes de la place, Frieden disserta sur l'intérêt que présentait « la coopération » avec « les cabinets d'avocats ou d'autres experts au Luxembourg » dans l'implémentation de la régulation bancaire. Pour attirer les « talents », il faudrait revoir leur taxation. Il profita du match à domicile pour tacler son Némésis politique Franz Fayot : « Si nous ne faisons des affaires qu'avec un nombre limité de pays qui appliquent exactement les mêmes critères en termes de gouvernements démocratiques et de droits de l'homme, je pense que nous pouvons oublier l'avenir de l'économie réelle au Luxembourg, ainsi que celui du secteur financier. »

Déjà présagée pour 2018, la perspective d'une coalition avec le CSV ne semble pas enthousiasmer Xavier Bettel. D'un point de vue stratégique, il a tout intérêt à prolonger l'exil dans l'opposition de Luc Frieden et des députés-maires frustrés du CSV. Il pourrait ainsi parachever sa mission historique : Faire du DP le nouveau CSV. Le Premier ministre ne cache pas qu'une deuxième réédition sociale-libérale ne serait pas pour lui déplaire : « Je dois dire qu'avec l'actuelle majorité, j'ai construit une relation de confiance sur le plan humain qui est très, très forte », dit-il le 15 mai à *Radio 100,7*. Il utilise la même formule dans une interview parue ce mardi dans *Reporter* : « Une relation de confiance, telle je l'ai développée avec mes collègues de coalition, il faut la construire ». Le lendemain, c'est dans *Télécran* qu'il insiste sur sa « relation de confiance » avec Paulette Lenert et « une série d'autres collègues ». Les Verts avaient sauvé *in extremis* la coalition en 2018, en passant de 10,3 à 15,1 pour cent, raflant pas moins de trois sièges. Si les communales peuvent servir d'indicateur, ce sera cette fois-ci aux libéraux de sauver les meubles de la coalition libérale.

À l'inverse du DP, le CSV ne sort pas galvanisé des communales. Avec les Verts, les chrétiens-sociaux sont les perdants du 11 juin, leur score passant de 30,4 à 26 pour cent. Le parti a perdu dans 46 des 56 *Proporzgemengen*, et ceci dans chacune des circonscriptions, de Pétange (-11,98%) à Clervaux (-12,62) en passant par Echternach (-3,93) et Luxembourg (-4,55). Toujours est-il que dans neuf des onze villes ouvrières du *Minett*, le CSV réussit à se maintenir au conseil échevinal. Les résultats l'auraient « intéressé mais pas concerné », relativise Frieden, et d'en souligner « la composante très fortement locale ». Le *Spëtzekandidat* s'était fait discret le soir du scrutin. Avant de se rendre dans les studios de *RTL-Télé*, il a brièvement visité les sections de Niederanven, Contern et Hesperange, c'est-à-dire les localités les plus proches de son domicile.

En 1993, avant de se présenter sur la liste du Stater CSV, Frieden avait rencontré Lydie Polfer pour sonder ses opportunités de carrière au sein du DP. Les dix dernières années, l'ex-ministre des Finances les a passées comme lobbyiste, président de banque et avocat d'affaires. Il affiche sans vergogne son idéologie néolibérale et fait l'éloge des *trickle-down economics*. Or, de Dupong à Juncker, la force du CSV était justement de masquer les conflits de répartition sous un vernis de corporatisme, de paternalisme et de « doctrine sociale de l'Église ». Frieden sait que pour gagner les élections, il doit faire quelques concessions aux vestiges de l'aile gauche du CSV. Le temps d'une campagne, le faucon du déficit cache donc ses serres. Il jure ainsi ne pas toucher au mécanisme de l'indexation. Il bidouille même avec le dogme des trente pour cent. Sur *RTL-Radio*, il a expliqué ce mardi que le ratio dette-PIB devrait rester « autour des trente pour cent ». Ce serait finalement une question de « tendance » plutôt que de « trente, 29 ou 31 pour cent ». Pour quelqu'un qui, il y a neuf mois encore, affirmait qu'« un petit pays devrait plutôt viser les vingt ou 25 pour cent », il s'agit quasiment d'une apostasie. « Êtes-vous un homme croyant ? », lui avait demandé, fin avril, le rédacteur en chef de *RTL-Radio*, Roy Grotz, en ouverture du Background. Silence de trois secondes : « Heiansdo. » ●

Ostblock

Luc Laboulle

Im Osten will die LSAP mit Paulette Lenert die Nationalwahlen gewinnen. „Esou vill Sëtz wéi méiglech“ möchte die Spitzenkandidatin herausschlagen. Ob der noch größtenteils rural geprägte Bezirk für so viel Sozialismus schon bereit ist?

Méttelpunkt Das Mikrofon hält Paulette Lenert mit beiden Händen fest. Sie spricht schnell, macht kaum Pausen. Sie wolle, dass Luxemburg „méi rout“ werde, und freue sich, „mat dem Programm“ antreten zu können, „grad hei am Osten“, erzählt die designierte nationale Spitzenkandidatin der LSAP den 36 Kongressdelegierten, die sie und ihre sechs Mitstreiter/innen zuvor einstimmig als Kandidat/innen für die Nationalwahlen im Ostbezirk gewählt hatten. Mit ihrem eleganten dunkelgrünen Kleid und ihren weißen Sneakers mit den neonrot leuchtenden Zungen sticht sie auch optisch hervor, unter den vier Männern mit blauen oder grauen Sakkos und den beiden in Floral-Print gekleideten Damen, die hinter ihr auf der Bühne stehen. Das „Programm“ der LSAP wird erst am 9. Juli beim Landeskongress in Leudelingen verabschiedet, deshalb redet Paulette Lenert am Montagabend im Festsaal des Maacher Lycée von Werten und Zusammenhalt und „dem Mënsch am Méttelpunkt“, die wegen der „Krisen, déi ustinn“ wichtiger denn je seien. Es gehe darum, den Populisten „de Bass ze halen“ und mit resoluter Stimme „fir eis Wäerter anzestoen“. Schwierige Zeiten stünden bevor, „mee mir wëssen, dass mer et als Lëtzebuerg ëmmer rëm fäerdeg bréngen opzestoen, a méi schnell ze sinn wéi déi aner“. „Wir“ stünden für das Wohlbefinden der Leute, und das sei nicht bloß eine Plattitüde.

Irgendwie sind dann doch viele Dinge, die Paulette Lenert an dem Abend sagt, Gemeinplätze, die auch vom liberalen Spitzenkandidaten Xavier Bettel oder von Luc Frieden von der CSV stammen könnten: Das Land müsse attraktiv bleiben für Betriebe, um die Arbeitsplätze zu erhalten. Der Wettbewerb um Talente werde immer härter. Zufriedene Leute bräuchten „wir“ für das Wirtschaftswachstum. Die „Zäite vun der Géisskan“ seien vorbei, die Steuern müssten so verteilt werden, dass sie dort ankommen, wo sie am meisten gebraucht werden.

Sozialdemokratisch ist vielleicht, wie sie diese Probleme angehen möchte. Mit einem starken Arbeitsrecht, Chancengleichheit in den Schulen und einem leistungsfähigen Gesundheitssystem. Die mutmaßlichen Mängel, die insbesondere die CSV in den vergangenen Monaten in der Gesundheitspolitik immer wieder denunziert hatte (überfüllte Notaufnahmen, lange Wartezeiten beim IRM), rechtfertigt die Gesundheitsministerin mit dem „extrem hohen Wachstum“ – 25 Prozent in den letzten zehn Jahren –, das das System überlastet habe. Mit neuen Ideen wie Arztgesellschaften und der Dezentralisierung in Zusammenarbeit mit Spitälern werde sie es wieder auf Vordermann bringen. Und Paulette Lenert spricht von nachhaltigem Wachstum.

Steuererleichterungen für alle, wie Luc Frieden, verspricht Paulette Lenert nicht. Konkrete politische Zusagen, die zu Kontroversen führen könnten, vermeidet sie. Über die von Arbeitsminister Georges Engel ins Spiel gebrachte Arbeitszeitreduzierung, die von Xavier Bettel bereits mehrmals abgelehnt wurde, verliert sie kein Wort. Auch nicht über ein besseres Kollektivvertragsgesetz, wie es der OGBL am Dienstag bei der Vorstellung seiner Wahlforderungen mit Nachdruck verlangt. Zu höheren Steuersätzen für Besserverdienende, mit denen Dan Kersch seit verganginem Jahr wirbt, schweigt sie ebenfalls. Nicht einmal über den Index will sie reden.

Tess Dafür gibt Paulette Lenert Wahlziele vor. Ko-Parteipräsident Dan Biancalana hatte in seiner Ansprache zu Beginn des Kongresses einen zweiten Sitz im Osten angekündigt. Der Spitzenkandidatin reicht das nicht. „Mir schwätze vun zwee Sëtz, ech géif soen, mir ginn an dat Rennen, fir esou vill Sëtz wéi méiglech hei erauszuschloen. Dat ass dat, wat mir wëllen“, skandiert die frühere Richterin und hohe Beamtin am Montagabend am Ende ihrer Kongressrede und erntet dafür tosenden Applaus von den rund 60 Anwesenden. Als Ko-Spitzenkandidat soll sie der 28-jährige LSAP-Wahlkampfmanager Ben Streff aus Berdorf unterstützen. Tess Burton (38), die seit 2011 im Grevenmacher Gemeinderat und seit 2013 in der Abgeordnetenversammlung sitzt, kandidiert zwar auch wieder, Spitzenkandidatin ist sie jedoch nicht. Schon nach den Nationalwahlen 2018, als der Erstgewählte Nicolas Schmit (der am Montag als Ehrengast Kongresspräsident sein durfte) sein Abgeordnetenmandat nicht antrat, weil er 2019 EU-Kommissar werden wollte, hatte Etienne Schneider Tess Burton übergeben und die politische Quereinsteigerin Paulette Lenert in die Regierung geholt. Daraufhin hatte die Jungsozialisten aus dem Osten mit ihrem Präsi-

dent Ben Streff den Aufstand geprobt. Vor allem Tess Burton selbst hatte sich aber darüber geärgert. Jetzt muss sie, die 2018 nur 578 Stimmen weniger als Schmit erhielt, erneut hinter Paulette Lenert zurückstehen. Und hinter Ben Streff, der sie damals verteidigt hatte. Dabei konnte die LSAP bei den Gemeindewahlen am Sonntag ihr Resultat in Grevenmacher halten und Tess Burton konnte persönlich über drei Prozentpunkte zulegen: Sie erhielt 150 Prozent mehr Stimmen als der Zweitgewählte der LSAP, Metty Scholtes. Trotzdem gingen die beiden Wahlverlierer CSV und Grüne ein Bündnis ohne sie ein. Burton hat durchaus realistische Chancen, im Oktober Zweitgewählte zu werden. Würde die Weinkönigin von 2004 mehr Stimmen bekommen als die Spitzenkandidatin, die lange Zeit nicht im Osten, sondern in der Hauptstadt lebte, wäre das für sie eine Sensation. Für Paulette Lenert wäre es eine Blamage.

Die zweckoptimistische Lenert weiß, dass der Ostbezirk keine traditionelle Hochburg der Sozialisten ist. Über zwei Sitze (zuletzt von 1984 bis 1999) kamen sie noch nie hinaus. Seit 1989 haben sie konstant an Zustimmung verloren, 2013 wurden sie von der DP überholt und 2018 auch von den Grünen, ihren einzigen Sitz konnten sie noch knapp verteidigen. Paulette Lenert will nun schaffen, woran ihre Vorgänger Jos Scheuer und Nicolas Schmit scheiterten: „Den Oste méi rout kréien.“ Neben Ben Streff und der Verlegerin der regionalen Anzeigenblätter *Muselzeitung* und *Sauerzeitung*, Tess Burton, sollen ihr dabei vier neue Kandidat/innen helfen. Tom Bellion (59), bald in Rente gehender Direktor des hauptstädtischen Tourismusbüros LCTO, ist erst seit einem Jahr Mitglied der LSAP und wurde am Sonntag auf einer Bürgerliste als Neunter in den Schengener Gemeinderat gewählt. Politische Erfahrung hat er bereits von 2005 bis 2011 im Gemeinderat der früheren Majorzgemeinde Wellenstein gesammelt, die damals mit Remerschen und Bürmeringen zur Gemeinde Schengen fusionierte. Kenichi Breden (30) ist Lehrer und Züchter von Wagyu-Rindern, er wurde am Sonntag auf einer LSAP-lastigen Bürgerliste in den Junglinster Gemeinderat gewählt; schon sein Vater John Breden war dort Gemeinderat und Schöffe für die Sozialisten. Die Liste vervollständigen die Bankangestellte Nadine Lang-Boever (55), Sozialschöffin in Mertert, wo die LSAP seit 2017 die absolute Mehrheit hält, und der junge Geschäftsanwalt Charel Heim (25), der am Sonntag in den Echternacher Gemeinderat gewählt wurde.

Die von Georges Engel präsidierte Wahlkommission hat darauf geachtet, dass Kandidat/innen aus allen Gegenden des Ostens vertreten sind. Lediglich aus den DP-Hochburgen Mondorf und Remich, wo die LSAP mit Vitor Soares de Almeida und Guy Mathay



Paulette Lenert (L.) am Montag mit den sechs anderen LSAP-Kandidatinnen aus dem Ostbezirk

Überdurchschnittlich hoch ist die Arbeitslosenquote nur in Belfort, Echternach und Remich, leicht unter Durchschnitt liegt sie in Grevenmacher, Mertert und Mondorf. Diese sechs Gemeinden sind auch die einzigen im Osten, in denen das Medianeinkommen unter oder bei 4 000 Euro und der Anteil der Luxemburger/innen unter 60 Prozent liegt

jeweils nur einen Gemeinderat hat, ist keiner auf der Liste. In diesen beiden Gemeinden setzen die Sozialisten auf ihre Spitzenkandidatin, die in Mondorf aufgewachsen ist und seit einigen Jahren in Remich wohnt, wo sie 2017 den Einzug in den Gemeinderat nur knapp verpasste.

Terrain Trotz der Spitzenkandidatur ihrer seit der Corona-Pandemie in Umfragen glänzenden Gesundheits- und Vizepremierministerin dürfte der Osten für die LSAP schwieriges Terrain bleiben. Die Sozialstruktur in dem größtenteils ruralen Bezirk ist den Sozialisten nicht förderlich. Überdurchschnittlich hoch ist die Arbeitslosenquote nur in Belfort, Echternach und Remich, leicht unter Durchschnitt liegt sie in Grevenmacher, Mertert und Mondorf. Diese sechs Gemeinden sind auch die einzigen im Osten, in denen das Medianeinkommen unter oder bei 4 000 Euro und der Anteil der Luxemburger/innen unter 60 Prozent liegt (außer in Mertert, wo er bei 62 Prozent liegt).

Für einen zweiten Sitz müsste die LSAP ihr Resultat von 2018 fast verdoppeln. Die besten Voraussetzungen im Osten hat wohl die DP: In Mondorf konnte sie sich bei den Gemeindewahlen – ohne Mittelstandsminister Lex Delles – die absolute Mehrheit

sichern und in Echternach gewann sie mit der Abgeordneten Carole Hartmann zehn Prozent und stellt künftig die Bürgermeisterin. In Junglinster gewann sie mit dem neuen Bürgermeister Ben Ries und dem Fraktionsvorsitzenden im Parlament, Gilles Baum, fünf Prozent, genau wie in Remich mit Jacques Sitz.

Gegenüber 2018 geschwächt sind im Osten CSV und Grüne. Bei den Christsozialen hat die Erstgewählte von 2018, Françoise Hetto-Gaasch, ihre politische Karriere vergangenes Jahr beendet, die Zweitgewählte Octavie Modert spielt in der CSV kaum noch eine Rolle. Léon Gloden konnte in Grevenmacher seine fünf Sitze verteidigen und bleibt Bürgermeister. Allerdings hat die CSV mit dem Abgeordneten Max Hengel und der Ko-Generalsekretärin der Partei, Stéphanie Weydert, zwei Bürgermeister/innen, die schon 2018 beachtlich abschnitten. Die Grünen müssen auf Carole Dieschbourg verzichten, die 2018 Erste wurde, haben mit Henri Kox aber den Polizei- und Wohnungsbauminister und mit seiner Nichte Chantal Gary eine Abgeordnete auf ihrer Liste. Die Piraten, die entgegen dem nationalen Trend mit Daniel Frères in Remich leicht verloren und in Betzdorf mit dem früheren Sozialisten Laurent Kneip den Einzug in den Gemeinderat verpassten, dürften im Osten keine Rolle spielen. Gleiches gilt für die ADR, die 2009 ihren 1989 gewonnenen Sitz verlor und deren Stimmenmagnet Robert Mehlen (74) wohl nicht mehr kandidieren wird.

2018 war der Osten der einzige Bezirk, in dem die LSAP keinen Sitz verloren hat. Ausgewiesenes Ziel der Sozialisten ist es, im Oktober mindestens wieder auf 13 Mandate zu kommen – wie 2013, als sie ihren Jahrzehnte andauernden Abwärtstrend vorübergehend stoppen konnten. Paulette Lenert im Zentrum antreten zu lassen, wo fünf Prozent für einen Sitz reichen, wäre wahltaktisch vielleicht klüger gewesen als im Osten, wo die Hürde mit zwölf bis dreizehn Prozent wesentlich höher liegt. Zudem treten alle nationalen Spitzenkandidat/innen der vier großen Parteien im Zentrumsbezirk an, sodass sie sich mit Xavier Bettel, Luc Frieden und Sam Tanson hätte messen können. Paulette Lenert wollte aber lieber in dem Bezirk kandidieren, in dem sie wohnt, weil das ihrem „ehrlichen und authentischen Politikstil“ entspreche, heißt es aus der LSAP. Im Zentrum dürfen derweil Francine Closener und Franz Fayot sich als Spitzenkandidat/innen mit den Schwergewichten anlegen. In Abwesenheit der beiden Erstgewählten von 2018, Etienne Schneider und Marc Angel, dürfte es für den Wirtschaftsminister und die Ko-Parteipräsidentin kein Leichtes werden, den verlorenen Sitz zurückzugewinnen, obwohl die LSAP am 11. Juni in der Hauptstadt und im Speckgürtel für ihre Verhältnisse gar nicht mal so schlecht abgeschnitten hat

– ausgenommen ihre einzige Hochburg Steinsel, wo sie zehn Prozent verloren hat.

Nord-Süd Im Norden, wo die LSAP den Verlust von Romain Schneider verkraften muss, wird sie mit dem Spitzenduo Claude Haagen und Flore Schank (50), Koordinatorin beim Okaju und neue Schöffin in der Majorzgemeinde Feulen, in den Wahlkampf ziehen (wenn die Liste gestern nach Redaktionsschluss vom Kongress angenommen wurde). Unterstützt werden sie vom Abgeordneten Carlo Weber (57), vom scheidenden Diekircher Bürgermeister Claude Thill (59) sowie der Krankenpflegerin, OGBL-Gewerkschafterin und LSAP-Vizepräsidentin Tina Koch (45), die in Clerf auf einer Bürgerliste in den Gemeinderat gewählt wurde. Die Liste vervollständigen vier jüngere Kandidat/innen, die außerhalb ihres Wahlbezirks bislang kaum bekannt sind: die Psychologin Claude Besenius (40), die es in Ettelbrück nicht in den Gemeinderat schaffte; die Politologin Danielle Filbig (25), die in Rambrouch für eine Überraschung sorgte; Jeff Gangler (36), Bürgermeister von Bauschelt, und Michael Schenk (37), Schöffe in Wiltz. Der langjährige Wiltzer Bürgermeister Fränk Arndt, gegen den die Staatsanwaltschaft wegen des Verdachts auf Korruption und illegale Einflussnahme ermittelt, ist genauso wenig dabei wie der neue Ettelbrücker Bürgermeister Bob Steichen, der freiwillig verzichtete.

In ihrem traditionell stärksten Wahlbezirk Süden werden Außenminister Jean Asselborn und Innenminister Taina Bofferding als Spitzenkandidat/innen der LSAP antreten (wenn die Liste kommenden Woche vom Kongress bestätigt wird). Auch Arbeitsminister Georges Engel und sein Vorgänger Dan Kersch, die Abgeordneten und früheren Gesundheitsminister/innen Mars Di Bartolomeo und Lydia Mutsch, die *député-maires* aus Düdelingen und Sarnem, Dan Biancalana und Simone Asselborn Bintz, sowie Yves Cruchten, LSAP-Fraktionspräsident im Parlament und neuerdings Schöffe in Käerjeng, werden wieder dabei sein. Angesichts der guten Resultate, die die Sozialisten am vergangenen Sonntag in vielen Südgemeinden einfahren konnten, dürften sich auch einige neue Kandidat/innen auf der Liste wiederfinden. Nicht zu vergessen, der LSAP-Wohnungsbauexperte und Sekretär der Fondation Robert Krieps, Max Leners, der als gesetzt gilt.

Im Süden wird im Oktober wohl die Wahl entscheiden. Zwischen der wiedererstarkten LSAP und der etwas weniger starken CSV, zwischen den schwächelnden Grünen ohne Felix Braz und Roberto Traversini und der dynamischen DP ohne Pierre Gramigna. Nationale Spitzenkandidat/innen sind im bevölkerungsreichsten Bezirk nicht zu finden – außer Fred Keup von der ADR. ●



Danay (links) und Kathi

Hier, um zu helfen

Sarah Pepin

Mehr als 200 Au-pairs arbeiten in Gastfamilien. Einblick in einen internationalen Mikrokosmos, der sich trotz gesetzlicher Regelung rigorosen Kontrollen entzieht

Als Danay vor zwei Jahren ins Flugzeug stieg, um als Au-pair nach Europa zu kommen, verließ sie ihren Heimatkontinent Afrika zum ersten Mal. Aufgewachsen an der südafrikanischen Garden Route, westlich von Kapstadt, hatte sie ihren Schulabschluss in der Tasche und wollte ihr Fremdsprachenniveau verbessern. Nach einem Au-pair-Aufenthalt in den Niederlanden und einer kurzzeitigen Rückkehr nach Hause ist sie seit August letzten Jahres bei einer Familie in Luxemburg als Au-pair tätig. Eher aus Zufall, wenn sie ehrlich sein soll. „I was like, Luxembourg? Where is that? I had never even seen it on the map.“ Um Deutsch zu lernen, wäre auch Deutschland infrage gekommen. Aber der finanzielle Zuschuss, den es dort gibt, ist weniger interessant. Kathi, die im orangenen Blumenkleid neben ihr im Café Konrad sitzt, gibt ihr Recht. In Frankreich, wo sie vorher als Au-pair gearbeitet hat, musste sie gut mit ihrem Geld haushalten. Sie ist wie Danay 22 Jahre alt, kommt jedoch aus der Gegend von Wien und will ihre Französischkenntnisse aufpolieren.

1969 legte der Europarat das Europäische Abkommen über Au-pair Beschäftigung fest, das auch Lu-

xemburg ratifizierte (neben Spanien, Norwegen, Italien, Frankreich und Dänemark). Darin werden die spezielle Stellung des Au-pairs und seine „moralischen, legalen, kulturellen und ökonomischen Implikationen“ hervorgehoben; unterstrichen, dass Au-pairs „Merkmale eines Studenten und eines Arbeiters“ in sich vereinen, aber nichts von beidem sind; und eine maximale Anzahl von fünf täglichen Arbeitsstunden genannt. Unter das gängige Arbeitsrecht fallen Au-pairs nicht, eine bindende gesetzliche Regelung existiert in Luxemburg jedoch seit zehn Jahren. Dort steht unter anderem festgeschrieben, dass sie nur 25 Stunden in der Woche arbeiten dürfen, wie viele freie Tage und Geld ihnen zustehen, dass sie ausschließlich „leichte“ Haushaltstätigkeiten übernehmen. Und dass für Kinder unter sechs Jahren eine gesonderte Kinderbetreuung gesichert sein muss (es muss zwingend ein Kind unter 13 Jahren im Haushalt leben). Die Familien suchen ihr Au-pair über Foren, Webseiten wie Aupairworld oder andere Agenturen selbst, der Service national de la jeunesse (SNJ) koordiniert das Ganze, nachdem der Vertrag unterschrieben wurde. Das Wort Au-pair spielt auf

den französischen Ausdruck der Augenhöhe an – jemand ist zeitweilig Teil der Familie, nicht nur Hausangestellte. Im Vordergrund soll der gegenseitige kulturelle Austausch stehen.

In diesem Jahr sind derzeit 239 Au-pairs beschäftigt, 2016 lag die Zahl noch bei 174. Auf der SNJ-Webseite können Familien einen Test ausfüllen, um herauszufinden, ob ihre Wohnsituation für ein Au-pair geeignet ist. Munter klickt man sich durch Fragen über das eigene Kommunikationsverhalten, über Offenheit, Budget und Räumlichkeiten. Auch potenzielle Au-pairs können dort reflektieren, ob sie „die ideale Kandidatin“ sind. Platz- und Geldmangel, verschärft durch die aktuelle Wohnungskrise, dürften viele Familien ausschließen: Benötigt wird ein eigenes Zimmer und zwischen 800 und 1 000 Euro für Essen, Sprachkurs und den monatlichen Zuschuss (er liegt indexgebunden derzeit bei rund 500 Euro). Es ist kein Zufall, dass die Bank ING auf ihrer Webseite erklärt, wie man ein Au Pair engagieren kann. Viele Gastfamilien arbeiten im Finanzbereich; detaillierte Daten zu ihrem sozioökonomischen Hintergrund liegen dem SNJ nicht vor.

Kathi und Danay müssen nicht aufgefordert werden, über ihre Erfahrung zu sprechen, es sprudelt es nur so aus ihnen heraus. Warum haben sie sich diese Aufgabe ausgesucht? Sie führen die Finanzierung eines längeren Auslandsaufenthalts als Hauptargument für das Au-pair-Dasein an. Es sei die preiswerteste Art, Zeit im Ausland zu verbringen. Beide können sich nichts Schlimmeres als einen langweiligen Nine-to-five-Job vorstellen. „Das wäre mein größter Alptraum“, erklärt Danay. Beide fühlen sich „sehr wohl“ und „100 Prozent Teil der Familie“ bei ihren Gasteltern. Sie freuen sich über deren Flexibilität; es sind Familien, die ihre Kinder seit Jahren von Au-pairs betreuen lassen. In Danays Fall auch, damit sie nicht zu häufig in die Maison Relais gehen müssen.

Danay und Kathi holen vor allem die Kinder ab, chauffieren sie zu Aktivitäten, waschen die Kinderwäsche und räumen die Spülmaschine aus. In ihrer Freizeit treffen sie ihre Freunde und reisen. Sie wissen genau, was in ihrem Vertrag steht. Dass die Kinder betreut werden können, wenn eine Date-Night ansteht, die Wäsche der Gasteltern jedoch nicht

Platz- und Geldmangel, verschärft durch die aktuelle Wohnungskrise, dürften viele Familien ausschließen

angefasst wird. Sie sind gut untereinander vernetzt. Von anderen Au-pairs haben sie weniger tolle Geschichten gehört. Etwa, dass die Gasteltern ihnen nicht genug Freiraum geben würden, den jungen Frauen mehr Putzarbeiten auferlegen, als eigentlich erlaubt ist. Es gibt einen obligatorischen Infoabend, an dem die Au-pairs teilnehmen müssen und über ihre Rechte aufgeklärt werden. Eine weitere Kontrolle, außer in Form von Umfragen, gibt es nicht. „Es ist eine schmale Gratwanderung zwischen einer gewissen Flexibilität, was die Alltagsorganisation angeht, und sicherzustellen, dass alles regelkonform zugeht“, sagt Frank Welsch, Jurist beim SNJ. Wie eine strengere Kontrolle von über 200 Haushalten aussehen könnte, kann er nicht sagen.

Auch die 25-jährige Anna arbeitet als Au-pair. Sie trägt Denim-Latzhose und eine Handvoll Tätowierungen auf den Armen. Zwei ihrer Tattoos sind die exakten Koordinaten ihres Heimathauses im ukrainischen Cherson, in der Nähe der Krim. Sie ist kurz vor Beginn des Krieges mit ihrer Mutter nach Europa gekommen, ihr Vater ist seither in der Ukraine geblieben. Herzukommen, das hatte die studierte Übersetzerin allerdings auch schon vor Kriegsbeginn geplant. Auslandsaufenthalte in Deutschland und Frankreich hatten ihr gut gefallen. Am Anfang sei es in Luxemburg allerdings sehr schwierig gewesen, als Au-pair mit dem Alltag mit drei Kindern unter fünf Jahren zurecht zu kommen. Im Winter, als die Gastmutter krankheitsbedingt ausfiel, wurde ihr alles zu viel. Sie sei sehr müde geworden und habe das Gespräch mit der Familie gesucht. Der Dialog verlief gut, sie fanden eine Einigung. Derzeit ist ihr Arbeitspensum für sie in Ordnung. Auch sie hat von jungen Frauen gehört, die aus Angst vor Konflikt nicht immer den Dialog mit der Gastfamilie suchen, auch bei „toxischen“ Zuständen. „Wäre ich jetzt zwanzig Jahre alt oder noch jünger, würde ich das auch nicht machen.“ Das Au-pair-Dasein gefällt ihr vor allem, weil sie sich sehr stark an die Kinder gebunden hat, die sie betreut. Weil sie aus der Ukraine kommt, und dadurch unter speziellem Schutz steht, konnte sie ihren Vertrag mit ihnen verlängern.

Historische Parallelen zu den *Déngschtmeedercher*, die ab 1880 und bis 1950 nach Brüssel und Paris gingen, um sozial aufzusteigen und Französisch zu lernen, können nur bedingt gezogen werden. Von Augenhöhe oder Austausch konnte in den meisten Fällen damals keine Rede sein; die Hausherrin erteilte Befehle, die auszuführen waren. Es sei ein Statussymbol gewesen, ein *Déngschtmeedchen* zu haben, erläutert Germaine Goetzing, Ehrendirektorin des CNL, die zum Thema geforscht hat. Interessant ist aber, dass luxemburgische Haushaltshilfen sehr beliebt gewesen seien, weil sie als fromm und nicht besonders aufmüpfig galten. Sie hätten sich gut „anleiten lassen“.

Solche Attribute finden sich auch im Au-pair-Kosmos wieder. Philippinische Au-pairs sind nach kamerunischen derzeit am beliebtesten in Luxemburg. Dass erstere so beliebt sind, erklärt sich Nina Mbenga, die die einzige Au-Pair-Vermittlungsagentur Alpha Omega hierzulande betreibt, auch damit, dass sie „lieb seien“ und zu allem Ja sagen würden. „Die Welt der Au-pairs ist voller Klischees.“ Vor zwei Jahren wurde in der Woxx über den Fall eines philippinischen Au-pairs berichtet, das von seiner niederländischen Gastfamilie ohne die richtigen Papiere beschäftigt wurde. Das touristische Visum war weit überschritten worden – die Gastfamilie wurde dafür zu einer Geldstrafe von 1 000 Euro verurteilt.

Nach Kamerun und den Philippinen kommen die meisten Au-pairs aus Madagaskar, Mexiko, Thailand, Kolumbien, Brasilien, Spanien, China und Deutschland nach Luxemburg. Die Top drei erklären sich unter anderem dadurch, dass die jungen Frauen meist Französisch und Englisch können. In der Praxis nehmen in Luxemburg manche Familien allerdings durchaus Au-pairs aus ihrem eigenen Heimatland auf. Kann man da noch von kulturellem Austausch sprechen? „Natürlich gibt es manchmal andere Gründe, ein Au-pair einzustellen, aber das sind Ausnahmen“, sagt Frank Welsch.

Danay, Kathi und Anna wollen den Job nicht ewig machen. Kathi hat vor, eine Ausbildung zur Flugbegleiterin anzufangen, Danay gedenkt, nach einem weiteren sechsmonatigem Au-pair-Aufenthalt in Deutschland Chefköchin zu werden. Auch Anna will sich weiterentwickeln, am liebsten in Richtung Fotografie, Grafik oder Eventmanagement. An den Abschied von den Kindern in einem Monat will sie noch nicht denken. ●



Anna ist seit Kriegsbeginn in der Ukraine in Luxemburg

ITALIE

Berlusconi : La fin d’une époque

Sara Montebusco

Président du Conseil de pas moins de quatre gouvernements, géant médiatique, l’antipolitique par excellence, milliardaire et roi des scandales, Silvio Berlusconi est l’une des figures les plus célèbres de la politique italienne. Il s’est éteint à Milan le 12 juin à l’âge de 86 ans

« Silvio, Silvio », les chants populaires retentissent dans les rues de Milan. 10 000 personnes se sont rendues mercredi 14 juin devant le Duomo de Milan pour dire adieu à Silvio Berlusconi, l'accès ayant été limité par la préfecture italienne pour des raisons de sécurité. À cette foule s'ajoutent les 2 300 personnes admises à l'intérieur de la cathédrale. Parmi les personnes présentes ont pouvait entrevoir des visages connus, comme celui de l'actuelle Présidente du Conseil, Giorgia Meloni, le Président de la République italienne, Sergio Mattarella, l'ex Président du Conseil et ancien Président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et même la nouvelle Présidente du parti démocratique, Elly Schlein.

Il s'agissait donc là d'un événement national de grande envergure, qui aurait probablement plu au défunt. Une union improbable des membres des différents partis politiques et du monde du spectacle italien. Alors que des funérailles nationales sont bien prévues par la loi italienne pour tous les anciens chefs d'État, cette journée a aussi été proclamée jour national de deuil. Ce qui n'était encore jamais arrivé pour un ex-Président du Conseil.

Cette décision de la part de l'État a certainement suscité de nombreuses polémiques et on peut se demander ce qui la justifie. Ainsi le *Cavaliere* quitte la scène de la même manière qu'il a vécu, faisant couler beaucoup d'encre.

En effet, le fait que sa mort ait fait la une des journaux ne surprend probablement personne : Silvio Berlusconi est l'un des personnages italiens les plus célèbres des trente dernières années. Il était l'un des hommes les plus riches d'Italie et l'on estime son patrimoine au moment de sa mort entre 6 et 7 milliards d'euros !

Le Milanais a commencé sa carrière en tant qu'entrepreneur dans le marché de l'immobilier au début des années soixante. Une dizaine d'années plus tard, il construit un nouveau quartier résidentiel à Milan et en 1978, il rachète une chaîne de télévision fondée quelques années auparavant, émettant justement depuis le quartier qu'il avait construit. C'est là que son esprit astucieux se manifeste : grâce à cette nouvelle acquisition, il se fait lui-même de la publicité. À partir de ce moment-là un nouveau monde s'ouvre à Berlusconi. Il s'agit là du premier pas qui le mènera à devenir un géant des médias. Il a compris au bon moment l'avenir commercial de la télévision, il a importé le consumérisme à l'américaine et une nouvelle façon de faire de la publicité en Italie.

Il va progressivement rassembler d'autres petites chaînes sous Canale 5. Rete 4 et Italia 1 s'ajouteront peu de temps après ; chaînes qui vont par la suite être regroupées sous Mediaset, le groupe médiatique fondé par Berlusconi. La Rai, principal groupe audiovisuel public en Italie, n'a évidemment pas vu de bon œil l'émergence de cet ennemi médiatique. Ensemble, ces petites chaînes avaient en effet atteint la même audience que la première chaîne publique italienne. Afin de restreindre le nombre de transmissions des chaînes Mediaset, la Rai décide de porter plainte, ce qui aurait dû limiter le nombre de transmissions de ces chaînes. Cependant, le

Silvio Berlusconi était l'un des hommes les plus riches d'Italie et l'on estime son patrimoine au moment de sa mort entre 6 et 7 milliards d'euros

gouvernement de Bettino Craxi, ami de Silvio Berlusconi, va intervenir en promulguant un décret autorisant la concentration des médias, le fameux « décret Berlusconi ». Ce décret jugé anticonstitutionnel, fut cependant confirmé par la loi Mammi en 1990 ce qui a grandement joué en faveur du politicien.

En 1986, Berlusconi va étendre son emprise médiatique à l'étranger, notamment avec le lancement de la Cinq en France, et des chaînes en Allemagne et en Espagne. En 1990, il va également racheter la maison d'édition Mondadori.

À la même époque, en 1986, il devient propriétaire du club de football AC Milan qu'il revendra à l'entrepreneur chinois Li Yonghong en 2017 pour 740 millions d'euros. Sous Berlusconi, le club remporte plus de titres que sous n'importe quel autre propriétaire. En effet en 31 ans l'AC Milan remporte 29 titres parmi lesquels huit championnats d'Italie et pas moins de cinq Champions League. Avec son amour pour le foot, Silvio Berlusconi montre une autre facette de son caractère, ce qui l'a rendu plus sympathique auprès d'une partie de la population.

Il a donc su fonder un empire médiatique, duquel il a, au fil des années, fait usage pour attirer l'attention du peuple italien et se faire de la publicité, comme il l'avait déjà fait auparavant en tant qu'entrepreneur. Il a ainsi utilisé les médias pour convaincre ses spectateurs, surtout pendant de sa carrière politique.

Mais ce n'est qu'en 1993, à l'âge de 57 ans, que Silvio Berlusconi décide d'entrer en politique. En janvier 1994 il fonde le parti de droite Forza Italia, duquel il est resté chef de file jusqu'à sa mort. Seulement deux mois après sa fondation, le parti remporte les élections de mars 1994. Silvio Berlusconi est ainsi élu peu de temps après Président du Conseil italien, sans avoir jamais occupé de poste en politique. Outre ce triomphe, il peut également se vanter d'avoir été pendant presque dix ans à la tête de quatre gouvernements différents (1994-1995, 2001-2005, 2005-2006, 2008-2011). Il s'agit là d'un record dans l'histoire politique italienne d'après-guerre.

L'ascension spectaculaire de Silvio Berlusconi, fait naturellement naître certaines questions sur sa légitimité. En effet, le politicien était également membre de la loge maçonnique « Propaganda Due » qui déclare vouloir libérer l'Italie du communisme. Outre à son adhésion à cette association secrète, il a été plusieurs fois reproché à Berlusconi d'avoir des liens avec la Mafia italienne, qui aurait contribué à sa réussite.

Plus largement, Berlusconi est surtout connu pour ses nombreux faux-pas et ses scandales à répétition qui ont émaillé toute sa vie. Il est donc compréhensible que de nombreuses voix condamnent la décision de l'État italien d'avoir fait du jour de ses funérailles un jour national de deuil. C'est le cas de l'ancienne Présidente du parti démocratique Rosy Brindy, qui souligne que ceci marque de manière négative l'histoire de l'Italie. Berlusconi avait en effet souvent lâché des blagues déplacées sur la politicienne – comme il l'avait d'ailleurs fait envers beaucoup d'autres – montrant une fois de plus son côté machiste et sexiste. Ce travers s'est reflété maintes fois dans les nombreux scandales sexuels dont il a fait l'objet et la la mode qu'il a lancée de glorifier l'objectification ridicule des femmes à la télé et dans la vie de tous les jours. Phénomène que l'on peut encore voir aujourd'hui dans de nombreux shows télévisés italiens.

Ces aspects semblent être ignorés, ou pire cautionnés, par une partie de la population, qui a peut-être succombé aux jeux publicitaires vendus au peuple par le talentueux homme d'affaires. S'il est juste de respecter les défunts, et de reconnaître leurs qualités, on ne peut pas simplement oublier les très nombreux côtés négatifs du personnage : les nombreux scandales et les 36 procès surtout liés aux finances – comme des évasions fiscales, falsifications des états financiers – mais également

pour corruption et diffamation. Il a été acquitté dans la plupart de ces procès, cependant ceux-ci restent douteux et quatre étaient encore en cours au moment de sa mort.

En 2013, Berlusconi est finalement condamné pour fraude fiscale à une peine de quatre ans, réduite à un an et commuée en travaux sociaux, vu son âge avancé. Il est alors exclu de tout mandat politique jusqu'en 2019. Il promet de revenir, comme il l'a toujours fait. Cette inaltérabilité est ce qui a fait penser à certains que Silvio Berlusconi aurait ressurgi de son cercueil.

beaucoup de choses, mais sûrement pas de ne pas avoir été innovateur en Italie.

La politique de Berlusconi, tout comme son parti, ne jouissaient plus en ces dernières années du même poids politique qu'auparavant. Forza Italia, n'avait su que s'assurer autour de huit pour cent des votes lors des dernières élections. Et même si Forza Italia fait partie de la coalition de droite formée en septembre dernier sous Giorgia Meloni, c'est partiellement dû au lien qui uni le parti de cette dernière à celui de Berlusconi. Une longue histoire les rassemble.

rait le gouvernement Meloni, qui craint que les votes de Forza Italia se dispersent vers d'autres partis, déstabilisant ainsi le gouvernement. C'est Antonio Tajani, membre fondateur du parti, actuellement vice-président et ministre des Affaires étrangères, qui prend temporairement la responsabilité du parti jusqu'au congrès, lors duquel un nouveau président sera élu. Il promet que Forza Italia persistera, suivant les enseignements de son créateur et que le parti restera « un grand parti libéral, chrétien, réformiste ainsi que pro-européen et pro-atlantiste ». Le rêve de Silvio Berlusconi semble donc continuer grâce à



Pour le saluer une dernière fois, certains politiciens ont fait le voyage depuis l'étranger, comme le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, le Président irakien et l'émir du Qatar. Mais l'absence de bon nombre de personnalités étrangères est assez étonnante, surtout si l'on considère l'impact que Berlusconi a eu également en dehors de l'Italie. Sa façon de faire de la politique et cette manière de se présenter comme antipolitique, libéral jusqu'au bout, a en effet inspiré de nombreux populistes dans le monde. Il a ainsi créé une toute nouvelle ère de la politique. On peut donc lui reprocher

En 2008, sous son dernier mandat en tant que Président du Conseil, Berlusconi avait nommé Meloni ministre de la Jeunesse, alors qu'elle était encore membre de Forza Italia. Il reste à voir si la mort de son fondateur, mènera le parti à une réforme et lui permettra de renaître ou si le bateau coulera définitivement avec son capitaine. En tout cas, sa disparition semble avoir provoqué un sursaut et d'après les sondages politiques effectués le 16 juin, Forza Italia gagnerait 3,5 pour cent et passerait ainsi à presque douze pour cent d'intentions de votes. Cela renforce-

ses « disciples ». Bien qu'il était un personnage plus que controversé, sa mort a bouleversé le pays. Dans les rues on entend en effet toutes sortes de réactions et beaucoup défendent assidûment le politicien et ne tolèrent aucune critique. Mais au milieu de toute cette polémique, si typiquement berlusconienne, une chose est claire : Silvio Berlusconi a profondément marqué l'Italie. Avec sa mort se tourne une page pour le pays et le 12 juin signe ainsi la fin d'une époque, même si son héritage continuera sans nul doute à perdurer. ●



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 • 1





Lakshmi Mittal,

himself, s'est déplacé ce mercredi au Kirchberg pour assister à la pose de la première pierre du nouveau siège d'Arcelor-Mittal. Une apparition rarissime au Grand-Duché pour le milliardaire basé à Londres (que le Premier ministre a pris l'habitude de rencontrer à Davos). Cela faisait cinq ans que le chantier avenue JFK n'avait presque pas bougé (il devait s'achever en 2021, selon le calendrier initial). En arrière-fond, une tradition bien luxembourgeoise : Le sidérurgiste pressurise, de nouveau, le gouvernement qui sort, de nouveau, le chéquier. Arcelor-Mittal cherchait une source de financement, le gouvernement a

répondu présent, rachetant la moitié de la copropriété pour le prix de 273,5 millions d'euros (« sans marge pour Arcelor-Mittal », assure le ministère des Finances). En février, la ministre des Finances a déposé un projet de loi relatif « à l'acquisition de parts dans la copropriété de l'immeuble K22 » qui n'a pas appelé « d'observations quant au fond » de la part du Conseil d'État, dont l'avis est tombé la veille de l'inauguration. Le sidérurgiste laisse à l'État l'étage au sommet du K22 avec sa terrasse privative, mais récupère les cinq étages en dessous dont le quatorzième doté lui aussi d'un extérieur avec vue. (Photo : Sven Becker). bt

Gern profitiert

Die von der Tripartite im *Solidaritätspak 2.0* im September 2022 abgemachte Senkung der TVA-Sätze (mit Ausnahme des super-reduzierten Satzes) um einen Prozentpunkt für dieses Jahr haben die Unternehmen bisher überwiegend in die eigene Tasche gesteckt. Das geht aus einer Berechnung hervor, die das Stateg in seiner jüngsten *Note de conjoncture* erwähnt. Demnach hätte die TVA-Senkung die Kerninflation theoretisch um 0,4 Prozentpunkte dämpfen müssen, tatsächlich seien es von Januar bis April nur 0,2 Punkte gewesen. Da in beiden Fällen auch die Endpreise für Energieprodukte berücksichtigt wurden, dort aber die Senkung an die Kunden weitergegeben wurde, fiel abzüglich Energie der laut Stateg „empirische“ Beitrag der anderen Sektoren zur Dämpfung der Kerninflation mit minus 0,14 Prozentpunkten nicht mal halb so hoch aus wie

der theoretisch mögliche es mit minus 0,34 Punkten hätte sein können.

Derweil nahmen laut Stateg die Staatseinnahmen aus der Mehrwertsteuer in den ersten vier Monaten 2023 nur „schwach“ zu, um rund zwei Prozent. Übers ganze Jahr rechnet das Stateg wegen nachlassendem Verbrauch und der TVA-Senkung mit 1,8 Prozent mehr Einnahmen aus der TVA als 2022. Das sei „historisch niedrig“, verglichen mit dem Zuwachs um 7,7 Prozent im langjährigen Schnitt. Für 2024 rechnet das Stateg mit einem „rebound“ der Einnahmen aus der TVA und einem Zuwachs um neun Prozent. pf

Le coup de la panne

Le Luxembourg s'effondre à la vingtième place du *Word Competitiveness Yearbook* de l'International Institute for Management publié mardi. Le pays perd sept places dans ce classement de référence « alors qu'il n'avait jusqu'à présent jamais été classé en-deçà de la quinzième place », relève la Chambre de commerce, qui coordonne les résultats au niveau local. « Le Luxembourg perd du terrain par rapport à des économies dont il a toujours été proche en termes de performances : la Suisse, l'Irlande, les Pays-Bas, Singapour, la Suède. Il est surtout devancé par des pays qui ne s'étaient jamais montrés plus compétitifs que lui dans la dernière décennie : la Belgique, l'Islande,

l'Arabie Saoudite, la République Tchèque ou encore l'Australie », souligne l'organisation patronale présidée au début de l'année encore par Luc Frieden. Le *Spätzekandidat* CSV pour les législatives d'octobre prêche pour un Grand-Duché plus compétitif... au mépris de l'équité fiscale et des considérations environnementales, remarque son opposant socialiste Franz Fayot. pso

Nadia Manzari quitte les Schiltz



Error 404 - Page not found. Le CV de Nadia Manzari n'apparaît plus sur le site de l'étude Schiltz & Schiltz. Et pour cause, l'avocate, administratrice de la Banque centrale et ancienne responsable innovation à la CSSF (photo : Hadrien Friob), a quitté le cabinet de l'ancien ministre CSV, Jean-Louis Schiltz, et de son frère Franz, la semaine passée. « J'ai décidé de voler de mes propres ailes », confirme Nadia Manzari au *Land*, un projet qu'elle dit envisager « depuis quelques temps déjà ». La spécialiste des technologies financières et du droit de la régulation travaille

maintenant à l'installation de son étude. pso

Greenpeace accuse le FDC de greenwashing

La politique d'investissement responsable du Fonds de compensation (FDC) repose sur « des labels de durabilité insuffisants et une liste d'exclusion incohérente », affirme Greenpeace cette semaine après avoir étudié le rapport 2022 de l'institution gérant les réserves de retraites. L'organisation écologiste considère que le FDC se livre « à du greenwashing et contribue ainsi à tromper la société luxembourgeoise ». Par exemple, dans dix des douze portefeuilles du FDC portant le label Luxflag (agence luxembourgeoise de certification d'investissement), Greepeace a identifié des entreprises de charbon, de pétrole et de gaz « dont le modèle économique n'est pas en accord avec l'objectif de Paris en matière de protection du climat ». Trois des 26 milliards d'euros investis par le FDC le sont dans des entreprises qui nuisent à l'environnement ou qui ne respectent pas le devoir de vigilance en matière de droits humains, selon l'ONG. pso

Team Lindner

« La proposition de la Commission [pour une réforme du Pacte de stabilité] vient tout juste d'être publiée. Je ne vais donc pas prendre une position luxembourgeoise par presse interposée », répondait Yuriko

Backes, début mai au *Land*. Un mois plus tard, la ministre des Finances (DP) cosigne une lettre ouverte initiée par son homologue allemand, Christian Lindner (FDP), qui vient d'être publiée dans *Die Welt*, *La Repubblica*, *Le Figaro* et *le Wort*. Dans le combat qui oppose Bruno Le Maire à Christian Lindner sur la réduction des déficits et de la dette, Backes se place ainsi dans le camp des faucons allemands, aux côtés des pays baltes, ainsi que de la Tchéquie, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Slovaquie, du Danemark et de l'Autriche.

Berlin ne cache pas sa joie : « Wir stehen in Mannschaftsstärke auf dem Platz. Elf gleichgesinnte Mitgliedstaaten spielen im Team Europa für stabile Finanzen », se targue le Bundesfinanzministerium dans un communiqué officiel. Ce vendredi, en amont de l'Écofin organisé au Kirchberg, le ministre des Finances français, Bruno Le Maire, estimait qu'une réduction uniforme et automatique de la dette serait une erreur tant économique que politique, qui conduirait, de nouveau, à une « récession ». La Commission se positionne du côté de la France, de l'Italie et de l'Espagne en proposant d'accorder « une plus grande marge de manœuvre » aux États membres pour que ceux-ci puissent définir leur « trajectoire d'ajustement budgétaire » dans une discussion bilatérale.

Cela n'est pas du goût de l'Allemagne et de sa « Mannschaft » qui craignent que

« les ajustements budgétaires qui sont nécessaires aujourd'hui » seront « retardées ou reportées ». La lettre cosignée par Backes adopte par moments un ton diplomatique : « La politique budgétaire ne peut pas non plus ignorer les nouvelles réalités géopolitiques, notamment le changement climatique, la transition numérique et la politique de défense ». Or, les onze ministres des Finances signataires précisent illico : « Les marchés des capitaux ne s'intéressent pas aux motifs de l'endettement, aussi valables soient-ils. » Les anciennes règles de surveillance multilatérale devraient donc être maintenues. En mai, face au *Land*, la ministre se disait « pas très à l'aise » avec le modèle bilatéral proposé par la Commission : « La transparence doit être garantie pour que les petits pays puissent bien s'en tirer. » Il est intéressant que les austers Néerlandais se soient abstenus de signer la lettre de Lindner. C'est qu'ils veulent jouer au médiateur, un rôle traditionnellement réclamé par le Luxembourg.

Yuriko Backes a toujours affiché sa proximité politique avec Lindner qu'elle appelle souvent « Christian » dans ses interventions. Pierre Gramegna doit notamment son poste de directeur du Mécanisme européen de stabilité à Lindner qui voyait dans le Luxembourgeois un garant « für stabile Staatsfinanzen und marktwirtschaftliche Grundüberzeugungen », comme l'écrivait le *Handelsblatt*. Dans ses

discours par contre, Gramegna ne s'est pas aligné sur la position allemande : L'UE ne devrait pas céder à la « panique » en matière d'endettement, déclarait-il, fin février, à une conférence à la Banque européenne d'investissement. Plutôt que d'un pacte de « stabilité et de croissance », il faudrait un pacte de « croissance et de stabilité », disait Gramegna, recyclant un élément langage qu'il mobilisait en 2017 déjà. En avril 2020, il s'était positionné contre l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche (ainsi que contre le CSV) en plaidant en faveur d'une mutualisation de la dette pour financer la lutte contre le Covid-19 (les fameux « coronabonds »). Le député Déi Lénk, Marc Baum, notait à l'époque face au *Tageblatt* que le Luxembourg ne se situait « pour une fois » pas du côté des « plus grands Krätzbéck », y voyant un *quid pro quo* pour la solidarité dont avait fait preuve la France durant le grand confinement. bt

Pauvres dans des pays riches

Georges Canto

La polycrise a accentué le risque de pauvreté y compris dans l'UE et au Luxembourg

Dans son dernier « Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée » publié en octobre 2022, la Banque mondiale propose comme objectif que, d'ici à 2030, moins de 600 millions de personnes vivent avec moins de 2,15 dollars par jour, seuil défini comme celui de « l'extrême pauvreté ». S'il est atteint, ce sera un net progrès par rapport aux 719 millions de 2020 mais néanmoins une déception par rapport à l'objectif d'éradication totale exprimé en 2015. « Les progrès accomplis dans la réduction de l'extrême pauvreté ont été stoppés en même temps que la croissance économique mondiale marquait le pas », a déploré le président de la Banque mondiale David Malpass. Dans les pays riches et notamment en Europe, le même phénomène se produit : la croissance atone provoque aussi le maintien à un niveau élevé du « risque de pauvreté », même si la notion de pauvreté chez nous n'a pas le même sens (et ne concerne pas l'extrême pauvreté). Selon un rapport publié mi-juin par l'organisme statistique Eurostat, en 2022, 21,6 pour cent des habitants de l'UE étaient concernés soit quelque 95 millions de personnes !

Ce nombre étonnant ne recouvre pas seulement les personnes à faibles revenus. Deux autres catégories sont prises en compte : celles qui souffrent de privations matérielles et sociales sévères altérant leur qualité de vie. Et celles qui vivent dans un ménage où les adultes travaillent très peu en termes de temps. Ces trois groupes se recoupent, mais en partie seulement, ce qui rend l'évaluation difficile. Le risque de pauvreté touche les personnes dont le revenu disponible après transferts sociaux était inférieur à un seuil fixé à soixante pour cent du revenu disponible médian de chaque pays, et ce pour l'année en cours et au moins deux des trois années précédentes.

En raison de son mode de calcul, cet indicateur doit être pris avec des pincettes. Selon Eurostat, « il ne mesure pas la richesse ou la pauvreté, mais un faible revenu par rapport aux autres résidents du pays, ce qui n'implique pas nécessairement un faible niveau de vie ». Il est très relatif au niveau international, un « pauvre » dans un pays donné pouvant apparaître comme une personne plutôt bien payée ailleurs en Europe. Ainsi un adulte qui gagnerait 2 000 euros par mois au Luxembourg serait en-dessous du seuil de pauvreté (qui s'élève à 2 177 euros localement), mais serait vu comme favorisé en Grèce avec un revenu supérieur de vingt pour cent au salaire moyen ! Ces réserves étant faites, le nombre total de personnes en risque de pauvreté dans chaque pays s'établissait à 72,8 millions d'individus, soit 16,5 pour cent de la population de l'UE.

L'état de privation matérielle et sociale est caractérisé lorsqu'une personne se trouve ou s'est récemment trouvée dans l'incapacité

Au Luxembourg la différence d'exposition au risque de pauvreté selon la présence ou non d'enfants à charge interroge sur la politique d'aide aux familles défavorisées

té de payer au moins trois dépenses parmi les suivantes : achat régulier de viande ou de protéines ; paiement du loyer ou de la mensualité d'emprunt immobilier ; paiement de factures d'énergie ou de services publics ; achat d'un bien durable tel que TV, lave-linge, téléphone portable ou voiture. Ne pas pouvoir partir en vacances ou être incapable de faire face à des dépenses imprévues entrent également dans le « schéma de la privation ». Le nombre de personnes dans ce cas a été évalué à 28,7 millions en Europe, soit 6,5 pour cent de la population, mais la moitié d'entre elles se retrouvent aussi parmi les gens en risque de pauvreté, il ne faut donc en retenir que 14,3 millions « supplémentaires ».

Enfin la « très faible intensité de travail » désigne une situation où des personnes de 18 à 64 ans ont travaillé au cours de l'année précédente pendant une durée égale ou inférieure à vingt pour cent de leur potentiel de temps de travail total. Les personnes vivant dans ces ménages, enfants compris, sont estimées à 27,3 millions. Là aussi elles se confondent à hauteur de 70 pour cent avec les membres des deux autres catégories

et on n'en comptabilisera que 8,2 millions en plus. Finalement le total « AROPE », c'est-à-dire celui des individus « at risk of poverty and exclusion », s'élève à 95,3 millions de personnes en Europe (UE à 27). Quelque 5,6 millions subissent une « triple peine » en vivant dans des ménages confrontés simultanément aux trois risques de pauvreté et d'exclusion sociale. D'importantes disparités ont été constatées entre les pays, avec quelques surprises.

On pouvait s'attendre à de mauvais chiffres dans des pays de l'Est de l'Europe issus de l'ancien bloc soviétique et dans certains pays méditerranéens durement frappés par la crise depuis quinze ans. De fait, le triste record de fragilité est détenu par la Roumanie (34,4 pour cent de personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale) suivie de la Bulgarie (32,2 pour cent) soit dans les deux cas environ le tiers de la population. Dans les pays baltes, en Grèce, en Italie et en Espagne, la proportion se situe entre 24 et 26 pour cent, soit le quart des habitants.

Plus étonnant, plusieurs grands pays de l'Ouest de l'Europe comme l'Allemagne et la France (21 pour cent à chaque fois) affichent un taux à peine inférieur à la moyenne. Au Luxembourg, le pays de loin le plus riche d'Europe en termes de PIB par habitant, une personne sur cinq est en risque de pauvreté ou d'exclusion ! La proportion exacte, qui est de 19,4 pour cent, est supérieure à celle de la Belgique (18,7 pour cent) et situe le Grand-Duché à une peu glorieuse douzième place sur 27 pays. En revanche, la Slovaquie et la République tchèque affichent des parts inférieures à 13,5 pour cent. Tous pays confondus l'analyse montre que les femmes, les jeunes adultes, les personnes ayant un faible niveau d'éducation et les chômeurs sont, en moyenne, plus exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2022 que les autres groupes de la population de l'UE. 22,7 pour cent des femmes contre 20,4 pour cent des hommes étaient concernés. En ce qui concerne l'âge, les jeunes étaient de loin les plus touchés (24,7 pour cent chez les moins de 18 ans et 26,5 pour cent chez les 18-24 ans), tandis que les autres classes d'âge étudiées (25-49 ans, 50-64 ans et plus de 65 ans) se situaient entre 20 et 21 pour cent.

D'autres facteurs sociaux pèsent lourd dans le risque de pauvreté, avec des écarts beaucoup plus importants que pour le sexe et l'âge, variables que l'on ne peut contrôler. Le niveau d'instruction tout d'abord. Au niveau de l'UE, parmi les personnes âgées de 18 ans et plus ayant un faible niveau d'instruction (de 0 à 2 sur l'échelle de la classification internationale type de l'éducation, donc ayant reçu au maximum un enseignement secondaire du premier cycle), plus d'un tiers (34,5 pour cent)

étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion, contre 10,5 pour cent seulement des personnes ayant fréquenté l'enseignement supérieur (niveau 5 à 8 de la CITE), soit un écart de 24 points ! Le pourcentage correspondant pour les personnes ayant un niveau d'instruction moyen (niveaux 3 et 4 de la CITE) était de 19,8 pour cent. L'occupation d'un emploi ensuite. Près des deux tiers (65,2 pour cent) des chômeurs étaient menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale, cette proportion chutant à 11,1 pour cent pour les personnes en activité. Chez les retraités, anciens actifs, le taux est proche de la moyenne avec 19,1 pour cent, mais chez les autres personnes inactives (comme les femmes au foyer) il remonte à près de 43 pour cent !

Enfin parmi les facteurs fortement corrélés au risque de pauvreté ou d'exclusion figure la présence d'enfants à charge, mais son impact n'est pas aussi grand que prévu. Il n'existe en effet qu'un écart de 1,6 point entre la proportion de ménages exposés au risque ayant des enfants et celui des ménages sans enfants (respectivement 22,4 pour cent et 20,8 pour cent en moyenne). Mais sur ce critère, de gros écarts ont été observés d'un pays à l'autre. Pour les personnes vivant dans des ménages avec enfants à charge, le taux de risque connaissait des pics allant de 29 à 36 pour cent en Espagne, en Bulgarie et en Roumanie, mais aussi de très faibles niveaux au Danemark et en République tchèque (entre onze et douze pour cent) avec un record, tout relatif, de 8,9 pour cent en Slovaquie. Le Luxembourg avec 24 pour cent se trouvait au septième rang, au-dessus de la moyenne de l'UE et de celle de la zone Euro, un classement guère brillant.

En revanche le Grand-Duché était nettement mieux placé pour la proportion de personnes à risques vivant dans des ménages sans enfants à charge : avec 14,5 pour cent, son taux était un des trois plus faibles en Europe, les plus mauvais étant enregistrés en Estonie, en Bulgarie et en Lettonie (entre 33,5 et 34,5 pour cent). Au Luxembourg la différence de dix points selon la présence ou non d'enfants à charge interroge sur la politique d'aide aux familles défavorisées. Ayant un caractère essentiellement statistique, le rapport d'Eurostat névoque pas les causes profondes du maintien d'un risque élevé de pauvreté et d'exclusion dans les pays d'Europe et ne propose donc pas de recommandations. Il rappelle néanmoins que dans le cadre du Plan d'action du socle européen des droits sociaux (*European Pillar of Social Rights Action*), il est prévu à l'horizon 2030 une réduction d'environ seize pour cent du total des personnes AROPE, soit quinze millions d'individus dont un tiers d'enfants. Un objectif qui implique la poursuite d'une croissance économique soutenue. ●



Mendicité à Luxembourg

ZU GAST

Zu langsam

Bald soll es so weit sein: Über den Gesetzesentwurf des konjunkturellen Steuerkredits für das Jahr 2023 soll noch vor Monatsende im Parlament abgestimmt werden. Der neue Steuerkredit bringt ab nächstem Monat Entlastungen, bevor für das Steuerjahr 2024 die Steuertabelle angepasst wird.

Lebensmittel, Energie, Wohnen – alles wird teurer. Nicht wenige Haushalte belastet die aktuelle wirtschaftliche Lage und die Situation der Finanzmärkte. Die seit langem überfälligen Steueranpassungen scheinen da genau zum richtigen Zeitpunkt zu kommen – oder etwa nicht?

Sven Clement ist Abgeordneter der Piraten

Eins steht fest, die Steueranpassungen wurden so lange wie möglich hinausgezögert und decken nicht mal die Hälfte von dem ab, was die Inflation die Menschen seit 2009 gekostet hat. Acht Indextranchen gab es seit 2009. Nur zweieinhalb werden mit der Anpassung von 2024 kompensiert; darüber kann auch der zusätzliche konjunkturelle Steuerkredit für das Jahr 2023 nicht hinwegtäuschen. Hinzu kommt dann noch das Problem, dass Steuerkredite und Anpassungen der Steuertabelle keine Sofortmaßnahmen sind. Während die hohen Zinsen des Wohnungskredits, die Lebensmittel- und die Energierechnungen seit Monaten darauf warten, bezahlt zu werden, kommen die finanziellen Entlastungen erst nächsten Monat, ja teilweise sogar erst übernächstes Jahr. Warum?

Warum wurde entschieden, dringend notwendige Finanzhilfen hinauszuzögern? Für den Staatshaushalt macht es unterm Strich wenig Unterschied, ob man das Geld sofort oder verteilt auf mehrere Jahre ausgibt. Am Ende ist das Geld weg,

Darauf zu pochen, gewisse Grenzen bei den jährlichen Ausgaben nicht zu überschreiten, während immer mehr Menschen Probleme haben, über die Runden zu kommen, zeigt nur, wie wenig Verständnis die Regierung für die Sorgen von Personen mit geringem Einkommen hat.

Und dieses Unverständnis ist nicht neu. Viele staatliche Hilfen erfordern eine Vorfinanzierung. Seien es die Subsidien für energetische Renovationen oder die Prämien für die Elektromobilität, das Geld erhält man erst nachdem man die bezahlte Rechnung vorgelegt hat. Dass gerade die Menschen, die am dringendsten auf diese Hilfen angewiesen sind, genau jene sind, die besagte Rechnungen eben nicht ohne Unterstützungsleistungen bezahlen können, fällt unter den Tisch. Als Ausweg bleibt dann oft nur der Weg über einen Kredit. Während Klimakredite zumindest bei energetischen Renovationen zwar einen Mehraufwand aber wenigstens nur geringe Kosten bedeuten, weil der Staat die Zinsen zum Teil übernimmt, ist das beim konjunkturellen Steuerkredit anders. Hier gibt es keine staatliche Zinsübernahme. Wer nicht bis nächsten Monat oder übernächstes Jahr auf die Steuererleichterungen warten kann, hat ein Problem. Bei der aktuellen Zinsentwicklung sind Kredite teuer und schwerer zu erhalten.

Aus diesem Grund betonen die Piraten immer wieder, wie wichtig eine Soforthilfe gewesen wäre. In schwierigen Zeiten können die Menschen nicht einfach Monate oder Jahre überbrücken (und das schon gar nicht nach einer gerade erst ausgestandenen Coronakrise). Aber der Staat kann das. Eine nach Jahreseinkommen gestaffelte Soforthilfe, die der Inflation seit 2009 Rechnung trägt, würde vielen Menschen helfen.

Niemand sollte vier Monate warten müssen, nur um dann von einem zu geringen Steuerkredit profitieren zu können. Kurzfristig braucht es Soforthilfen und langfristig endlich die lang versprochene Steuerreform. Zu kleine Steuerkredite braucht es nicht. ● Sven Clement

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Fir Nationalfeierdag

„J’aurais pu envisager de me lancer dans l’entrepreneuriat“
Den Ierfgroussherzog am Paperjam

Jacques Drescher

De Palais ass dem Papp säi Stall;
Do ass dann och seng Schaff.
A wann de Bauer net méi kann,
Dann ierft de Bouf den Haff.

E Schloss ass och eng Entreprise,
Déi muss gefouert ginn.
De Mère en Fils an dësem Fall,
Well d’Mamm ass d’Meeschterin.

Den eelste Jong huet net vill Choix;
Si hunn e gutt gezillt.
E seet dat, wat e soe muss,
An net dat wat e fillt.

Vläicht wier en Entrepreneur ginn:
Dat wier natierlech schick.
Mee leider ass säi Brout gebak –
Wéi dat vun all Grand-Duc.

Opraumen zu Hamburg

Nico Graf

En historieschen Exkurs



Bombardéierung
vun Hamburg,
Summer 1943

Als gudde Patriot mëcht een dat eben: op de Spuren vum Feierwon ass een am Land ënnerwee a weist de Noperen aus Frankreich, Belgie, Präisen oder vu soss anzwousch ons Heemecht. An da kënnst inévitablement deen Ament, wou een explizéiere muss: Firwat steet do e Panzer am Haff vum Clierfer Schlass? Firwat steet do eng Bommm zu Consdorf? Wat explizéieren eigentlech déi Commemoratiouns-Placken lanscht d’Sauer, op deenen esouvill amerikanesch Arméis-Unitéite genannt ginn? Firwat steet zu Èlwen eng Kanoun? Fiwat steet zu Ettelbréck e Panzer? „Sein Großvater hatte in der Schlacht von Bulge gekämpft“, hunn ech an engem – nu jee – iwwerserten amerikanesche Krimi gelies. A genee déi muss een den auslännesche Frënn jo explizéieren, the battle of the bulge, la bataille des Ardennes, Rundstedt-Offensive. Et kënnst ee net derlanscht, wann ee mat Friemen an der ieweschter Halschent vum Land ënnerwee ass. Den Zweete Krich, deen eigentlech den 10. Septembre ’44 eriwuer war, dee war op eemol erëm do, massiv.

Hei zu Hamburg huet een ni en Iwweraschungsmoment. De Krich ass permanent präsent. Dës Deeg esouwiso, well et gëtt erënnert, et muss erënnert ginn: datt Auschwitz befreit ginn ass, datt ugangs Mee d’Kapitulatioun – déi jo neierdängs mat vill Verspéidung elo Befreiung genannt gëtt – 78 Joer hier war, datt d’Nazi-Machtergreifung 90 Joer hier ass. Net ze schwätzen vun de villen décke Bunkeren, déi nach ëmmer an der Stad dorëmmer stinn – de markantesten, de flappechsten ass jo deen beim – ausgerechent – St. Pauli-Stadion. Mee och Quartieren, déi zevill véiereckeg sinn an aus zevill rouden Zille bestinn – „an de roude Zillen“, dat war zu Bartréng e lieu-dit, wou d’Réimer en Tempel, e Pëtz gebaut haten – a bé, rout Zillen, déi bedäiten hei an der Stad ganz gär, datt ganz Quartiersen an de 50er Joeren erem hu misse nei gebaut ginn, well esou vill Bommen op d’Stad gefall waren. Gomorrhä.

Esou ass dat hei: d’Nazi-Zeit an de Krich, déi laueren ëmmer, a wann anzwousch e Quartier mat schéine Jugendstil-Heiser steet, da steet een eben *nach* do, well soen: do ware keng Bomme gefall. Et ass een hei déi ganzen Zeit am Èisléker Wanter ’44-45.

An dës Deeg war décke Besuch do: de britesch Kinnek Karel den 3. war an d’Ruine vum der Nikolai-Kierch gepilgert, alt erëm Commemoratioun.

A just an déi Kierch huet mech e pur Deeg duerno eng Frëndin geschéckt, do giff *ein Luxemburger* schwätzen. An engem Film, am Keller vun der

Den eeleren Här huet e wäisst Hiem un mat enger Krawatt, déi längs rout a blo Sträifen huet – automatesch bréngen ech déi Farwen an déi richteg Reihefolleg

Kierch. Dat huet ee seelen an dës Stad, e Lëtzeburger, deen eppes seet. An et ass net de JCJ op Duerchrees beim Rotary oder d’Desirée op der Telé.

Ech also an de Keller vun der Kierch. Do ass eng Ausstellung gelaaf. Sujet: Prisonnéier aus dem KZ-Neuengamme, déi 1943 gezwonge gi sinn opzeraumen, no de Bommen, an de Ruinen. Ech souz ganz eleng an enger Zort Krypta, e pur Camping-Still, e pur gebrache Kierchesténg. Message: Jojo, du bass hei an enger Ruin, an eben in Endlosschleife de Film *KZ-Häftlinge im Bombenkrieg*, 29 Minutten. No aacht Minutten dann de vertraute Lëtzeburger Accent an e pur däitsche Sätz. Den eeleren Här huet e wäisst Hiem un mat enger Krawatt, déi längs rout a blo Sträifen huet – automatesch bréngen ech déi Farwen an déi richteg Reihefolleg. E sëtzt an engem Holz- a Lieder- a Nippes-Décor, dee mer vertraut – biergerlech Stuff – virkënn. An et verstee een hien bal net. Ech spëtzen d’Oueren: „Und jetzt fängt das große Bombardement in Hamburg an... alles... auch in Neuengamme, schwarz, schwarz vom Brand, wo alles gebrannt hat. Und dann kommt der abends beim Appell, schreit der... ich brauch so viele Bombensucher... raus mit dem Luxemburger... dann sind wir mit dem Militär-Camion nach Hamburg.“

An dat war et da schon, 50 Sekonnen, ech hu leider net alles verstan. Mä no him schwätze nach vill aner Leit. A wat déi erzielen muss ee sech an den Erënnerunge vum Lëtzeburger och virstellen: Gestank, Hëtzt, liewensgefëierlech Gekloters an de Ruinen, Phosphor-Bommen, bombes à retardement, déi op eemol explodéieren, Bommenentschärfer, déi keng Ahnung hate vun den Zünderen, un deene se hu

missen hantéieren, verbrannte Mënschen iwuerall, d’Stad wier nëmme nach „ein Haufen Ruinen“ gewierscht, an deem si, déi gezwonge gi sinn opzeraumen, heiansdo Wertsache fonnt hunn – déi hunn se missen ofliwweren a krute mat, datt d’Wiechter se an d’ëigen Täsch gestach hun, oder déi hongreg Prisonnéier hunn an den zerbombten Heiser less-Saache fonnt, heiansdo nach ze iessen, awer dacks verbrannt a verkuelt. An d’Opraum-Aarbechte waren immens gefëierlech, eng Häftlingsequipp: dat wieren ëmmer sechs Mann gewierscht, an déi wiere permanent ersat an erneiert ginn, ebe well der esouvill blesséiert gi sinn oder gestuerwen sinn. Stierfkommandoë quoi. 10 000 Prisonnéier hu missen opraumen.

Am Film schwätzen Franzousen, Norweger, Dänen, Tschechen, Ukrainer, Belsch, Israelinnen. An eben de Lëtzeburger. Deem sei Numm, liesen ech am Ofspann vum Film ass: Emile Peters. Deen ech – zu menger Schan sief et gesot – bis dohinner net kannt hunn. Joergang 1920, spéider aacht Joer laang Chef vum Sekretariat vum Conseil National de la Résistance. Säi Leidenslaaf ass bal typesch fir eng ganz Rei jonk Männer. Si waren am Corps des volontaires, der Freiwëllegekompanie. Nom Nazi-Iwwerfall sollte si präisesch Zaldoten oder Poliziste ginn. Vill vun hinne goufen a Slowenien agesat, am Krich géngt sougenannte Partisanen. An eben do ass de Wehrmacht-Offizier opgefall, datt der net genuch vun hinne im Kampf gestuerwe sinn an datt si Kontakt mat de Partisanen haten. An de Nazi-Archiven steet iwwer si: *Befehlsverweigerung* a Wehrkraftzersetzung. Mat der Suite, datt der eng 70 vun hinne duerch Prisongen a KZer gebeetscht gi sinn. Nacht- und Nebel-Deportéierter. Eleng hei zu Hamburg, am KZ Neuengamme, waren der eng fofzéng aus der Fräiwëllegekompanie. De Mann aus dem Film, den Emile Peters, war zu Hamburg-Fuhlsbüttel am Prisoong an eben am KZ Neuengamme.

An deem Hamburger KZ waren eng 106 000 Männer a Fraen agespart; 55 000 si gestuerwen duerch Executiounen, medizinesch Experimenten, Brutaliteiten, Honger, Krankheet, extrem haart Aarbecht an der Industrie an an der Rüstungsindustrie. An eben och beim Opraumen an de Ruine vun der Stad. An de nächste Wochen ass d’Operatioun Gomorrhä 80 Joer hier. Eng ronnn Zuel an da gëtt et Documentairen op Radio, Telé an am Netz. Ech si gespannt, ob déi, di hu missen opraumen, entschärfen, Verbrannter aus de Ruinen zéien, ob déi, di dat iwuerlieft hunn, och zu Wuert kommen. Ee vun hinne ass den Emile Peters. ●



Beim Tag der offenen Tür der Armee im Juli 2022 auf dem Herrenberg

François Bausch und die Re-Legitimierung des Militärischen

Reiner Hesse

Dem Militärischen zu einem höheren Stellenwert in der Gesellschaft zu verhelfen, kann nur durch die Grünen glaubhaft erfolgen. Anderen Akteuren würden reaktionäre Absichten unterstellt

Es sind besondere geopolitische Umstände, unter denen der grüne Verteidigungsminister Signale in zunehmender Stärke und Frequenz aussendet, die nichts weniger als eine militärpolitische, oder besser: militärkulturelle Zeitenwende bedeuten, um ein Diktum des deutschen Bundeskanzlers Scholz aufzunehmen. Seit der Besetzung der Krim durch Putins Russland 2014 ist den sicherheitspolitischen Experten klar, dass die Friedensordnung der Nachkriegszeit, aber auch die postsowjetische „Umzingelung durch Freunde“ ihr Ende gefunden hat.

Die Zeit der militärischen Abrüstung endete spätestens mit der nachdrücklicher werdenden Vorgabe des Zwei-Prozent-Zieles der Nato und den Erklärungen zu ihrer strategischen Neuausrichtung – der Rückkehr zu ihrer Kernkompetenz, der Bündnis- oder Territorialverteidigung. Auch die Aufteilung in Nato-Mitglieder, die für genuine Gefechtseinsätze vorgesehen sind, und solche, die eher gendarmerieartige Konfliktnachsorge durchführen, ist Vergangenheit.

Die Politik hat die veränderte Lage und die damit einhergehenden veränderten militärischen Notwendigkeiten zur Kenntnis genommen. Die erforderliche militär- und sicherheitspolitische Debatte in der Gesellschaft aber hat noch nicht stattgefunden. In den Köpfen der meisten Menschen ist die Nachricht noch nicht angekommen, beziehungsweise die Erkenntnis noch nicht gereift, was das unter Umständen für den Einzelnen und die Gesellschaft bedeutet.

Dem *Land* hatte Bausch schon 2019 erklärt, dass er nie Pazifist gewesen sei. Im Organ der Armeegewerkschaft Spal (*Spal info*, Ausgabe 1-2023) hat er das unlängst wiederholt und unter Verweis auf die Ukraine präzisiert, dass Gewalt für ihn das letzte Mittel der Verteidigung sei. Er verweist auf Fehler der Vergangenheit, in der die Armee zu sehr als soziales Auffangbecken dargestellt und wahrgenommen worden sei, und erklärt, Verteidigung und Armee müssten definitiv einen anderen Stellenwert bekommen. Dass die Armee kein Beruf wie jeder andere sei, bemerkt er unter Verweis auf „den Accident um Waldhaff (...), och wann et glécklecherweis rar ass, datt esou eppes virkënt“. Der Verteidigungsminister betont, es sei naiv, sich eine Welt ohne Waffen vorzustellen. Dies wäre zwar ein Idealzustand, aber dazu bräuchte es eine ideale Welt.

In den neuen Verteidigungspolitischen Leitlinien mit Horizont 2035, die durch François Bausch als Minister verantwortet werden, steht auf S. 62 im Abschnitt über das Personalproblem der Armee, die Bemühungen zu seiner Behebung „doivent tenir compte des évolutions de notre société qui tend plutôt à mettre

Es geht um nichts weniger als um die Frage, ob und wofür eine demokratische Gesellschaft bereit ist, ihre Soldaten kämpfen zu lassen, das heißt, zu töten und zu fallen

en avant des valeurs moins compatibles avec l'éthos militaire“. Die vorherrschenden sozialen Werte sind demnach nur schwer mit dem militärischen Ethos vereinbar. Gemeint ist damit wohl die ausdrückliche Betonung der individuellen Rechte und Freiheiten, die der kulturelle Wandel vor allem ab 1968 hervorgebracht hat. Die Delegitimierung des Militärischen hatte spätestens 1968 begonnen, durch den Vietnam-Krieg befeuert, und in weiten Teilen der westlichen Bevölkerungen Wirkung entfaltet. In vorderster Reihe standen spätere grüne Leitfiguren wie Daniel Cohn-Bendit, Joschka Fischer und Jürgen Trittin, die damals noch als extreme Linke fundamentalpazifistische Positionen vertraten.

Nun will es die Ironie der Geschichte, dass dieser kulturelle Wandel mit seiner Betonung individueller Rechte, der auch den Beginn der grünen Idee darstellt, in Luxemburg von einem grünen Verteidigungsminister als Problem erkannt wird. In der posthe-roischen Gesellschaft werden militärtypisch notwendige Einschränkungen individueller Freiheiten über die Parteigrenzen hinweg nicht mehr ausreichend akzeptiert. Sie zu akzeptieren, ist aber nötig, um die freiheitliche, individualistische, offene und durchgrünte Gesellschaft verteidigen zu können, die unter militärischen Druck durch eine unfreie russische Zwangsgesellschaft geraten ist. Die grüne Idee wurde sozusagen Opfer ihres eigenen Erfolgs. François Bausch interpretierte dies in einem *Land*-Interview (Ausgabe vom 19.5.2023) dahingehend, dass nicht der Individualismus einzuschränken sei, sondern die Armee und das Militärische einen höheren gesellschaftlichen Stellenwert bekommen müssten.

So erklärt sich auch, dass eine Re-Legitimierung des Militärischen zum Schutz der freiheitlichen Post-68er-Gesellschaften nur durch

die Grünen glaubhaft erfolgen kann. Anderen Akteuren würden reaktionäre, beziehungsweise restaurative Absichten unterstellt. Die politischen Nachkommen der Blumenkinder müssen also wieder Soldaten werden, weil sonst die Gefahr einer blutigen Unterdrückung droht. Der Alt-68er Joschka Fischer war es, der den Satz „Nie wieder Krieg“ ergänzte um „Nie wieder Auschwitz“, und damit klar machte, dass Krieg ein ultimates Mittel sein kann, um ultimative Verbrechen wie Völkermord zu unterbinden. Er legitimierte damit die deutsche Teilnahme am Nato-Einsatz im Kosovo. Der grüne Fundi Trittin bezeichnete später einen bedingungslosen Pazifismus als „Vulgärpazifismus“. Und es war der grüne deutsche Wirtschaftsminister Robert Habeck, der angesichts der Realität in der Ukraine schon im Mai 2021 Waffenlieferungen an sie gefordert hatte und vor der Geschichte Recht behielt.

Die nötigen Veränderungen müssen angesichts der Realität des Krieges im europäischen Osten zügig erfolgen. Die Luxemburger Gesellschaft und weitgehend auch die politische Klasse vertragen diesen kulturellen Wandel jedoch nur in kleinen Häppchen. Dass mehr Geld ins Militär fließen wird, stellt kein großes Problem dar. Ungleich schwerer tun sich Politik und Gesellschaft damit, dass die Armee vom dekorativen Beiwerk einer Monarchie zum kampffähigen Teil eines Bündnisses wird, beziehungsweise, dass das „postmoderne Militär“, das einen Beitrag zur Friedenswahrung oder Friedenswiederherstellung, zu humanitären Hilfeleistungen und Rettungseinsätzen in Katastrophenfällen zu leisten hat, zurück zu seiner genuine, kriegerischen Bestimmung findet. Der Soziologe Ulrich Beck formulierte 1999 die These vom „postnationalen militärischen Humanismus“, dem „Einsatz transnationaler Militärmacht mit dem Ziel, der Beachtung der Menschenrechte über nationale Grenzen hinweg Geltung zu verschaffen“. Krieg werde „zur Fortsetzung der Moral mit anderen Mitteln“.

Es war im Prinzip dieses Konstrukt, welches das Weiterbestehen der Nato nach 1990 legitimierte. Luxemburg sah in dieser Art Militär auch eine Möglichkeit, an außenpolitischer Statur zu gewinnen. Allen insgeheim vielleicht gehegten Hoffnungen zum Trotz machen die Verteidigungspolitischen Leitlinien 2035 klar, dass es nicht gelingen wird, sich aus dem blutigen Teil der Bündnisverpflichtungen herauszukaufen: „...pour honorer le principe de la solidarité il est demandé à chaque allié de fournir des capacités de combat aptes à opérer dans un contexte de haute intensité“. Gefechte „hoher Intensität“ sind das, was sich derzeit in der Ukraine abspielt.

Dass man es damit durchaus ernst zu meinen scheint, geht aus der Pressemitteilung der Verteidigungsdirektion vom Donnerstag vergangener Woche hervor, als François Bausch mit seiner

belgischen Amtskollegin Ludivine Dedonder den Kooperationsvertrag zur Schaffung und zur Betreibung des binationalen Aufklärungsbataillons unterzeichnete. Die Mitteilung zitiert Bausch so: „Ce bataillon sera d'une importance capitale en matière de transformation de l'armée luxembourgeoise, parfaitement en réponse aux attentes de l'OTAN ou de l'UE“. François Bausch gebührt Respekt dafür, bisher Unsagbares teilweise verklausuliert, aber auch ganz offen ausgesprochen zu haben. Erforderlich ist eine offene politische und gesellschaftliche Debatte zu Themen wie Reserve-Armee, Militärhospital und Armee-Lyzeum; über ein eigenständiges Verteidigungsministerium, das Armee-Gesetz, eine Luxemburger Version eines Wehrbeauftragten beim Parlament und so weiter. François Bausch bejahte im *Land*-Interview vom 19. Mai ausdrücklich die Frage, ob er noch vor den Wahlen eine Diskussion um das Militärische anstoßen werde. Er habe bisher noch nie ein Problem damit gehabt.

Allerdings sind überaus dicke Bretter zu bohren. Das zeigen die bibeldicken Vorlagen zum neuen Armeegesetz. Einerseits regeln sie beamtenrechtliche Details bis zum Exzess, andererseits weisen sie, wie das Gutachten des Staatsrats zum Gesetzentwurf belegt, flagrante Fehler bei der eindeutigen Festlegung der Befehlskette auf. Die Befehlskette ist das zentrale Element, das eine Truppe überhaupt führbar macht. Dass höhere Militärs bei der Schaffung des neuen Regelwerks beteiligt waren, beziehungsweise nicht korrigierend eingegriffen haben, wirft Fragen auf. Der Vorgang verdeutlicht zweifellos, dass es viel Raum für Verbesserungen gibt, bis das vereinbarte luxemburgisch-belgische Bataillon einsatzbereit ist. Dessen Auftrag soll Kampfaufklärung sein. Was das bedeutet, sieht man derzeit im Zuge der beginnenden ukrainischen Offensive.

Bausch legt seiner Partei nahe, im Falle einer erneuten Regierungsbeteiligung das Verteidigungsressort zu behalten und Stéphanie Empain zu seiner Nachfolgerin zu machen. Jede nach den Wahlen vom 8. Oktober mögliche Regierung hat jedoch zuvorderst eine Debatte über das Wesen und die Bestimmung des Militärischen an sich zu führen. Es geht um nichts weniger als um die Frage, ob und wofür eine demokratische Gesellschaft bereit ist, ihre Soldaten kämpfen zu lassen, das heißt, zu töten und zu fallen. Der Teufel verschwindet nicht, wenn man seinen Namen nicht ausspricht. ●

Reiner Hesse ist Politikwissenschaftler und Soziologe. Er hat über Militärpolitik und Militärsoziologie geforscht.

N O M I N A T I O N



Gilles Zeimet,

sera le prochain directeur du Centre national de l'audiovisuel (CNA). Il succédera à Paul Lesch, en poste depuis février 2016 et non reconduit. C'est la fin d'un long suspense et d'un long processus émaillé de diverses crises au sein de l'institution. Les divergences sur la direction de l'établissement et les tensions dans l'équipe, avaient obligé la mise en place d'une médiation et d'un comité de suivi. Deux vagues de recrutement ont ainsi été nécessaires, car les premiers postulants n'avaient pas trouvé grâce compte tenu de la nécessaire double casquette entre les compétences de fond (autour des différents aspects de l'audiovisuel : son, image fixe et image animée) et les qualités managériales (notamment pour redonner de la cohérence à l'équipe). Moins de dix candidatures sont arrivées au mois d'avril dernier. Le choix s'est finalement porté sur Gilles Zeimet (photo : Granduchy). Ce diplômé en histoire et

histoire de l'art de l'université d'Aberdeen en Écosse, est passé par le Casino Luxembourg et le Service information presse avant le Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art, en 2009. Depuis avril 2018, il y dirige le service de la numérisation, bibliothèque et des archives. On lui doit l'importante plateforme numérique des collections du musée national et le catalogue raisonné de la collection des photographies d'Edward Steichen (en collaboration avec Michel Polfer). Le nouveau directeur prendra ses fonctions le 1^{er} septembre pour une durée de sept ans renouvelable. [fc](#)

É V É N E M E N T

Rotondes' Delight

En 1973, DJ Kool Herc organise une première block party dans le Bronx, à New-York. Le groupe de danseurs Rock Steady Crew est en place et la toute première exposition consacrée au graffiti est organisée. Le Sugar Hill Gang et son *Rapper's Delight* suivent immédiatement, puis Afrika Bambaataa avec *Planet Rock* et Grandmaster Flash avec *The Message*. Depuis, la scène hip-hop est omniprésente, à travers le rap, les DJ, le graffiti et les diverses formes de danse. Culture marginale créée par des marginaux, le hip hop est désormais partout (le breaking sera même une épreuve des Jeux Olympiques de Paris 2024), devenu un formidable ascenseur

social et une industrie florissante. Pour fêter ça comme il se doit, les Rotondes proposent une série de manifestations ce week-end, sous le titre générique de *Block party* avec performances, exposition, ateliers, conférence, marché, où les acteurs du hip hop pourront exposer et vendre le fruit de leur travail. La septième édition de la battle de danse, répondant au doux nom de *On S'en Fish*, se tiendra dimanche, en public et la battle aux sprays, *Graffiti Can't Fail!* (anciennement appelée *Back to the Books*) suivra le 1^{er} juillet. 24 artistes, sélectionnés par un jury en ligne, vont s'affronter sur le Parvis des Rotondes, en quatre rounds. [fc/nc](#)

C A R N E T N O I R

Georges Fautsch,

était – avec Maisy Hausemer et Paul Scheuer – l'un des pionniers du cinéma luxembourgeois. Issus du milieu enseignant de Diekirch, ils ont tourné divers documentaires, films d'animation et longs-métrages sous le nom d'AFO (Atlantic Film Organization). *What did he say?* (1981), *Congé fir e Mord* (1983) ou *Dammentour* (1992) figurent parmi les premiers films luxembourgeois. Son travail de l'image et du graphisme, a façonné visuellement les films de l'AFO, devenus une source d'inspiration pour une génération de jeunes qui se sont lancés dans la profession audiovisuelle par la

suite. Il est décédé cette semaine à l'âge de 77 ans. [fc](#)

F E S T I V A L

Deborah de Robertis et la sirène

Après la Fête de la Musique et avant le Luxembourg Open air, vous reprendrez bien un peu de musique. Ce samedi à Neimënster et au Melusina, la cinquième édition du Siren's Call Festival offrira un line-up de choix avec les Luxembourgeois Englbrt et Tele-Port et les très écoutés Japanese Breakfast, Billy Nomates ou la grosse tête d'affiche Phoenix. L'événement ne se résume pas seulement à des performances musicales, on retrouve plusieurs stands de street-food, espaces de détente, de danse, prises de paroles, rencontres, et activités pour satisfaire les estomacs et envies de tout le monde. Pour satisfaire la curiosité de ceux qui hésiteraient encore à venir, une playlist Spotify est déjà disponible en ligne. Les portes s'ouvrent à 15h et les festivités se terminent au Gudde Wëllen pour l'After Party DJ Sets.



En marge du festival, l'artiste Deborah de Robertis (photo : Neimënster) accompagnée du scénariste et réalisateur français Jowan Le Besco rencontreront le public pour parler de leur résidence sur place (à 16, 17 et 18 h). Les performances généralement osées de l'artiste franco-luxembourgeoise peuvent être considérées comme des témoins pré-*MeToo* d'un positionnement féministe. En réinterprétant des œuvres-clé de l'histoire de l'art (*L'Origine du Monde*, *La Joconde*, *Olympia*) et en dénonçant le caractère éminemment masculin du milieu elle aborde des enjeux majeurs comme l'objectification des femmes ou la réduction de leur existence à leur sexe. Cette fois, elle travaille à partir du film *Une sale histoire* (1977), du réalisateur français Jean Eustache, auteur de *La Maman et la putain*. À l'époque de sa sortie, le moyen-métrage avait pour slogan « un film que les femmes n'aiment pas ». Ce diptyque – l'œuvre est composée de deux volets, un volet document et un volet fiction – voit un homme raconter, sans pudeur, devant un groupe d'amis, comment il est devenu voyeur en regardant par un trou dans les toilettes des dames, ce qu'il pense du sexe des femmes, de sa propre obsession. [fc](#)

M É C É N A T

Appel à candidature

Chaque année, depuis 2016, la Bourse « Francis André »

offre 10 000 euros à un artiste ou collectif d'artistes pour l'accompagner dans son processus de recherche, de création ou de production de projets innovateurs. Financée par des mécènes privés dont elle porte les prénoms, et gérée par le Fonds culturel national, la bourse est octroyée sur base d'un appel à projets à tous les artistes ou collectifs d'artistes de nationalité luxembourgeoise ou résidant au Luxembourg, sans critère d'âge. Après Yann Annicchiarico en 2020, puis Aline Bouvy l'année suivante, Émilie Brout & Maxime Marion étaient les lauréats en 2022. « L'idée n'est pas seulement de donner de l'argent, mais de créer des liens et de rester en contact dans la durée », expliquait un des deux frères au *Land* (04.03.2022). Les dossiers de candidature sont à remettre avant le 30 juillet. Ils seront examinés et sélectionnés par un jury qui désignera le lauréat. [fc](#)

P R O G R A M M E

Reboot

La prochaine saison des Rotondes sera la dernière dans la configuration actuelle du site. Les grandes manœuvres commenceront dans un an avec la rénovation de la Rotonde 2, la mise en place de salles de répétition et de conférences, la modernisation de la Black Box et de l'accueil à la Container City ainsi que la création d'un nouvel espace de restauration. Des travaux prévus pour durer plus de trois ans qui obligeront les responsables à repenser leur programmation. Une adaptabilité qui ne fait pas peur à Steph Meyers, le directeur : « On a l'habitude du changement. L'équipe est toujours un peu en transition, après l'année culturelle de 2007, l'installation au Carré à Hollerich, le retour ici à Bonnevoie... » Le programme de la saison 2023–2024 doit donc marquer les esprits. On y retrouve cependant les grandes options traditionnelles des lieux : spectacles vivants, expositions, labos, concerts, marchés, conférences...

On compte pas moins de 74 spectacles, dont sept coproductions et une création maison. Ce sera *Minuit*, un concert dessiné avec Florence Kraus et Grégoire Terrier à la musique et l'illustratrice Sophie Raynal. Mais il faudra attendre le

mois de novembre. Les rendez-vous comme *Fabula Rasa* ou *Chrëschtdéeg* reprennent du service. En janvier l'exposition *Turn On*, consacrée aux animations mécaniques devrait attirer du monde, après le succès de *Flipp Off*. Le volet participatif est toujours mis en avant à travers les ateliers et labos qui totaliseront 737 heures où les esprits créatifs du jeune public seront mobilisés.

Les nombreux marchés qui émaillent le calendrier attirent toujours les foules. L'année dernière, la *Geek Foire* a elle seule a ramené 2 500 visiteurs. Le *Super Maart* de rentrée, le *Eat it* et ses food trucks, la foire aux disques ou celle des vélos retrouvent leur place dans le calendrier. Tout comme les festivals et cycles à succès créés avec des partenaires, *Game On*, *Light Leaks Festival*, ou *Queer Loox*.

Les Rotondes mettent en place un programme spécial pour l'été. Bien sûr, les *Congés Annulés* feront danser pendant tout le mois d'août avec des découvertes musicales. L'installation *Voie 15* est plus qu'un clin d'œil à la proximité de la gare. C'est une énorme sculpture, qui reproduit – grandeur nature – une locomotive, des rails et les assises, chariots à bagages, tableau d'affichage... À son lancement, tout était d'un blanc immaculé. Aujourd'hui, les visiteurs et les artistes sont invités à décorer le tout (photo : Sven Becker). [fc/nc](#)



Guerre et Paix

Marianne Brausch

Jeff Weber et la bombe d’Hiroshima, Caecilia Tripp et l’émancipation afro-américaine. Photographie politique au CNA et à la BNL



Jeff Weber au Centre national de l’audiovisuel

L’humanité s’était promis « plus jamais ça » après le largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki par les Américains qui y eurent recours, pour la reddition du Japon à la toute fin de la Seconde guerre mondiale. Les pilotes se suicidaient en laissant tomber leurs avions en piqué sur les navires de la flotte américaine dans le Pacifique plutôt que d’accepter la défaite.

La guerre froide allait rapidement scinder le globe en deux camps aux idéologies opposées, le libéralisme américain et le communisme soviétique, les uns craignant autant que les autres une nouvelle domination de « l’adversaire idéologique sur l’Europe ». « Plus jamais ça » était un vœu pieux, au vu des conflits territoriaux et des horreurs des guerres qui suivirent, touchant les populations civiles et les conscrits des armées. Prônant une fraternité universelle, l’exposition *The Family of Man*, qui rappelés le fut exposée dans le monde entier, y compris dans le bloc soviétique, était aussi une douce utopie.

La partie luxembourgeoise de l’histoire est connue : suivant le vœu d’Edward Steichen en 1966, les photos originales de la dernière version itinérante intégrale de l’exposition étaient données à son pays natal par le gouvernement américain. Steichen, avait initié l’exposition lorsqu’il était à la tête du département de photographie du MoMA (Museum of Modern Art de New York). « 503 photographies en tout, de 273 auteurs originaires de 68 pays dont Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Dorothea Lange, Robert Doisneau, August Sander, Ansel Adams », précise le Centre national de l’audiovisuel. Le Grand-Duché hérita aussi de la mise en espace, montrée pour la première fois en 1955, puis dans plus de 160 musées, avant d’être installée au château de Clervaux en 1994, selon les vœux de Steichen. Il n’est pas besoin de dire que *The Family of Man* a souffert des manipulations, des déplacements, des variables hygrométriques lors de ses nombreux voyages de par le monde. Une première restauration des images avait été réalisée avec le Studio Berselli de Milan, puis entre 2011-2013 au CNA même, avant le renouvellement de la mise en espace par NJoy architecture inside.

L’exposition *Image Storage containers* de Jeff Weber au rez-de-chaussée du CNA montre la photographie de l’essai de la bombe à hydrogène qui a précédé le largage sur Hiroshima. La manière même dont Jeff Weber a choisi de conceptualiser sa mission photographique et la mise en espace au cordeau par la curatrice Michèle Walerich, soulignent l’ambivalente et lancinante interrogation de savoir

Jeff Weber a conceptualisé ce qui s’est passé en-dessous du champignon atomique

pourquoi l’être humain semble incapable de ne pas franchir la ligne rouge des horreurs de la guerre.

Les vues de Jeff Weber sont prises en plongée dans le haut espace du studio des prises de vue du CNA. On voit le nuage atomique par-dessus, comme si on était le pilote de l’avion qui a largué la bombe, le 6 août 1945. Une autre image montre la restauratrice Sylvia Rocali qui œuvre à son travail avec concentration professionnelle. On ne sait pas si elle a l’esprit que 62 000 bâtiments furent détruits sur 90 000, 75 000 personnes tuées sur le coup et 50 000 morts dans le mois qui suivit.

Jeff Weber a conceptualisé ce qui s’est passé en-dessous du champignon atomique en reconstruisant à l’identique un des caissons de conservation des photographies de *The Family of Man* dans les archives du CNA avant l’installation à Clervaux. Ses prises de vue en noir et blanc, (gelatin silver print, 2012, Erna Hecey Gallery) sont toujours vues de face, toujours à même distance, toujours à la même hauteur. Seul l’éclairage varie sur les six prises exposées en un alignement régulier, où il n’y a que les ombres qui diffèrent.

L’objet de *Image Storage containers*, ce sont ces ombres du caisson, qui symbolisent celles des victimes désintégrées sur les murs d’Hiroshima, dans la position qui était la leur lors de la déflagration. Interroger « plus jamais ça », qui pourrait être le sous-titre de *Image Storage containers*, et la vision humaniste de *The Family of Man*, telle est la question aujourd’hui à l’heure de la guerre que mène la Russie de Vladimir Poutine contre l’Ukraine.

Tandis qu’au CNA Jeff Weber évoque un rêve humaniste à but pédagogique, la Bibliothèque nationale du Luxembourg présente six grandes photographies de Caecilia Tripp. Le titre de la série *Sleeping with Books* sied à ce lieu à l’atmosphère de silence studieux dédié à l’apprentissage du savoir et de la connaissance. *Sleeping with Books* évoque le discours du pasteur Martin Luther à Washington, « I have a dream », lors de la Marche pour l’emploi et la liberté des Afro-Américains, le 28 août 1963.

La connaissance n’est pas un acquis, c’est une lutte. Nadine Esslinger de la BnL et commissaire de l’exposition, a rassemblé dans trois vitrines (l’une à l’entrée, deux en tête de la première rangée des rayonnages à l’étage 2-Arts) les livres politiques de Malcolm X et Angela Davis, poétiques d’Edouard Glissant et James Baldwin. *The Usual Suspect* de Carrie Mae Weems, qui dénonce le suprématisme blanc et des photographies anciennes anthropomorphes de préjugés physiques ethniques. Ils sont à la base du travail photographique de Caecilia Tripp où la main d’une personne de couleur est posée sur ou sous un de ces livres, sur une couverture, un drap de lit, propice à la lecture.

On espère que les visiteurs feront le lien, car on a du mal à repérer l’emplacement de l’accrochage. C’est tout au bout du rez-de-chaussée, sur un mur de béton brut, un des rares endroits, sinon le seul où exposer dans la salle de lecture principale. Aussi inimaginable que cela paraisse au 21^e siècle, les architectes de la BnL Bolles & Wilson ont imaginé une œuvre d’art totale, qui n’admet rien d’autre qu’elle-même.

Il est difficile, dans les reflets des lampes innombrables d’une bibliothèque – qui participent aussi de leur atmosphère magique comme la salle Labrousse, à la Bibliothèque Richelieu à Paris ou l’édifice de Hans Scharoun à Berlin – de visualiser les photographies de Caecilia Tripp des tirages Diasac brillants (Caecilia Tripp et Erna Hecey Office). L’émancipation évoquée par Tripp est difficile à voir, alors que *Sleeping with Books* est une belle illustration de *Rethinking Identity*, le thème de l’EMoP 2023. ●

Image Storage containers, de Jeff Weber, est à voir jusqu’au 1^{er} octobre au CNA à Dudelange. *Sleeping with Books*, de Caecilia Tripp, est à voir à la BnL à Luxembourg Kirchberg jusqu’au 19 septembre

FILMS MADE IN LUXEMBOURG

Le choix de partir

Grande lauréate des Deutscher Filmpreis en 2018 avec son précédent film, *Drei Tage in Quiberon*, Emily Atef poursuit son analyse de la fin de vie au féminin dans *Plus que jamais*, un drame porté par une magnifique Vicky Krieps.

Hélène ne va pas bien. Dès les premières images on sent qu’elle n’y arrive plus, qu’elle est à bout. Elle se prépare, s’habille, puis se déshabille. Elle n’a pas envie, mais surtout, elle ne semble pas vraiment avoir la force pour. Physique, psychologique ? On ne tardera pas à la savoir. Mathieu, son mari, va gentiment la forcer et l’habiller. Le couple se rend chez des amis, pour une soirée. Les « c’est super que tu sois venue » et les « ça fait plaisir de te voir » dits sur un ton grave avec lesquels les amis l’accueillent conforte cette impression. Les mouvements lents d’Hélène et son air absente finissent par confirmer les premières sensations du spectateur.

Et voilà que la réalisatrice franco-germano-iranienne Emily Atef, à qui l’on doit également *Molly’s Way* et *Das Fremde in mir*, lâche le morceau. Un uppercut mis directement dans la bouche du personnage principal, alors que pendant la soirée, une de ses amies tente de lui cacher sa grossesse. « Pourquoi tu mens ? Tu crois que ça ne me fait pas plaisir de savoir que t’es enceinte ? » Elle poursuit : « Oui, je suis malade (...) et je vais peut-être mourir » avant de conclure : « Arrêtez de vous comporter comme ça avec moi ! C’est humiliant. »

Le décor est planté, on ne saura pas grand-chose du contexte, de cette bande d’amis, du couple que forment Hélène et Mathieu, de leur amour, de leur passé, de leur travail, de la raison pour laquelle ils n’ont pas d’enfants ; ce n’est pas le sujet. On saura en revanche plus tard qu’Hélène souffre d’une FPI, une fibrose pulmonaire idiopathique et que la jeune femme étouffe. Une maladie rare dont on ne guérit pas. Seule façon de s’en sortir vivant, une transplantation de poumons ; à condition, bien sûr, de trouver un donneur compatible et que le corps du receveur ne fasse pas un rejet.

Mais Hélène refuse. Au grand désespoir de Mathieu qui, égoïstement, voudrait qu’elle se batte. Elle ne veut pas attendre, elle ne veut pas souffrir, elle ne veut pas risquer des complications et elle ne veut pas passer le reste de sa vie à l’hôpital. Elle s’est fait une raison, sa fin est proche autant vivre le peu de temps qu’il lui reste comme elle l’entend et pas comme ses proches ou ses médecins le voudraient.

En tapant un jour sur un moteur de recherche « What to do when you are dying » elle tombe sur le blog de Mister. Contrairement à toutes les autres publications sur la fin de vie, ici pas de commentaires « stupides » de « vivants qui ne peuvent pas comprendre les mourants » note le blogueur malade qui avoue sans détours détester les gens en bonne santé. Juste des photos et la réalité sur la maladie et la mort qui approche. Une complicité va naître entre les deux condamnés. Ils vont s’écrire, se parler par visioconférence et Hélène décidera, une nouvelle fois malgré l’avis

contraire de son mari, de se rendre chez Mister, au centre de la Norvège. Tant pis si le voyage en train et en bateau dure plusieurs jours. « J’ai besoin de partir, d’aller loin, de trouver du temps pour moi, du silence pour réfléchir, retrouver de la légèreté » dira-t-elle.

Dans cet univers de lumière – c’est l’été, le soleil ne se couche pas –, de nature à perte de vue et d’eau limpide, élément important pour Hélène, (on sent que Vicky Krieps a grandement influencé la réalisatrice), elle va connaître une sorte de renaissance. Tant pis si le temps semble plus que jamais compté.

À la fois intimiste et grandiose *Plus que jamais* est poignant

Plus que jamais est un drame sur la fin de vie qui ne se cache pas sous des faux airs de comédie dramatique ou autre. On est dans un drame et c’est pleinement assumé. La metteuse en scène parvient néanmoins à le faire avec une certaine légèreté. Après tout, « la mort, les morts, font partie de la vie », rappelle Mister. Finalement ce sont les vivants, les non-malades qui alourdissent la situation, qui refusent de voir leurs proches partir.

Tout en montrant la souffrance – parfois on a l’impression d’étouffer en même temps qu’Hélène tellement l’interprétation de Vicky Krieps est juste et poignante –, Emily Atef montre aussi la résilience, l’acceptation de la mort de ces gens trop vieux ou trop malades et qui sont prêtes à partir. C’est la souffrance qu’il faut bannir, pas le décès !

Le film à la fois intimiste, par son casting réduit à trois personnages et une Vicky Krieps omniprésente, et grandiose par ses décors incroyables dans la nature norvégienne, est poignant. Poignant par son sujet mais également par ses choix artistiques – avec cette caméra qui scrute le corps d’Hélène sans voyeurisme mais avec sensualité, par une musique discrète mais présente... Il est poignant enfin, malgré lui, par le fait d’être le dernier du regretté Gaspard Ulliel décédé l’an dernier à suite d’un accident de ski à seulement 37 ans. C’est lui Mathieu ; et il donne à ce rôle de mari aimant refusant d’accepter la mort de sa compagne tout en la laissant faire ses derniers choix, une incroyable force tranquille. Un parfait contre point à Hélène, femme forte et fragilité à la fois.

Bien écrit, bien mis en scène, merveilleusement interprété... ce *Plus que jamais* est un drame magnifique. Pas un film tire larme pour autant, mais un film qui fait réfléchir sur la mort et tout ce qui l’accompagne. ● Pablo Chimienti



Gaspar Ulliel et Vicky Krieps

DANSE

Des corps libérés

Godefroy Gordet

En mars 2021, DeLaVallet Bidiefono présentait *Utopia / Les Sauvages* au CDN de Rouen, dont il était *artiste associé*. Une tournée à succès plus tard, les Théâtres de la Ville de Luxembourg accueillent pour la première fois le chorégraphe congolais, dans le cadre du cycle « vivre ensemble », et du focus « nouvelles dramaturgies », dans lequel s'inscrit ce spectacle

« débordant de couleurs, de vitalité et d'humanité », comme le mentionne le programme, à juste titre.

Encensé dans tout le monde du spectacle vivant, le travail de Delavallet Bidiefono s'étire de la danse au théâtre, en passant par la musique. « Je vous prie de croire que faire de la danse

contemporaine à Brazzaville c'est un combat, véritablement », expliquait David Lescot en introduction à une performance qu'ils menaient ensemble lors d'un colloque à l'Université de Paris 8. C'est à Brazzaville, ville martyre, que le créateur étudie la danse, y fait ses premières créations chorégraphiques, et se fait un nom sur les scènes internationales. Interprète, chorégraphe, formateur, et metteur en scène, dans la mesure où il conçoit ses spectacles dans leur entièreté, Bidiefono est présent à tous les niveaux de ses créations. Il navigue également dans les plus prestigieux cadres du théâtre contemporain.

Utopia / Les Sauvages est un spectacle intense et physique sur la question du vivre ensemble. DeLaVallet Bidiefono formule les rêves d'une vie meilleure, d'un monde où l'on vivrait ensemble. C'est aussi une forme d'autobiographie du chorégraphe. Lui qui est né en République du Congo, à Pointe Noire, dans une ville côtière, une porte vers le monde. Lui qui partout dans son travail évoque aussi cette question de l'ailleurs, d'y trouver ses repères, s'y reconstruire sans perdre ce que l'on est, tel le grand défi du voyageur. DeLaVallet Bidiefono a eu très tôt besoin d'aller vers les autres, de rencontrer la différence, d'aller vers quelque chose qu'il n'a pas. De la côte, il migre vers Brazzaville en 2001, où il rencontre d'autres danseurs et crée son espace. *Utopia / Les Sauvages* raconte en quelque sorte ce parcours personnel, « sa propre traversée », comme il le dit, et l'explique encore, « c'est un spectacle qui parle de la différence, de la diversité et du défi que l'humanité n'arrive pas à relever, c'est-à-dire le vivre-ensemble. Le rapport à l'autre, chuter, se relever, le voyage, les migrations, de ces personnes qui traversent les océans pour trouver un endroit où il y a plus de paix ».

Sur scène la musique d'Armel Malonga donne le rythme aux corps de neuf danseurs et danseuses, pour que ceux-ci imitent la traversée de la vie. Les danseurs sont tous différents, avec des morphologies et identités très disparates. Le titre, *Utopia / Les Sauvages*, rappelle cela, au premier degré, étant d'abord

une réponse à l'idéologie coloniale durant laquelle des gens « différents » étaient traités de sauvage. Qu'ils soient différents, ces corps sont ici, comme toujours chez Bidiefono traversés d'énergies communes que les interprètes font circuler en communion. Et puis, on nous raconte aussi cette liberté des corps, « qui circulent, qui courent, qui veulent juste aller vers les autres, les corps qui ouvrent les portes, luttent, pour être libres », comme le commente encore l'artiste africain. « Pour faire une crise cardiaque, il faut d'abord avoir un cœur, mais les gens n'ont pas de cœur, parce qu'ils n'en ont jamais eu. Alors ils vont mourir de quoi », lance en crescendo vers un cri, l'immense showrunner qu'est le musicien Armel Malonga. Le texte qui lie chaque morceau du spectacle est d'une puissance folle, écrit pour l'occasion par Dieudonné Niangouna, ami de longue date du chorégraphe. Ces mots servent de partition à la troupe, solide appui pour narrer cette histoire qui raconte l'humain.

En tous points, *Utopia / Les Sauvages* nous embarque dans un trip entre intérieur et extérieur, de propos forts et incisifs, à des images posées à la scène comme autant de paysages picturaux. La pièce, dès le début, percute. Ce sont certainement les corps qui invitent à cette sensation, ceux-là attirés par la puissance scénique qui se loge dans des décors mouvants, faits de rien et pourtant d'une efficacité évocatrice sans pareil, ou encore dans la configuration musicale omniprésente, celle-ci opérant dans un cadre strict, permettant pourtant l'improvisation, et donc, la liberté. Car si tout semble posé, chorégraphié, écrit, chaque scène, autre « ville monde » pour le chorégraphe, nouvelle « terre d'accueil » pour la troupe, permet une réécriture, semble pousser à une liberté artistique à chaque fois nouvelle, une folie créatrice, même parfois... Et pourquoi pas, après tout, DeLaVallet Bidiefono le confie lui-même dans sa note d'intention, « certains pourraient croire que je vis en nomade, une sorte d'exil qui ne serait jamais définitif, d'autres au Congo, mes amis, peuvent m'appeler 'le fou qui voyage' ». ●

GRANDE RÉGION

Et tourne la chance

Loïc Millot

La conquête des jeunes générations se poursuit au Centre Pompidou-Metz avec *Bonne Chance*, vaste déambulation conçue à la façon d'un jeu par Michael Elmgreen et Ingar Dragset, un duo norvégien connu notamment pour ses configurations loufoques en Europe comme aux États-Unis. *Bonne Chance* est une installation à échelle 1 qui s'étend à tout l'espace : du hall d'entrée au Forum, en passant par les toits des galeries et la nef. Chacun est invité à se frayer un chemin dans ce labyrinthe de la vie, ou à le contempler de haut au moyen de l'ascenseur, véritable colonne vertébrale de ce parcours immersif. La scénographie joue alors pleinement le jeu, comme lorsque se présentent par exemple des parois déchiquetées (par on ne sait quel cataclysme) ou qu'un œil géant, tel big brother, est tourné vers l'espace public depuis la baie vitrée de la galerie 1 (Souriez, vous êtes filmés !). On voit alors les choses en grand : aussitôt passée l'entrée, le public se trouve nez à nez avec un immeuble de dix mètres de haut

et une vieille Mercedes des années 80. Une capsule temporelle privée d'humains, qui fascine autant par sa monumentalité que par son traitement hyper-réaliste — un courant revenu ces derniers mois sur le devant de la scène depuis le succès de l'exposition qui a tourné un peu partout, de Liège à Bilbao (*Hyperréalisme. Ceci n'est pas un corps*).

Bonne chance, on le sait bien, peut s'entendre dans un sens positif ou négatif ; cela dépend du ton que l'on emploie, de l'intention, du contexte d'énonciation... Ici, l'appel à la fortune prend manifestement une inflexion ironique, voire sinistre, au fur et à mesure que l'on avance et y découvre un univers froid, d'inspiration plus ou moins dystopique, où règne la grisaille des ordinateurs, d'un laboratoire, d'une morgue, ou d'une salle de vidéosurveillance où l'on se découvre filmé à notre insu sur des écrans. On ne saurait mieux imiter les formes les plus actuelles du néolibéralisme. Quitte, pour renforcer cet effet, à verser dans le phénomène ou à effacer les moyens conventionnels permettant habituellement au public de s'initier à la démarche curatoriale – exit les cartels, les titres d'œuvres ou le découpage didactique du parcours en chapitres. Seul le livret mis à disposition à l'entrée réunit ces précisions et permet d'en saisir l'entreprise, ses contours, ses finalités.

Ce jeu sans joie dont les formes dés- ou post-humanisées nous sont malheureusement que trop familières, reconduit plus qu'il ne suspend l'idéologie qu'il prétend mettre en crise. Il révèle surtout l'incapacité des deux artistes à réenchanter le monde et à l'extraire des logiques dominantes qui le gouvernent ou le traversent. Une différence notoire par rapport à un artiste comme Maurizio Cattelan par exemple, que Chiara Parisi, actuelle directrice du Centre Pompidou-Metz et commissaire sur *Bonne Chance*, a largement contribué à faire connaître en France suite à l'exposition qu'elle avait organisé en 2016 à l'Hôtel de la Monnaie de Paris (*Not Afraid of Love*). Là où les œuvres de Cattelan mêlent habilement humour, fantaisie et critique de la société, on circule, avec Elmgreen et

Dragset, dans un environnement monotone, synthétique, nourri de références en tout genre, à la croisée de la dystopie, des jeux vidéo, de l'actualité pandémique, de la vie quotidienne, et peut-être plus encore du cinéma où nombreuses sont les installations à s'inspirer de scènes de crime. C'est toutefois rare que l'on y rie, que l'on s'y amuse. Ce constat est d'autant plus navrant que l'on sait combien Elmgreen et Dragset en sont capables. On a encore en tête la boutique Prada que ces derniers

avaient édifié en 2005 le long d'une route, en plein désert texan, à destination de personne (*Prada Marfa*). Ou, dans une même veine délicieusement impertinente, la sculpture équestre chevauchée par un enfant qui fut provisoirement installée à Londres, sur l'un des quatre piédestaux de Trafalgar Square, qui renverse la symbolique du pouvoir au profit d'un éloge de l'enfance et de la confiance dans les générations futures, ainsi que nous le rappelle son titre (*Powerless Structures, Fig. 101*). On

aurait aimé un propos aussi généreux et subtil que celui-ci pour l'exposition du Centre Pompidou-Metz, première manifestation en France consacrée au duo scandinave. ●

Exposition Elmgreen & Dragset. *Bonne chance*, jusqu'au 1^{er} avril 2024 au Centre Pompidou-Metz

Ici, l'appel à la fortune prend manifestement une inflexion ironique, voire sinistre

Un jeu sans joie de formes déshumanisées



FUNDAMENTAL MONODRAMA FESTIVAL

Enfance massacrée

Josée Zeimes



Juliette Moro
donne vie à son
personnage

Avec *La poupée barbu*, le Fundamental Monodrama Festival a démarré par un « seul en scène » qui plonge le spectateur dans les ravages d’une guerre fratricide au Cameroun, vécus par une adolescente dont on se demande si, marquée par la guerre, la peur, les luttes qui l’étouffent, la jeune Bénédictha pourra un jour se remettre et renouer avec une vie en paix.

L’auteur, metteur en scène et comédien camerounais Edouard Elvis Bvouma, récompensé notamment pour *La poupée barbu*, montre le sort des enfants en temps de guerre, en donnant la parole à une adolescente qui a perdu ses parents, sa maison, ses rêves et aspirations. Elle a été enlevée puis enrôlée dans un groupe de soldats rebelles. Victime d’un viol collectif par des combattants de l’ethnie rivale le jour de son enlèvement, puis au service du commandant du groupe, elle est tombée enceinte, a essayé de tuer le bébé qu’elle ne peut accepter puis s’est

enfui. D’un camp de réfugiés où elle est placée, elle s’est enfuie pour retrouver le jeune soldat qui l’a sauvée dans un premier temps des griffes des soldats.

Mais il reste silencieux. Boy Killer, un enfant-soldat, est pour l’adolescente une présence et elle lui raconte dans un long monologue – d’abord avec des mots de petite fille, puis de jeune fille lucide – ce qu’elle a vécu, ses peurs, ses combats et ses rêves anéantis.

Dans une scénographie très évocatrice, signée Anouk Schiltz, un espace de bric-à-brac délimité, dans la forêt, mais surtout un refuge pour la jeune fille, s’accumulent objets d’usage courant, souvenirs, notamment un grand parapluie troué, qui symbolise la précarité de l’endroit. Suspendue en évidence, une kalachnikov, sa kalach dit-elle, objet de défense, de survie, puis l’attention se focalise sur une poupée en chiffons représentant

Boy Killer, le confident, le réceptacle des paroles de l’adolescente mais aussi une présence rassurante.

Dans cette construction précaire, sa maison, son univers, qui semble « prendre vie » sous les discrets effets de lumière d’Antoine Colla, vit Bénédictha (interprétée par Juliette Moro), enfouie dans son vécu ou en alerte, aux aguets au moindre signe de vie à l’extérieur. Elle veut se battre pour se venger. Au fur et à mesure du déroulement de ses souvenirs qui reprennent vie, elle se montre combative, enragée ou en attente, enfouie en elle-même. Parfois elle semble redevenir enfantine, un brin espiègle. Régulièrement elle court se réfugier auprès de Boy (ou de la figure qui le représente). Blottie contre lui, elle trouve compréhension, chaleur et courage pour reprendre les mots qui relatent le chemin de son calvaire.

Guidée par la mise en scène sensible et inventive d’Anne Brionne, qui exploite bien les possibilités offertes par la scénographie, la comédienne Juliette Moro donne vie à son personnage, elle campe une adolescente alerte, courageuse et attachante. Elle pourra peut-être montrer davantage sa blessure intérieure et la férocité enracinée dans le personnage et surtout, elle parle trop pour elle-même, oubliant le public attaché à l’histoire.

Lucide, perspicace Bénédictha dénonce les sévices subis mais aussi la position de la femme dans la société africaine, au service des hommes. Elle évoque les inégalités entre les sexes et s’interroge sur l’avenir de son pays. Sa parole est utilisée comme un témoignage mais aussi comme une conjuration, une sorte d’exorcisme. Peut-elle retrouver une paix intérieure et vivre humainement ? Ou restera-t-elle marquée à vie par les atrocités subies ?

La poupée barbu, un spectacle à voir absolument. ●

Au Théâtre du Centaure les 28 et 30 juin à 20h00, le 29 juin à 18h30. La pièce sera aussi reprise la saison prochaine

« Ecrire, écrire, écrire... »

Karine Sitarz

La treizième édition du Fundamental Monodrama Festival s’est achevée le week-end dernier à la Bananefabrik où pendant dix jours il a donné à voir moult performances. Nous y étions samedi dernier pour une soirée qui restera longtemps en mémoire. En effet, nous y avons découvert en première mondiale une pépite : *Après une longue Apnée* de et avec le Congolais Julien Mabilia Bissila, mis en scène par le Nigérien Bété, complice de Steve Karier et de son festival depuis 2011, et coproduit par Fundamental et Forge Arts.

Après une longue Apnée est un texte fort et personnel, beau et subtil, poétique et humoristique, qui, au départ, n’a pas été pensé pour la scène. Ce récit autobiographique de Julien Mabilia Bissila, qui est auteur mais aussi comédien et metteur en scène, dit la nécessité d’écrire : « L’écriture vous fait revivre, elle vous donne quelque chose de vital ». Ce texte aux résonances plurielles, historiques et contemporaines, s’entend comme confidence, entre témoignage, essai critique et journal intime, pour celui qui, en 1997, a connu et fui la guerre civile qui a ravagé son pays, le Congo-Brazzaville. Une écriture qu’il dit lui-même cathartique et qui n’a été possible que des années plus tard, « après une longue apnée ». Car comment dire l’horreur de la guerre, nommer l’innommable, les massacres, les viols, les

exactions, comment dire l’impuissance face à la barbarie et la culpabilité, comment revenir à la vie et se reconstruire ? « Ecrire, écrire, écrire... », refaire le chemin vers ce passé traumatique pour témoigner, se raconter, dire pour ne pas oublier car « le silence est une torture ».

La parole prend une nouvelle dimension au plateau. Le comédien fait résonner les mots et donne du relief au récit. Julien Mabilia Bissila fait entendre des épisodes très intimes. Flashback. Nous sommes en 1997. Une foule est en route fuyant la guerre, les camps de réfugiés sont tenus par les Angolais, les cruels miliciens et les « ingénieurs du sang » commettent le pire. Partout des cadavres, des viols, le chaos, les populations qui ont faim, la prison à ciel ouvert, « la saison des obus » qui a démarré, le silence des médias, le train avec une centaine de soldats sur le toit, la longue marche vers la forêt, le couloir humanitaire... Les souvenirs rejaillissent, fragmentés, morcelés, déchirés. Julien Mabilia Bissila évoque ses rencontres sur le chemin de l’exode, Rosie et son fils, il repense à ses proches « ma mère c’est aussi les femmes que j’ai rencontrées », retrouve la case de sa grand-mère au retour à Brazzaville, raconte l’écriture de *Crabe rouge*, récit dédié aux disparus du Beach, évoque l’ami Alino, le besoin de vérité et la colère qui fait écrire.

Avec humilité et dignité, Julien Mabilia Bissila revient sur des moments douloureux et traumatiques, sur la jeune fille qui l’implore : « Tonton Julien, ne me laisse pas partir avec eux », lui, caché, impuissant face à « la ferraille de Monsieur Kalash ». Des mots qui resurgiront avec force et en boucle tout au long de ce spectacle poignant (le comédien retournant à la fin vers le fond de la scène, là où le récit a commencé). La mise en scène de Bété est simple et inspirée, sobre et juste, respectueuse du texte et du comédien. Julien Mabilia Bissila joue avec les mots et les silences, avance par étapes et avec nuances dans son récit, investit judicieusement l’espace scénique, s’approchant du public ou s’en éloignant, l’interpellant parfois tout comme il interpelle un musicien qui joue live.

Une belle économie de moyens est à l’œuvre dans un subtil jeu de lumières et dans une scénographie qui repose sur quelques objets bien choisis : deux lampes torches qui tracent un chemin imaginaire (spatial et temporel, réel et mental, nocturne et diurne), une petite table avec machine à écrire installée face au public et, sur le côté, une mini scène qui accueille le musicien. Landry Padonou, merveilleux multi-instrumentiste (clarinette, saxophone, flûte, voix...), ponctue habilement le récit de ses musiques et de ses sons alors qu’un bruit de fond on entend tout au long du spectacle les murmures de petits oiseaux.

Après une longue Apnée de Julien Mabilia Bissila/Bété, un récit de l’urgence, une parole essentielle, un spectacle remarquable et plein d’humanité qui fait réfléchir et grandir. ●

Monolabo

Le Fundamental Mondodrama Festival c’est aussi des *Monolabos*, *works in progress* et petites formes captées en cours de création par de jeunes artistes, parfois aussi moins jeunes. C’est le cas de *Je ne suis pas doué pour le malheur* de et avec Valérie Bodson, comédienne chevronnée, qui, en ouverture de son spectacle, a rappelé, non sans humour,

qu’habituellement « le Monolabo est réservé à la jeunesse montante » mais qui a relevé le défi quand on lui a demandé de « se frotter à l’écriture ». Son écrit autobiographique revient sur quelques épisodes marquants, joyeux ou douloureux, de sa vie, le tout pimenté de belgitude et avec un accent hautement revendiqué. Un essai ! ks

Julien Mabilia
Bissila



Francophonie en Limousin

KINO

Spaghetti-Noir

Die übersichtige Kamerafahrt über die lichtdurchfluteten Straßen Mailands bei Nacht, dazu die Elektromusik, die die Kameraarbeit untermalt, reichen vollends, um mit wenigen Mitteln die Ästhetik des Neo-Noir-Thrillers zu evozieren, die für *L’ultima notte di Amore* prägend sein wird. Für den Noir-Film spricht allein schon die etwas komplexe und auf Verwirrung zielende Erzählung: Ausgerechnet am Tag seiner Pensionierung wird der Polizeileutnant Franco Amore (Pierfrancesco Favino) zu einem Tatort gerufen, an dem sein bester Freund und langjähriger Partner Dino (Francesco Di Leva) bei einem Schusswechsel getötet wurde. Doch die Umstände seines Todes lassen Fragen offen, die auch Franco selbst in den Mittelpunkt rücken.

Der italienische Regisseur Andrea Di Stefano hat mit *L’ultima notte di Amore* einen sehr atmosphärisch düsteren und existenzialphilosophischen Thriller geschaffen: Unerwartete Wendungen strukturieren den Film auf besondere Weise, Pierfrancesco Favino spielt wie auch in Marco Bellocchio’s *Il traditore* einen ganz zwielichtigen Protagonisten, der zwischen die Fronten gerät. Da wie hier wird ein Geflecht von Loyalitätskonflikten, Machtstrukturen und Werteverlusten in einer Gesellschaft ansichtig, in der Festnahme oder Flucht in letzter Konsequenz wie ein Akt der Befreiung wirken. Schon seine aufwendige Titelsequenz, die mit einer ausschweifenden Kamerafahrt über die glitzernde Stadt schwebt, lässt erahnen, wohin seine Geschichte führen wird: Es sind Bilder der Verführung, die ganz den Glanz reiner Oberflächenstrukturen zelebrieren – ja, denen man verfallen will.



Indiana Production

Pierfrancesco
Favino

So auch Franco Amore, der einem Juwelenraub für die chinesische Mafia nicht widerstehen kann; er scheint da zunächst als der rechtschaffene Carabinieri, danach als der zwielichtige Korrupte, in allen Fällen ist er aber der unerbittliche Individualist, den Favino mit mal harter und mal zarterer Miene gibt. Er ist ein Mann, der sich nicht korrumpieren lassen will, dem die jetzigen Lebensumstände – die Hinweise auf sein prekäres Gehalt sind mit Bedacht gesetzt – indes nicht genügen. Geld sei der Teufel in Person, heißt es an einer Stelle und *L’ultima notte* zeigt die zerstörerische Macht, die dem Kapital innewohnt, das Habsucht und Verderben auch bei so pflichtbewussten Ordnungshütern hervorruft. Auf der Kehrseite aber auch den Preis nicht auslässt, den er zahlen muss. Das fatalistische Moment des Noir-Films liegt da bereits in der narrativen Struktur der Handlung, in der Präsentation der Ereignisse: Schon zu Beginn scheint alles verloren, der Tatort steht fest, der Polizeikollege und engste Freund ist nicht mehr. Von da aus unternimmt Di Stefano eine ausschweifende Rückblende, die nach und nach die Umstände dieses Mordes aufdeckt. Dass sich die Fronten für Franco verwischen, resultiert letztendlich aus seiner Selbstverschuldung. Dass das gesellschaftliche, ausgelassene Feiern der Pensionierung im Privatraum aufgegeben wird für einen Transitraum, der Übergang und Fluchtbewegung suggeriert, steht hier symptomatisch für die Doppelexistenz, in der sich Franco selbst verfangen hat, denn der zentrale Schauplatz des Filmes ist nicht umsonst ein Straßentunnel: ein reiner Nicht-Ort, ein Transitraum, man durchquert ihn, bleibt indes nie dauerhaft. Das ist bezeichnend für die inneren Ängste und Sorgen dieses Mannes, der sich in einem permanenten Zustand der Schwelle, des Übertritts befindet. Für eine Bewegung zurück ins alte Leben ist kein Handlungsspielraum mehr gegeben, die Richtung nach vorne ist ungewiss. Franco Amore ist gefangen in diesem Zwischendasein, dem Wendepunkt seines Lebens. Regisseur Andrea Di Stefano schildert das Geschehen aus der Distanz, weder verurteilt er den Helden seines Filmes, noch strebt er eine Entschuldigungs-Narration an. Er beobachtet ihn vielmehr als Menschen in einer Extremsituation. Das offene Ende steht da umso mehr als Aufforderung an das Publikum, sich selbst zu positionieren. ●

Marc Trappendreher

Cas d’aspiration collective vers l’égalité

Karolina Markiewicz

La parole a été prise et elle a été portée, haut et fort

Depuis 2017, les femmes en masse et partout dénoncent les abus de pouvoir divers, les harcèlements, physiques et moraux, les injustices sexistes, les viols et les mortes aussi. On prononce « féminicides ». On les compte. Mais au pas au Luxembourg. D’ailleurs, dans la plupart des pays européens, le féminicide n’est pas inscrit dans le code pénal, il n’existe donc pas comme crime en tant que tel, pourtant la majorité des violences domestiques sont commises contre des femmes.

D’abord, ce sont les femmes de cinéma qui ont pris la parole, aux États-Unis et très rapidement avec une fulgurance inédite, le mouvement *#metoo* est devenu un événement historique et géopolitique. Il a traversé les continents, grâce aux réseaux sociaux, les différentes strates de société se sont rejointes. On a constaté, on l’a dénoncé : l’abus de pouvoir envers les femmes est partout.

Il semble nécessaire aujourd’hui de penser le féminisme et de s’interroger sur les termes qui ont suivi la tempête *#metoo* : la sororité, le masculinisme ou, moins contemporain, le machisme et peut-être aussi déjà l’adelphité. Il est important d’analyser ces mots dans une perspective d’historicité et de constater ce qui a bougé, ce qui a basculé depuis le féminisme des années soixante par exemple, de constater qu’il y a une continuité dans cette lutte. Par exemple, parce qu’on pourrait remonter plus loin encore, au début du vingtième siècle, Léon Abensour, historien du féminisme disait : « Le féminisme, c’est un cas d’aspiration collective vers l’égalité. »

Il est sans doute essentiel de constater comment ces mots circulent entre les femmes mais aussi entre les hommes et comment la parole se transmet et les lignes bougent, par où se passe les changements et ce qui manque encore.

La sororité consiste en une solidarité spécifiquement féminine, je dirais une coopération ou une entente

évidente entre femmes qui tend à la mise en place du féminin dans notre société, parfois même au remplacement du masculin par le féminin – c’est-à-dire de la pleine intégration des femmes et du féminin. Aussi bien en termes de langue qu’en termes de personnes, de femmes présentes à tous les niveaux de la société active et décisionnelle. Jusque dans les années 2000, nous avons revendiqué des droits, puis nous nous sommes attaqués aux images, lutté contre les stéréotypes, ce qui fut un peu une impasse dans cette lutte plus universelle vers l’égalité. En 2017, est arrivé *#metoo*, une rupture ontologique – une chance inouïe. On a vu depuis ce moment-là, une prise de parole massive, mais aussi la mise en place de plus en plus systématique des quotas féminins.

On souhaite désormais voir plus de femmes à des postes de responsabilité, des dirigeantes. On soutient davantage le *female gaze* au cinéma, les réalisatrices, leur vision, leurs mots, leurs scénarios, leurs productions. On soutient les artistes femmes, on voit plus d’exposition de femmes. Les femmes oubliées reviennent autour de la table de l’histoire et elles ne font plus le service.

À chaque poste clé directeur, on tend à vouloir désigner une directrice. « Le temps est venu », entend-on. Même au Luxembourg, une réalité plutôt paternaliste, on avance avec cette nouvelle vague. Le féminisme est revenu un peu plus dans les médias aussi. Mais qui sont ceux qui soutiennent ? Qui est, ce « on » ? Ce sont principalement des femmes déjà ancrées dans le féminisme qui nous a précédé, des féministes qui prônaient le féminisme du corps individuel, du *habeas corpus*, du *my body, my rights*, celui de la protection de ce corps, celui de la contraception, de l’avortement – du bien-être et de la violence aussi. Ici, aujourd’hui face à la voix implacable des femmes, les hommes suivent, ils acceptent même de devenir des frères de lutte, ils acceptent les quotas, les nouvelles structures, une nouvelle pensée. Cer-

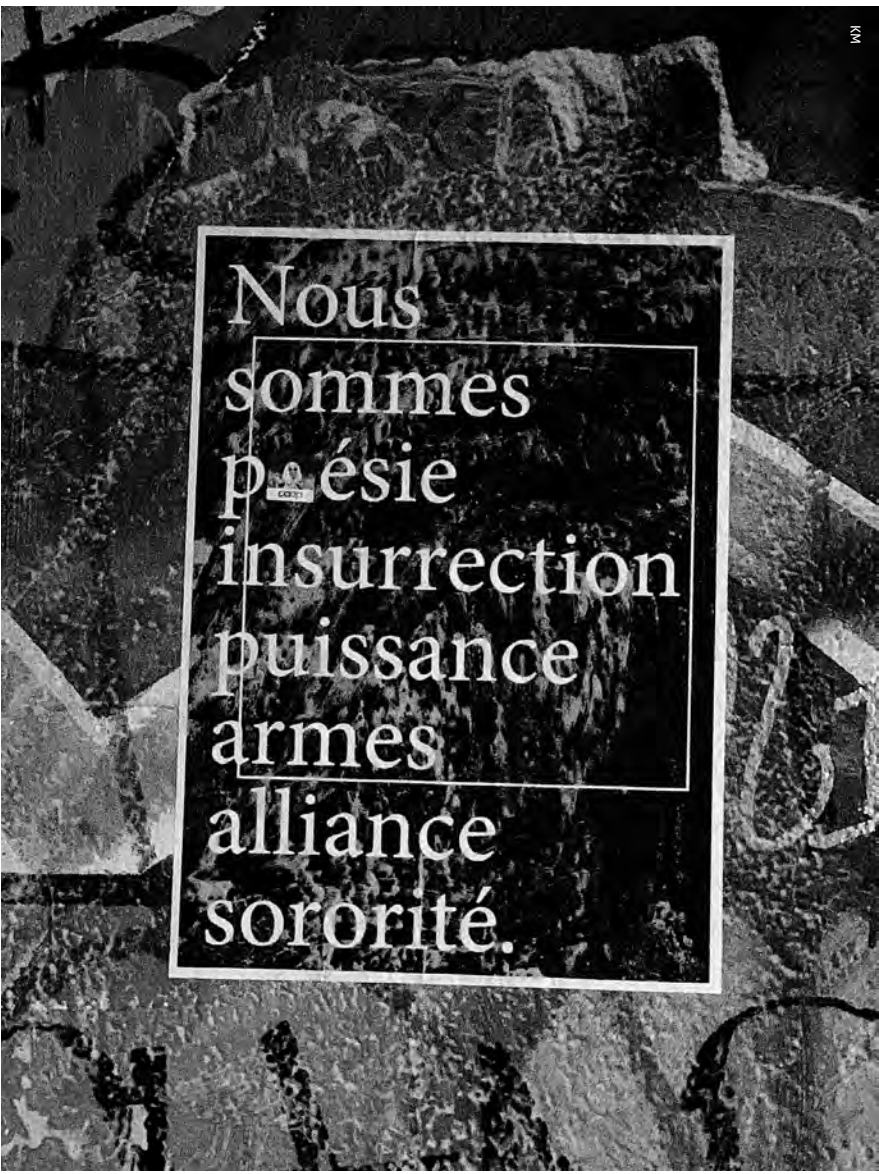
tains même acceptent de partager le pouvoir. Certainement pas tous, au quotidien, dans le milieu de l’art par exemple, plus que dans le milieu du cinéma, certains hommes râlent, quand à nouveau la rumeur court qu’on cherche une femme pour représenter le pays. On râle qu’une femme artiste par exemple n’est pas gage de qualité. « Mais être homme non plus », répond-on désormais.

Mais en sommes-nous encore là ? Il semble que nous y soyons concrètement encore mais que nous soyons aussi un peu plus loin, du moins nous pouvons l’envisager dans la continuité des luttes, dans cette partie géographique du monde. C’est-à-dire que d’une part, nous sommes dans ce que Geneviève Fraisse philosophe du féminisme (*Le féminisme, ça pense !*, 2023), qualifie de « corps collectif abîmé dans nos sociétés » déclenché par *#metoo*. Et d’autre part, nous ne sommes en tant que femmes, plus seulement ces citoyennes individuelles toujours un peu réticentes à partager nos quotidiens, notre intimité familiale, celle du couple et celle du corps (parce que ça ne se fait pas). Nous avons pris cette parole sur l’intimité depuis les années soixante, aujourd’hui, elle a été prise à nouveau, mais elle porte sur l’état collectif des choses féministes et elle se pense. Et ce n’est plus seulement une question de revendications, mais une question de réflexion et de mise en place de structures.

On avance, on recule aussi, on vit des grandes résistances patriarcales, quand on pense à la Pologne, par exemple. Des femmes y meurent parce qu’elles n’ont plus droit à l’avortement. Mais le pays se soulève là aussi. Malgré ces mortes, la parole circule et la pensée se crée. La sororité agit et le partage du pouvoir tente de s’imposer là aussi.

Peut-être qu’un jour nous arriverons à l’adelphité, à la solidarité et la coopération égale entre femmes et hommes, au partage rigoureux du pouvoir politique

Action féministe à Lausanne, décembre 2019



et économique, parce qu’il n’y a rien de plus sensé que de se saisir de notre avenir à parts égales. Nous existons ensemble. Les femmes ne disparaîtront pas, même si les patriarches de tous temps le souhaitent immensément aujourd’hui encore. On pense ici aux Afghanes ou aux Iraniennes lesquelles sont empêchées d’accéder au savoir.

Peut-être que la fluidité des genres nous aidera aussi à accéder à cette adelphité, d’une certaine manière. Mais sans aucun doute, la prise de la parole féminine, la sororité et le positionnement ciblé et conséquent des femmes à des postes de pouvoir est aujourd’hui nécessaire, dans la continuité de la lutte vers l’égalité.

Le savoir illimité, ici dans nos pays démocratiques est récent (début du vingtième siècle), il est ouvert aussi bien aux garçons qu’aux filles, mais la réalité féminine doit apparaître dans la

transmission de ce savoir. Les corps des filles, des femmes, la pensée doivent faire entièrement et collectivement partie du monde dans lequel ils existent. Les modèles féminins existent à travers l’histoire, il faut les inclure dans la transmission du savoir.

On peut rire de l’écriture inclusive, mais il est un fait : nous communiquons avec la langue, et si cette langue ne correspond pas à l’équilibre des genres, aussi bien masculins que féminins ou autres, il faut les adapter, ça passe par là.

Exagérer les dénonciations *#metoo*, craindre leurs abus ou déprécier la valeur des femmes à leur seule sexualité est définitivement arrivé à échéance ici. Les machistes les plus bavards, s’attaqueront toujours et encore à l’existence des femmes, mais la parole a été prise et la pensée s’est installée. La rupture a été actée et ce dans la continuité. ●

NATIVE AMERICANS ET MATRILINÉARITÉ

Lointains ou proches, garants du passé et de l’avenir

Lucien Kayser

De l’Arizona et de l’Oklahoma aux calanques de Marseille

On détecterait facilement comme des vagues successives, d’emprunts à d’autres continents par des artistes friands sans doute d’exotisme, plus sûrement attirés par telles spiritualités, voire interpellés par des scandales politiques. L’attrait de l’Extrême-Orient est bien lointain, la fascination de l’Afrique de même. Plus près de nous, le phénomène pourtant continue à exister, et les voyages ne forment pas seulement la jeunesse. In die Welt aufbrechen, tel était (et reste) le leitmotiv de Günther Uecker, avec comme programme, *nicht abmalen, verwenden für bildnerisches Handeln*. Et greffer les expériences nouvelles sur la démarche propre, les deux se rejoignant, s’identifiant.

Il y a une quarantaine d’années déjà que l’artiste allemand était allé visiter (mais le mot ne dit pas l’intensité réelle du séjour, une vie partagée) la réserve des Indiens Navajos. C’était là le vocabulaire de l’époque, aujourd’hui, l’usage veut qu’on parle de *Native Americans*, ils sont plus de cinq millions, ou Amérindiens, donc autochtones (avec leur descendance) d’avant la colonisation. Et dans l’Arizona, Günther Uecker avait fait face à la montagne sacrée des Navajos, « Black Mesa », l’avait traduite dans une œuvre poignante, verticalité passée en géométrie plane, d’un quadrilatère de profonde noirceur. Car la montagne était menacée, risquait de disparaître, par les promesses

de profits que faisaient espérer les gisements de charbon. De la sorte, on détruit un paysage, bien plus, une culture, une civilisation, au nom du progrès.

C’est cette même accusation qui s’élève dans le court film, vidéo de moins d’une dizaine de minutes, dont les lecteurs ont pris connaissance dernièrement, pour l’exposition Brognon-Rollin au Delta de Namur, en même temps que de *The Land and the Unfolded Map*, avec ses lignes de vie de membres du peuple, de la nation Mvskoke, nous sommes passés dans l’Oklahoma : *There is more to it than Beats and Feathers* ou comment fabriquer des boucles d’oreilles à motif de cardinal rouge, oiseau symbolique des aînés disparus, dont le plumage rutilant signale une piété, une spiritualité toutes vivantes. Le procédé choisi par les Mvskoke est celui du tutoriel, mode d’emploi ou guide d’apprentissage, prenant d’un coup une tout autre allure, une tout autre signification. Avec beaucoup de calme, une sorte de sérénité, nourrie et alourdie d’un passé quasi immémorial, la voix de Hope Craig-Corlew passe à la dénonciation de l’oppression.

Et les perles colorées qu’il s’agit d’enfiler pour donner forme au cardinal, rouge, bordé de bleu clair, avec des taches blanches, un œil noir qui vous fixe, c’est autant la suite des générations ayant subi toutes sortes d’agressions, pour aboutir à tel questionnement lancinant : Comment les États-Unis peuvent-ils défendre la souveraineté (ailleurs) s’ils continuent à commettre un génocide contre les peuples autochtones ? Le tutoriel nous adresse ce message, cheval de Troie numérique, ou bouteille à la mer, dans des ondes des temps modernes.

Il faut remonter, au contraire, très loin en arrière, jusqu’à la Vénus, silhouette en calcaire du Paléolithique supérieur, détournée dans la Wachau, près de Willendorf, en 1908, dans l’instal-

Laure Prouvost compte sur le fort impact poétique de ses images, là où d’autres sont plus directs dans leur propos



Des perles pour un Cardinal rouge

lation de Laure Prouvost à la Kunsthalle Wien (jusqu’au 1^{er} octobre). Elle y fait fonction en quelque sorte de point de repère, premier, ultime, dans ce que le visiteur est appelé à déchiffrer, facilement quand même, dans le titre même, *Ohmmm age Oma je ohomma mama*. Nous voilà embarqués dans la matrilinearité, et voyons dans le film des femmes, un peu à la façon des sorcières de Shakespeare ou de Goya, pour quel sabbat, rassemblées dans une grotte des calanques de Marseille. Bien sûr que les temps se mêlent, les lieux, quand il n’est plus question que de la sagesse des grands-mères, réelles ou fictives, voire de leur louange et adoration. Dans leur longue liste figure entre autres Rosa Parks, icône de la lutte contre la discrimination raciale en Amérique.

Il est donc ce film, sur deux écrans, et par ailleurs l’exposition elle-même a l’air ou l’apparence d’une ample caverne (plus chamanique que platonicienne), où l’on va d’étape en étape, de halte en halte, celles-ci faites de beaux désordres, d’objets (fabriqués), de matériaux trouvés, ramassés, de mobiles, les uns et les autres éclairés par intermittence. Laure Prouvost compte de la sorte sur le fort impact poétique de ses images, de ses assemblages, là où d’autres sont plus directs dans leur propos ou message. ●

TikTok, le nouvel Eldorado du tourisme

Noé Cahouch



Dans les méandres d'Internet, TikTok représente une force d'attraction majeure. La plateforme comptait en 2022 pas moins de 1,7 milliard d'utilisateurs, et ils seront sûrement deux milliards d'ici la fin de l'année. 72 pour cent des utilisateurs ont moins de 24 ans. Au delà de proposer des vidéos de danse et de comédie, des astuces de cuisine ou de bricolage, le réseau social joue également un rôle dans la façon dont ses utilisateurs perçoivent les éléments de la vie réelle. Notamment la manière de considérer différents pays, dont le Luxembourg.

Le pays souffre souvent d'une image peu attractive, notamment auprès des jeunes. On ne va pas se mentir, quand on ne connaît pas le Luxembourg, ce qui est le cas pour pas mal de monde, des destinations comme Barcelone, Paris ou Amsterdam sonnent bien plus sexy. Mais sur l'appli chinoise, la tendance est à la découverte de petites pépites. Beaucoup de personnes qui proposent du contenu, qu'elles aient beaucoup d'abonnés ou pas, cherchent la perle rare pour un séjour touristique. Le Luxembourg se présente alors comme un sujet idéal. Ces vidéos viennent redorer l'image du pays et le faire connaître. Souvent, les jeunes internautes oublient que ce n'est pas la taille qui compte et qu'il n'est pas seulement histoire d'argent ou de banques. Nombreux sont ceux qui s'imaginent que le Luxembourg n'est qu'une simple extension de la France ou de l'Allemagne de laquelle on fait le tour en une seule journée.

Il existe quantité de formats et d'approches pour réaliser ces vidéos, mais le principe est toujours simple. Il y a d'abord le format « vlog », qui consiste, pour la ou le vidéaste, de simplement filmer sa journée. La personne y montre ce qu'elle mange, ce qu'elle voit et ce qu'elle fait, le tout en commentant. On peut aussi retrouver des classements, par exemple « Cinq raisons de visiter le Luxembourg » ou bien « Cinq choses que vous ne savez pas à propos du Luxembourg ». (Cinq à l'air d'être le chiffre qui cartonne sur TikTok). Il existe aussi les partages de bons plans, c'est-à-dire les bons bars ou restaurants (souvent les plus photogéniques, pas forcément les meilleurs), les promotions, les endroits à ne pas rater ou encore les festivals. Cette sensation de découvrir quelque chose d'unique ou de spécial pousse les internautes à se pencher sur ce que propose le Luxembourg, de s'y intéresser et peut-être aussi de s'y rendre. Ainsi, Janina Madeleine propose à sa communauté un

guide de ce qu'il faut faire au Luxembourg en sept étapes : déguster un gâteau et un chocolat chaud à la Chocolate House, enchaîner avec une balade dans la vieille ville surtout dans le quartier du Grund, ensuite visiter la Philharmonie (ce qui n'est pas réellement possible, l'approche des tiktokeurs reste assez superficielle), puis le Mudam. Après cela, elle suggère de se balader encore une fois mais cette fois sous le pont Adolphe, avant d'explorer les architectures de la ville et pour conclure par une visite du château Vianden.

Ces TikTok, qui utilisent toujours les mêmes musiques redondantes qui rentrent facilement en tête, font l'éloge de ce que le pays a de mieux à offrir. Dans beaucoup de ces vidéos, on retrouve souvent les mêmes images du Grand-Duché : ses architectures impressionnantes, ses châteaux (celui de Vianden, de Beaufort comme celui de Clervaux), des panoramas inattendus (l'ascenseur du Pfaffenthal, le Mullerthal, les boucles de la Sûre, la vallée de la Pétrusse), ses restaurants, le fait qu'on y parle plusieurs langues, son histoire européenne et finalement l'accès à la culture bon marché, voire gratuit. Mais ce qui ressort le plus souvent, c'est clairement la gratuité des transports en commun, ce qui est un véritable atout dans le cadre d'un voyage touristique. Comme en témoigne le compte « Voyage in Europe » avec quelques 100 000 abonnés. En abordant les transports en commun gratuits, elle a réalisé 3,5 millions de vues pour 320 000 likes.

TikTok a probablement fait déjà du bien au Luxembourg, à son image et son tourisme. Ces vidéos virales remettent en cause certains stéréotypes et boostent potentiellement le secteur du tourisme. Et ça, Luxembourg for Tourism (LFT) l'a bien saisi. C'est pourquoi l'organisme répond aux demandes de ces vidéastes influenceurs et en invite même certains, comme nous l'avons confirmé le service de presse. LFT sélectionne les créateurs de contenu selon leur audience, le format de leur contenu et leur cible. La structure propose de prendre en charge, le transport, la restauration et l'hébergement de l'invité en échange de la création de contenu, au même titre que des journalistes de médias plus classiques. De son côté, LFT valorise ces images sur ses réseaux sociaux, Instagram, Facebook, Twitter, et LinkedIn. La création d'un compte TikTok n'est pas à l'ordre du jour, ce qui pourrait pourtant cocher des cases auprès d'un public jeune. ●

Stil

DER ORT (NOT)



Außenschwimmbad

Abkühlung in einem Außenbecken sucht man in Luxemburg-Stadt vergeblich. Den Weg nach Les Thermes in Strassen oder das Schwimmbad in Niederanven (Foto) muss auf sich nehmen, wer ins Wasser abtauchen will. Noch näher ist das Außenbad im Parc Alvisse, allerdings wird der Schwimmausflug nicht ganz günstig – nur Hotelgäste sind hier willkommen. Macht die DP in den

kommenden sechs Jahren ernst, wird sie, wie im Parteiprogramm der Gemeindewahlen versprochen, ein Freibad in Kockelscheuer aus dem Boden graben (wäre Fokus an die Macht gekommen, würde das Freibad auf dem Glacis entstehen; die LSAP schlug eine Parzelle in der Nähe der Coque vor). Bevor der neue Pool steht, springt vielleicht die eine und andere Person in den 7 000-Quadratmeter Weiher des Gaspericher Parks. Eigentlich ist das verboten, aber Überhitzte können unberechenbar sein. Eine 50-minütige Autofahrt erwartet diejenigen, die von Luxemburg-Stadt zum *Stauséi* aufbrechen. Weil die Region im Sommer bei hohen Temperaturen von Autos überschwemmt wird und Berufspendler aus Bauschleiden auf den öffentlichen Transport umsteigen wollen, hat Bürgermeister Jeff Gangler (LSAP) eine Expresslinie von Luxemburg-Stadt aus beantragt. Für den

Badesommer kommt sie zu spät, erst im September kann sie in das RGTR-Netz integriert werden. Wem das zu kompliziert ist, kann sich dem Privatpool-Boom anschließen. Der Privatspaß kostet etwa so viel wie ein Luxuswagen. Verkäufer privater Schwimmbäder schätzen, in den letzten 20 Jahren seien jährlich knapp 100 Pools gebaut worden. Wahrscheinlich lohnt sich die Investition aber nicht mehr, wegen der Winterdürren fehlt es zunehmend an Wasser. Die 40 000 bis 80 000 Liter Trinkwasser, die Pools verschlingen, werden andernorts gebraucht. sm

L'ENDROIT

Liquid

En septembre 2019, le locataire des lieux avait disparu du jour au

lendemain. Le Liquid, bar mythique du Grund allait être plongé dans un imbroglio juridique entre la Brasserie de Luxembourg (Diekirch) qui loue les lieux à M Immobilier et les anciens exploitants. Une fois l'affaire réglée devant le tribunal administratif, il a fallu opérer des rénovations, notamment à cause des dégâts causés par les inondations de l'année dernière. Les nouveaux locataires, Rob Seelen et Stephan Karlstedt ne sont pas des inconnus dans le secteur : le premier est propriétaire du restaurant thaï Ukulele. Le second est propriétaire



du sportsbar Crossfire. Ils ont fait en sorte que les habitués retrouvent leurs marques : même bar, mêmes chaises et mêmes concerts (photo : fc). Avec le blues et le jazz, les mardis et jeudis, la musique live est toujours le pilier de l'animation au Liquid. Des concerts *unplugged* et pourquoi pas des soirées avec DJ sont envisagés. Le long tableau où étaient inscrits les marques des bières a repris du service. On y lit beaucoup de bières du groupe mondial AB InBev, notamment sur les dix pompes, mais quand même des bouteilles et des canettes artisanales. fc

L'ENDROIT

First Floor en terrasse

On avait déjà été séduit par la cuisine du First Floor au premier

étage du Scott's pub. Ouvert il y a un an, l'endroit se démarquait par une cuisine « zéro gaspillage », un travail de concertation entre le bar et la cuisine, et des assiettes franches, où le végétal tient une belle place. Deux nouveautés s'annoncent cet été. D'abord la possibilité de dîner en terrasse, dans l'une des plus charmantes de la capitale, au bord de l'Alzette. Mais surtout l'arrivée d'un nouveau chef, Ben Ho. Ce Luxembourgeois est passé par les cuisines de Brus (Copenhague), du restaurant Johanna Maier de l'Hôtel Hubertus (Filzmoos, Autriche) ou encore de l'étoilé Pure & V (Nice, France). Il signe une première carte avec trois menus, dont un végétarien, qui met en valeur les produits de saison. On s'est régalé d'une salade romaine grillée, avec une sauce aux artichauts et piments fermentés, d'un tartare de bœuf au raifort et petits pois (photo :



fc) et d'incroyables asperges servies avec un beurre blanc à la fleur de sureau. La philosophie n'a pas changé dans le rapport entre le boire et le manger : « Nous avons développé une petite carte à boire et une petite carte à manger, en travaillant nos ingrédients pour ne rien jeter. Nous sommes véritablement dans un mode de fonctionnement circulaire et local », explique Joao Russo responsable du bar. Il se fait un devoir de chercher des vins naturels pour accompagner les plats. fc

